RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR **2012**

LISTE DES COMMISSIONS ET INSTANCES CONSULTATIVES OU DÉLIBÉRATIVES PLACÉES DIRECTEMENT AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE OU DES MINISTRES



COMMISSIONS ET INSTANCES CONSULTATIVES OU DÉLIBÉRATIVES PLACÉES AUPRES DU PREMIER MINISTRE ET DES MINISTRES

L'article 112 de la loi de finances pour 1996 (n°95-1346 du 30 décembre 1995) fait obligation au Gouvernement de présenter chaque année au Parlement, en annexe du projet de loi de finances, la liste des commissions et instances consultatives ou délibératives placées directement auprès du Premier ministre ou des ministres ou de la Banque de France prévues par les textes législatifs et réglementaires.

Ainsi que le prévoit la rédaction actuellement en vigueur de ces dispositions, modifiées en dernier lieu par l'article 10 de la loi n° 2009-973 du 10 août 2009 de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2008, apparaissent dans la présente annexe du projet de loi de finances pour 2012 le nombre de membres de ces organismes, ainsi que leur coût de fonctionnement et le nombre de leurs réunions tenues lors des trois années précédentes. La liste est complétée par une justification de l'évolution des coûts de fonctionnement. Est établie la liste des commissions et instances supprimées dans l'année.

Le présent document traduit ainsi les nouveaux résultats obtenus dans le cadre du chantier ouvert par la circulaire du 8 décembre 2008 du Premier ministre relative à la modernisation de la consultation. Après les 225 suppressions intervenues en 2009 et les 51 suppressions supplémentaires intervenues en 2010, près de 50 autres instances ont été supprimées au cours de l'année écoulée. En tenant compte des créations d'instances nouvelles intervenues au cours de la même période, le solde des instances existant s'élève à ce jour à 680, soit une nouvelle diminution par rapport à la situation observée il y a un an.

TABLE DES MATIERES

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
1. Premier ministre									
Comité consultatif pour l'habilitation des organismes prodiguant des stages de formation à la lutte contre la pollution	Décret nº 98-431 du 28 mai 1998 relatif à l'habilitation des stages de formation à la lutte contre la pollution dans le cadre de la convention internationale du 30 novembre 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures	8	Non pertinent	NP	NP	1	1	1	*Les coûts de fonctionnement sont ceux d'une réunion interservices : temps de travail des participants, frais d'envoi d'une lettre de convocation et d'un compte-rendu de la session annuelle, coût des échanges courriels éventuels entre services concernés. Ce comité consiste en la réunion de représentants des services concernés. Il n'a pas donné lieu à la création d'une structure spécifique.*
Comité de surveillance des investissements d'avenir	LOI nº 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010 (article 8-IV) Décret nº 2010-80 du 22 janvier 2010 relatif au commissaire général à l'investissement (article 3)	18	-	-	0	-	-	1	
Comité directeur de la certification en sécurité des technologies de l'information	Décret nº 2002-535 du 18 avril 2002 relatif à l'évaluation et à la certification de la sécurité offerte par les produits et les systèmes des technologies de l'information (articles 15 à 18)	10	0	1,5	1,5	1	1	1	
Comité d'orientation du centre d'analyse stratégique	Décret nº 2006-260 du 6 mars 2006 portant création du Centre d'analyse stratégique	12	0	0	0	2	2	2	
Comité d'orientation et d'évaluation de l'académie nationale du renseignement	Décret nº 2010-800 du 13 juillet 2010 portant création de l'académie du renseignement (article 5)	9	-	-		-	-		*Créé en 2010*
Comité national des secteurs d'activités d'importance vitale	Articles R. 1332-7 et suivants du code de la défense	26	0	1,8	2,2	1	1	1	*Secrétariat assuré par le SGDSN*
Comité stratégique de la sécurité des systèmes d'information	Décret nº 2009-834 du 7 juillet 2009 portant création d'un service à compétence nationale dénommé « Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information »	11	-	40,9	49,2	-	1	2	*Secrétariat assuré par le SGDSN*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
1. Premier ministre									
Comité stratégique pour le numérique	Décret nº 2006-502 du 3 mai 2006 portant création du comité stratégique pour le numérique	6	330	380	352	10	14	22	
Comité technique des systèmes d'information et de communication	Décret nº 2011-193 du 21 février 2011 portant création d'une direction interministérielle des systèmes d'information et de communication de l'Etat (article 10)		-	-	-	-	-	-	*Créé en 2011*
Commission chargée de donner un avis sur certaines opérations relatives aux matériels aéronautiques et aux matériels d'armement complexes	Décret nº 64-1123 du 12 novembre 1964 fixant les conditions d'application de l'article 5 de la loi de finances rectificative pour 1963 modifié par le décret nº 70-388 du 27 avril 1970	4	0	5,3	5,3	2	2	2	*Secrétariat assuré par le SGDSN*
Commission consultative chargée d'émettre un avis sur les matériels susceptibles de porter atteinte à l'intimité de la vie privée et au secret des correspondances	Article R. 226-2 du code pénal	10	0	65,3	74,2	6	6	6	*Secrétariat assuré par le SGDSN*
Commission de déontologie	Loi nº 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (article 87) Décret nº 2007-611 du 26 avril 2007 relatif à l'exercice d'activités privées par des fonctionnaires ou agents non titulaires ayant cessé temporairement ou définitivement leurs fonctions et à la commission de déontologie (articles 6 à 15)	14	384	309	200	13	11	11	
Commission de garantie des retraites	Articles L. 114-4 et D. 114-4-0-9 et suivants du code de la sécurité sociale	4	0	0	0	0	0	0	*Aux termes de l'article D. 114-4-0-9 du code de la sécurité sociale, la commission doit rendre l'avis prévu au troisième alinéa de l'article L. 114-4 du même code respectivement avant les 1er novembre 2007, 2011 et 2015. Elle ne s'est ainsi pas réunie ces trois dernières années.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
1. Premier ministre									
Commission des archives constitutionnelles de la Ve République	Décret nº 2002-581 du 25 avril 2002 portant création de la Commission des archives constitutionnelles de la Ve République	31	259,555	145,138	184,778	2	6 réunions dont (1 plénière)	3	*Le décret n° 2011-1013 du 24 août 2011 portant suppression de la Commission des archives constitutionnelles de la Ve République prévoit que celle-ci doit achever ses travaux au plus tard le 1er janvier 2012.*
Commission interministérielle de coordination des contrôles	Loi nº 2002-1576 du 30 décembre 2002 de finances rectificative pour 2002 (article 60) Décret nº 2008-548 du 11 juin 2008 relatif à la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds européens Arrêté du 7 janvier 2009 relatif au fonctionnement, aux moyens et à l'organisation interne de la commission interministérielle de coordination des contrôles (NOR: PRMX0817152A)	12 (6+6)	120	160	171	19	9	19	*En sus des 19 réunions, 2 consultations écrites ont été effectuées.*
Commission interministérielle de défense et de sécurité des secteurs d'activités d'importance vitale	Articles R. 1332-10 à R. 1332-12 du code de la défense	7	0	9,2	10,9	6	4	4	*Secrétariat assuré par le SGDSN*
Commission interministérielle de la politique immobilière	Décret nº 92-604 du 1 juillet 1992 portant charte de la déconcentration	Ensemble des ministres ou leurs représentants				6	6	6	
Commission interministérielle de la sûreté aérienne	Articles D.* 1442-1, D.* 1443-1 du code de la défense	13		10,3	22,6	2	2	3	*Secrétariat assuré par le SGDSN*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
1. Premier ministre									
Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre	Décret nº 55-965 du 16 juillet 1955 portant réorganisation de la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre Article D. 1132-53 du code de la défense Arrêté du 2 octobre 1992 relatif à la procédure d'importation, d'exportation et de transfert des matériels de guerre, armes et munitions et des matériels assimilés (NOR: DEFC9201754A)	12		795	958	13	11	11	*Coût complet 2009 et 2010 des 12,7 équivalents temps plein consacrés à cette activité*
Commission nationale d'orientation et d'intégration	Articles R*4139-14 et suivants du code de la défense	7	-	-	-	9	11	12	
Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation	Décret nº 99-778 du 10 septembre 1999 instituant une commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation	10	2188,269	2389,348	2109,4	18	17	21	*Pour 2010, la commission a tenu 21 séances en formation plénière et 96 séances en formation restreinte. En 2008 et 2009 la commission a tenu en formation restreinte, respectivement, 156 et 114 séances.*
Commission supérieure de codification	Décret nº 89-647 du 12 septembre 1989 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission supérieure de codification	4	161,019	139,973	116	13	11	11	
Conseil culturel de l'Union pour la Méditerranée	Décret nº 2008-1277 du 8 décembre 2008 créant un Conseil culturel de l'Union pour la Méditerranée	31	-	212,1	296	-	2	4	*En 2009 le Conseil culturel a commencé à fonctionner en cours d'année (il a été installé officiellement par le Premier Ministre le 14/05/2009). Le coût correspond à une année pleine ainsi qu'à un déploiement de ses activités.*
Conseil d'analyse économique	Décret nº 97-766 du 22 juillet 1997 portant création du Conseil d'analyse économique	36	735,395	642,205	912,232	15	8	13	*Le nombre de réunions iindiqué concerne le nombre de réunions plénières. L'évolution des coûts de fonctionnement est due à la prise en charge d'un report de masse salariale de 2009 sur 2010 et au financement par l'organisme, à partir de 2010, d'une quote-part de loyer budgétaire.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
1. Premier ministre									
Conseil d'orientation des retraites	Articles L. 114-2 et D114-4-0-1 à D114-4-0-4 code de la sécurité sociale	39	1554,5	1149,521	1204,786	11	12	24	*Le nombre de réunions indiqué recouvre 12 réunions plénières et 12 réunions préparatoires aux plénières. L'évolution des coûts de fonctionnement est due et au financement par l'organisme, à partir de 2010, d'une quote-part de loyer budgétaire.*
Conseil d'analyse de la société	Décret nº 2004-666 du 8 juillet 2004 portant création du Conseil d'analyse de la société	34	87,5	32,6	145,429	12	7	14	*Le nombre de réunions indiqué se rapporte au nombre de réunions plénières. L'évolution des coûts de fonctionnement est due au financement par l'organisme, à partir de 2010, d'une quote-part de loyer budgétaire et à la prise en charge de la masse salariale d'1 ETP.*
Conseil des systèmes d'information et de communication	Décret nº 2011-193 du 21 février 2011 portant création d'une direction interministérielle des systèmes d'information et de communication de l'Etat (article 9)	27	-	-	-	-	-	-	*Créé en 2011*
Conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative	Décret nº 2010-32 du 11 janvier 2010 instituant un conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative	30	-	-	255,31	-	-	25	*réunions plénières, formations spécialisées et groupes de travail*
Conseil d'orientation pour l'emploi	Décret nº 2005-326 du 7 avril 2005 portant création du Conseil d'orientation pour l'emploi	51	802,13	494,038	534,670	10	10	29	*Pour 2010, le nombre de réunions inscrit concerne 13 réunions plénières et 16 réunions de travail. L'évolution des coûts de fonctionnement est due au financement par l'organisme, à partir de 2010, d'une quote-part de loyer budgétaire.*
Observatoire de la laïcité	Décret nº 2007-425 du 25 mars 2007 créant un observatoire de la laïcité	22	0			0	0	0	*Le Haut conseil à l'intégration a été mandaté,en avril 2010 pour réfléchir au dispositif institutionnel idoine pour traiter de ces questions.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
2. Affaires étrangères et européennes									
Assemblée des Français de l'étranger	Loi nº 82-471 du 7 juin 1982 relative au Conseil supérieur des Français à l'étranger Décret nº 84-252 du 6 avril 1984 portant statut de l'assemblée des Français de l'étranger et fixant les modalités d'élection de ses membres	179	3500	3534	3419	4	4	4	*La diminution des dépenses de fonctionnement s'explique par la baisse des remboursements de frais de campagne, la partie la plus importante de ce chapitre ayant été réglée en 2009. En 2010 ne subsistaient, en effet, que 2 circonscriptions concernées par des recours.*
Comité d'éthique	Décret nº 2007-1849 du 26 décembre 2007 portant création du comité d'éthique du ministère des affaires étrangères	11			0,692	6	7	7	
Commission consultative des recherches archéologiques à l'étranger	Arrêté du 4 octobre 1995 portant création d'une commission consultative des recherches archéologiques à l'étranger NOR: MAEC9510018A	28	0	0	0	1	1	1	*Il n'y a pas de coût de fonctionnement. Seuls les déplacements des experts et les repas sont pris en charge.*
Commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France	Articles 211-5 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile Arrêté du 4 décembre 2009 relatif aux modalités de fonctionnement de la commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France (NOR: IMIK0928100A)	5	17,5	19,2	18,9	48	47	45	*Depuis le décret n° 2008-224 du 6 mars 2008 la CRRV n'est plus placée auprès du seul MAEE mais conjointement auprès du ministre chargé de l'immigration (aujourd'hui MININT) et du ministre des affaires étrangères.Par ailleurs, en application d'un arrêté interministériel du 4 décembre 2009, son secrétariat "est assuré par les services du ministère chargé de l'immigration (la sous-direction des visas de la direction de l'immigration)" donc maintenant par le Ministère de l'Intérieur.*
Commission des archives diplomatiques	Décret nº 2004-1358 du 9 décembre 2004 fusionnant la commission des archives diplomatiques et la commission pour la publication des documents diplomatiques français	39	1	1	0	2	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
2. Affaires étrangères et européennes									
Commission du volontariat de solidarité internationale	Loi nº 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de volontariat de solidarité internationale (article 8) Décret nº 2005-600 du 27 mai 2005 pris pour l'application de la loi nº 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de volontariat de solidarité internationale	12	0	0		3	1	1	
Commission interministérielle chargée d'émettre un avis sur les opérations immobilières de l'État à l'étranger	Articles D. 36 à D. 39 du code du domaine de l'Etat	8	0	0	0	11	11	11	
Commission interministérielle des biens à double usage	Décret nº 2010-294 du 18 mars 2010 portant création d'une commission interministérielle des biens à double usage	22	-	-	1	-	-	8	*Création de la CIBDU en avril 2010. Son coût de fonctionnement consiste notamment en coût d'impression de dossiers.*
Commission nationale de la coopération décentralisée	Articles L. 1115-6 et R. 1115-8 et suivants du code général des collectivités territoriales	25	0	0	0	1	1	1	
Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel	Articles R. 2343-1 et suivants du code de la défense	32/26	49,8	45	45	4	4	3	
Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	Articles D. 239-15 et suivants du code de l'éducation	64	518	496	558	30	26	52	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie des affaires étrangères	Arrêté du 20 mai 1999 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère des affaires étrangères NOR: MAEC9900013A	70	0	0	0	11	10	10	
Conseil des affaires étrangères	Décret nº 2008-18 du 3 janvier 2008 portant création du conseil des affaires étrangères	20	-	1,2	4,6	-	3	9	*Après la nomination de son nouveau président et de ses nouveaux membres, le CAE a repris ses activités en 2010. Son coût de fonctionnement a été de 4600 euros. Aux 9 réunions plénières, il faut ajouter de très nombreuses réunions d'auditions. Les missions ont été consacrées aux déplacements du président pour la sélection des membres.*
Conseil d'orientation stratégique	LOI nº 2010-873 du 27 juillet 2010 relative à l'action extérieure de l'Etat (article 10)	35	-	-	0	-	-	0	*Créé en 2010*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
3. Défense et anciens combattants									
Comité consultatif de santé des armées	Articles D. 3341-1 et suivants du code de la défense	36	0	0	0	1	1	1	
Comité de cohérence de la recherche stratégique et de la prospective de défense	Arrêté du 15 octobre 2010 portant création au sein du ministère de la défense d'un comité de cohérence de la recherche stratégique et de la prospective de défense NOR: DEFD1021944A	14	-	-	0	-	-	10	*Créé en 2010*
Comité de règlement des contestations en douane	Article L. 2335-3 du code de la défense Arrêté du 2 octobre 1992 relatif à la procédure d'importation, d'exportation et de transfert des matériels de guerre, armes et munitions et des matériels assimilés (article 22) NOR: DEFC9201754A Arrêté du 10 juillet 2002 fixant la composition du Comité de règlement des contestations en douane NOR: DEFC0201899A	5	0	0	0	2		0	
Comité des achats	Arrêté du 7 avril 2010 portant création du comité des achats du ministère de la défense (NOR: DEFD1009538A)	8	-	-	0	-	-	5	
Comité d'examen des prix de revient des fabrications d'armement	Décret nº 66-221 du 14 avril 1966 portant création du comité des prix de revient des fabrications d'armement	8	0	0	41,68	7	7	6	*2 types de dépenses sont imputables au CPRA : paiement des vacations des rapporteurs spécialisés (39368 euros en 2010) et remboursement des frais engagés pour leurs déplacements (2 312,73 euros en 2010)*
Comité d'experts de l'observatoire de la santé des vétérans	Décret nº 2004-524 du 10 juin 2004 portant attributions et organisation de l'Observatoire de la santé des vétérans (articles 6, 8 et 9)	10	0	0	0,04	3	3	3	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
3. Défense et anciens combattants									
Comité d'indemnisation	LOI nº 2010-2 du 5 janvier 2010 relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français (article 4) Décret nº 2010-653 du 11 juin 2010 pris en application de la loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français	9	-	-	9,7	-	-	6	*Créé en 2010*
Comité ministériel d'investissement	Arrêté du 17 février 2010 fixant les attributions, la composition et le fonctionnement du comité ministériel d'investissement (NOR: DEFD1004707A)	3+2	-	-	0	-	-	10	*Créé en 2010*
Comité national pour l'érection et la conservation du mémorial de la déportation du Struthof	Décret du 13 octobre 1953 relatif à l'édification d'un mémorial de la déportation au Struthof	16	3,3	3,3	3,3	1	1	1	
Comité scientifique de l'océanographie militaire	Article R. 3416-19 du code de la défense Arrêté du 5 février 2009 relatif aux attributions, à la composition et au fonctionnement du comité directeur de l'océanographie militaire et du comité scientifique de l'océanographie militaire (article 6) (NOR: DEFD0904758A)	15	0	0	0	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
3. Défense et anciens combattants									
Commission armées jeunesse	Décret nº 55-814 du 22 juin 1955 relatif aux commissions ministérielles de la jeunesse Arrêté du 22 novembre 1955 fixant la composition et le mode de fonctionnement de la commission de la jeunesse au ministère de la défense nationale et des forces armées. - (p)Pris en application du décret nº 55-814 du 22 juin 1955 relatif aux commissions ministérielles de la jeunesse.	70	82	80	156	45	45	51	*L'augmentation du budget est liée à la prise en compte en 2010 de la mission de création et d'animation du réseau national des réservistes locaux à la jeunesse et à la citoyenneté par le secrétariat général de la CAJ.*
Commission centrale relative aux bonifications et avantages de carrière des fonctionnaires ayant accompli des services de la résistance	Loi nº 51-1124 du 26 septembre 1951	12	0	0	0	0	0	0	
Commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires	LOI nº 2010-2 du 5 janvier 2010 relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français (article 7) Décret nº 2010-653 du 11 juin 2010 pris en application de la loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français	19	-	-		-	-	0	*Créée en 2010*
Commission consultative 'défense-météorologie'	Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la commission consultative « défense-météorologie » NOR: DEFD0773788A	15	0	0	0	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
3. Défense et anciens combattants									
Commission consultative médicale des anciens combattants et victimes de guerre	Arrêté du 8 mars 1999 portant application de l'article 3 du décret nº 99-164 du 8 mars 1999 fixant les attributions et l'organisation du secrétariat général pour l'administration du ministère de la défense. Décret du 27 octobre 1919 modifiant celui du 5 mars 1916 fixant la constitution, l'organisation et le fonctionnement de la commission consultative médicale Décret du 15 octobre 1920 modifiant la compétence des organismes consultatifs médicaux pour l'attribution des pensions de guerre modifiant le décret du 2 septembre 1919	6	0	0	0				*Commission permanente*
Commission consultative nationale pour l'habilitation des associations d'anciens combattants et victimes de guerre à ester en justice	Décret nº 92-701 du 20 juillet 1992 portant application de la loi nº 91-1257 du 17 décembre 1991 permettant aux associations d'anciens combattants et victimes de guerre d'ester en justice	5	0	0	0	0	0	0	
Commission d'experts (AFN)	Articles L. 253 bis et R. 227 ter du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre	21	0	0	0	0	0	0	
Commission de déontologie des militaires	Articles R.* 4122-18 et R.* 4122-19 du code de la défense	11	41,2	32,5	28	17	16	15	*L'évolution des coûts dépend du nombre de dossiers examinés par la commission. Le montant des indemnités allouées aux président, rapporteur général et aux officiers rapporteurs n'a pas été réévalué depuis l'arrêté du 25 avril 1997.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
3. Défense et anciens combattants									
Commission de suivi de sécurité maritime (C2SM)	Arrêté du 8 juin 2011 relatif au contrôle du suivi de la sécurité maritime des bâtiments de guerre de surface de la marine nationale (article 7) NOR: DEFN1116904A Arrêté du 8 juin 2011 relatif à la composition de la commission de suivi de sécurité maritime NOR: DEFN1116901A	9	-	-	-	-	-	-	*Créée en 2011*
Commission des bonifications	Article R. 224 (II du D) du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre	24	0	0	0	0	0	0	
Commission interministérielle de contrôle	Arrêté du 30 juin 2003 relatif à la réglementation de la manifestation aérienne organisée dans le cadre du Salon international de l'aéronautique et de l'espace NOR: DEFD0301523A	4	0	0	0	4	6	10	
Commission interministérielle des demandes de classement des matériels de guerre, armes et munitions	Décret nº 95-589 du 6 mai 1995 relatif à l'application du décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions Arrêté du 28 août 2000 portant application du a de l'article 5 du décret nº 95-589 du 6 mai 1995 modifié relatif à l'application du décret du 18 avril 1939 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions NOR: DEFC0001666A	11	0	0	0	0	0	0	
Conseil central de l'action sociale	Arrêté du 15 janvier 2002 relatif au Conseil central de l'action sociale NOR: DEFP0201093A Article R. 3422-7 du code de la défense	53	0	0	0	1	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
3. Défense et anciens combattants									
Conseil de la recherche du service de santé des armées	Arrêté du 3 février 1995 (art. 5) relatif à l'organisation et au fonctionnement de la recherche au sein du service de santé des armées NOR : DEFE9554015A	21	0	0	0	1	1	1	
Conseil de l'exploitation nucléaire de la défense	Arrêté du 13 mars 2002 instituant un conseil de l'exploitation nucléaire de la défense NOR: DEFD0201211A	8	0	0	0	1	1	1	
Conseil économique de la défense	Arrêté du 1er octobre 2007 portant création d'un conseil économique de la défense NOR: DEFD0766958A	13	40	40,9	40,9	2	4 + 60	4 + 60	*2009 et 2010 : 4 réunion ministérielles + 60 réunions de groupes*
Conseil général de l'armement	Articles D. 3331-1 et suivants du code de la défense	18	0	0	0	0	0	0	
Conseil scientifique de la défense	Arrêté du 18 juin 1998 portant création d'un conseil scientifique de la défense NOR: DEFM9801575A	23	15	15	15	12	12	12	
Conseil scientifique du service de santé des armées	Arrêté du 3 février 1995 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la recherche au sein du service de santé des armées (article 6) NOR: DEFE9554015A	12	0	0	0	0	0	0	*Suppression en cours*
Conseil supérieur de la réserve militaire	Articles L. 4261-1 et D. 4261-1 et suivants du code de la défense	64	32	38	39,2	4	4	2	
Groupes d'experts chargés d'étudier les transports des matiers nucléaires et la protection des installations et établissements	Article R. 1333-15 du code de la défense		-	0		-	0		*Textes d'application en cours d'élaboration*
Haut comité d'évaluation de la condition militaire	Articles L. 4111-1 et D. 4111-1 et suivants du code de la défense	9	28	25,5	51,5	29	15	22	*Augmentation des déplacements à l'étranger hors métropole du fait du thème du rapport (condition des militaires servant Outre-mer)*
Observatoire de la santé des vétérans	Décret nº 2004-524 du 10 juin 2004 portant attributions et organisation de l'Observatoire de la santé des vétérans	11	0	0	0	1	1	1	*Le texte relatif à l'OSV est en cours de refonte afin notamment de redéfinir ses missions.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
4. Écologie, développement durable, transports et logement									
Comité de coordination des aéroports français	Arrêté du 28 septembre 2004 créant le comité de coordination des aéroports français. NOR: EQUA0401326A	227	0	0	0	1	1	1	
Comité de coordination industrielle pour les déchets radioactifs	Article R. 542-73 du code de l'environnement	5	-	-		-	-	1	
Comité de la prévention et de la précaution	Arrêté du 30 juillet 1996 portant création du Comité de la prévention et de la précaution NOR: ENVG9650263A	20	80	23	19	10	10	3	*Nombre faible de réunion en 2010 (entre la fin des travaux sur la « décision publique face à l'incertitude » et la nouvelle saisine) mais publication de « l'avis sur la décision publique » pour un coût de10 K €*
Comité de l'environnement polaire	Articles D. 133-31 à D. 133-34 du code de l'environnement	11	4	4	1,5	2	2	2	
Comité de suivi de l'application du règlement EMAS	Arrêté du 20 juin 2002 portant création du comité de suivi de l'application du règlement EMAS NOR: DEVP0210218A	17	0	0	0	0	0	0	*Le comité ne s'est pas réuni depuis 2008. Toutefois, son maintien est nécessaire compte-tenu, d'une part des dispositions de la loi « Grenelle 2 » qui prévoit un soutien de la certification environnementale, d'autre part de l'entrée en vigueur du nouveau règlement EMAS III.*
Comité de suivi de la mise en oeuvre du droit au logement opposable	Loi nº 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale (article 13) Décret nº 2007-295 du 5 mars 2007 instituant le comité de suivi de la mise en oeuvre du droit au logement opposable Décret nº 2007-295 du 5 mars 2007 instituant le comité de suivi de la mise en oeuvre du droit au logement opposable	101	0	0	0	6	5	4	
Comité des usagers du réseau routier national	Décret nº 2009-1102 du 8 septembre 2009 relatif à la création du comité des usagers du réseau routier national	17	-	0	3	-	1	7	*Remboursement des frais de déplacement de certains membres (associations)*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
4. Écologie, développement durable, transports et logement									
Comité d'orientation du centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques	Décret nº 94-134 du 9 février 1994 portant création du centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (article 6) Arrêté du 4 mai 2007 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement du comité d'orientation du centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques NOR: EQUG0753190A	48				2	2	2	
Comité d'orientation du PUCA (Plan Urbanisme Construction Architecture)	Arrêté du 23 avril 1998 portant création du plan urbanisme construction architecture (article 2) NOR: EQUU9800369A	30	0	0		0	0		
Comité national "trames verte et bleue"	Articles L. 371-2 et D. 371-1 et suivants du code de l'environnement								
Comité national de l'eau	Articles L. 213-1 et D. 213-1 et suivantsdu code de l'environnement	160	21	31	15	4	4	3	
Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens	Articles D. 133-23 et suivants du code de l'environnement	38	150	120	200	1	1	2	
Comité national du développement durable et du Grenelle de l'environnement	Loi nº 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (articles 1er et 49) Articles D. 134-1 et suivants du code de l'environnement (décret nº 2010-370 du 13 avril 2010 portant création du Comité national du développement durable et du Grenelle de l'environnement)	41	-			-		2	*Les coûts sont marginaux car le CNDDGE n'a en charge que les frais de déplacements (pratiquement nuls en 2010) des membres ou de représentation dans le cadre de l'European Environment sustainable development advisory councils (EEAC).*
Comité spécialisé de la formation professionnelle maritime	Article R. 342-6 du code de l'éducation	60	1,5	1,5	1,5	2	2	2	*Simplification et réduction du format en cours*
Comité technique Euratom	Décret nº 2011-607 du 30 mai 2011 relatif au comité technique Euratom		-	-	-	-	-	-	*Créé en 2011, ce comité est l'interlocuteur de la Commission européenne et de l'AIEA.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
4. Écologie, développement durable, transports et logement									
Comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques	Articles L. 213-21, L. 213-22, R. 213-17 et suivants du code de l'environnement	10	2	4,8	7,7	14	5	8	
Commission administrative de l'aviation civile	Articles R. 160-1 et suivants et R. 330-20 du code de l'aviation civile	12	0,827	0,335	0,289	4	4	4	
Commission centrale de sécurité	Décret nº 84-810 du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution (articles 14 à 16)	17	4	9	5	11	11	11	
Commission centrale des appareils à pression	Décret nº 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression Arrêté du 31 juillet 2009 relatif à la composition de la Commission centrale des appareils à pression NOR: DEVP0918229A	59	14,163	3	3	3	2	3	*La transmission électronique des dossiers a induit une baisse des coûts.*
Commission chargée de l'examen du respect des obligations de réalisation de logements sociaux (commission nationale)	Articles L. 302-9-1-1 et R. 302-26 du code de la construction et de l'habitation	13	0	0		2	1	0	*La commission ne se réunit que pour des bilans triennaux. Elle se réunira en 2011 et peut-être début 2012.*
Commission consultative aéroportuaire	Articles L. 228-1, L. 228-2 et D. 228-1 et suivants du code de l'aviation civile	7			4			9	
Commission consultative du budget annexe 'contrôle et exploitation aériens'	Arrêté du 8 juin 2006 relatif à la commission consultative du budget annexe « contrôle et exploitation aérien »	15	0	0	0	2	2	2	
Commission consultative pour la délivrance de l'attestation de capacité professionnelle à l'exercice de la profession de transporteur public de marchandises par bateau de navigation intérieure	Arrêté du 28 juillet 1992 fixant les modalités d'obtention de l'attestation de capacité à l'exercice de la profession de transporteur public de marchandises par bateau de navigation intérieure (article 4) NOR: EQUT9201050A	0	0	0	0	2	0	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
4. Écologie, développement durable, transports et logement									
Commission consultative relative aux déchets d'emballages ménagers	Arrêté du 23 juillet 1992 relatif à l'agrément prévu par le décret nº 92-377 du 1er avril 1992 concernant les déchets résultant de l'abandon des emballages servant à commercialiser les produits consommés ou utilisés par les ménages NOR: ENVP9250167A	37	1	5	10	3	4	10	*- Prestation ubiqus pour l'élaboration du compte-rendu estimée à environ 1000 € par réunion.* *- Evolution du nombre de réunions en 2010 liée au renouvellement du cahier des charges d'agrément et aux agréments des sociétés Eco-Emballages et Adelphe.*
Commission consultative supérieure	Décret nº 84-810 du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution (articles 12 à 14)	17	0	<1	0	2	1	0	
Commission d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère	Arrêté du 4 septembre 2000 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère NOR: ATEP0090357A	13	15	0	15	1	2	2	
Commission d'examen du plan national d'affectation des quotas d'émission de gaz à effet de serre	Articles R. 229-6 et suivants du code de l'environnement Arrêté du 10 février 2009 fixant la composition de la commission d'examen du plan national d'affectation des quotas d'émission de gaz à effet de serre NOR: DEVE0902954A	35	0	0	0		1	0	*A partit de 2013, cette commission n'aura plus lieu d'être puisqu'à cette date il n'y aura plus de plan national d'affectation des quotas d'émission de GES.*
Commission d'agrément des contrôleurs techniques de la construction	Article R.* 111-29 et R.* 111-34 du code de la construction et de l'habitation. Arrêté du 8 décembre 1978 modifié.	14	7,5	6,4	2,9	4	4	7	*Les coûts de fonctionnement varient en fonction du nombre de demandes d'agrément.*
Commission d'appel d'offres de concession de l'aérodrome de Dzaoudzi-Pamandzi	Décret nº 2009-1229 du 14 octobre 2009 portant création d'une commission consultative dans le cadre de la procédure d'appel d'offres de concession de l'aérodrome de Dzaoudzi-Pamandzi (Mayotte)		-			-		1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
4. Écologie, développement durable, transports et logement									
Commission de certification des agents des organismes extérieurs de prévention	Arrêté du 31 décembre 2001 relatif à la création d'une structure fonctionnelle ou au recours à un organisme extérieur agréé pour le développement de la prévention en matière de sécurité et de santé au travail dans les carrières (RG-1-A, art. 16/Carrières) NOR: ECOI0200015A	9	0	0	0	2	2	1	
Commission de reconnaissance de qualification pour l'exercice de la profession de géomètre-expert	Décret nº 96-478 du 31 mai 1996 portant règlement de la profession de géomètre expert et code des devoirs professionnels	13	0	0	0	2	2	3	*Le siège de l'ordre des géomètres-experts accueille les réunions de la commission. Aucun moyen financier spécifique n'est mobilisé pour le fonctionnement de cet organisme.*
Commission de recours contre les décisions relatives aux quotas d'émission de gaz à effet de serre	Articles R. 229-28 et suivants du code de l'environnement	7	0	0	0	2	2	1	
Commission de sécurité de la circulation aérienne	Arrêté du 6 juin 2006 relatif à la création de la Commission de sécurité de la circulation aérienne. NOR: EQUA0600721A	28	0	0	0	6	6	5	
Commission de suivi des filières de traitement des véhicules hors d'usage	Article R. 543-170 du code de l'environnement Arrêté du 13 mai 2005 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission de suivi des filières de traitement des véhicules hors d'usage. (anciennement décret nº 2003-727 du 1er août 2003) Composition fixée par l'arrêté du 8 mars 2007.	26	0	0	0	3	3	2	
Commission de sûreté des navires	Décret nº 2007-937 du 15 mai 2007 relatif à la sûreté des navires	8	1,2	1,2	1	4	6	4	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
4. Écologie, développement durable, transports et logement									
Commission d'équivalence pour la délivrance des titres de formation professionnelle maritime	Décret nº 99-439 du 25 mai 1999 relatif à la délivrance des titres de formation professionnelle maritime et aux conditions d'exercice de fonctions à bord des navires de commerce et de pêche ainsi que des navires de plaisance armés avec un rôle d'équipage (article 14 bis)	5	0	0	1		0	1	*Suppression engagée*
Commission des comptes des transports de la Nation	Article 12 de la loi de finances rectificative pour 2002 (nº 2002-1050) Décret nº 2009-531 du 12 mai 2009 relatif aux missions et aux modalités de fonctionnement de la commission des comptes des transports de la Nation Décret nº 92-918 du 2 septembre 1992 modifié le 21 juillet 1999.	61	2	1	1	2	2	3	*Frais d'organisation des réunions et de déplacement des membres*
Commission des comptes du logement	Décret nº 2010-1302 du 29 octobre 2010 relatif aux missions et aux modalités de fonctionnement de la commission des comptes du logement	34	1	1	1	2	2	5	*Frais d'organisation des réunions et de déplacement des membres*
Commission des comptes et de l'économie de l'environnement	Articles D. 133-35 et suivants du code de l'environnement	41	5	5	5	2	2	2	*Frais d'organisation des réunions et de déplacement des membres*
Commission des conservatoires botaniques nationaux	Articles D. 416-7 et D. 416-8 du code de l'environnement	12	1	1	0	1	1	0	
Commission des phares	Décret nº 82-419 du 18 mai 1982 fixant les attributions de la commission des phares	6	0	0,5	0	2	4	3	*Coût nul pour le ministère : réunions en visioconférence, membres bénévoles avec déplacements à leurs frais*
Commission des produits chimiques et biocides	Articles R. 523-4 et suivants du code de l'environnement Décret nº 2011-578 du 25 mai 2011 relatif à la commission des produits chimiques et biocides (EV différée)	30	0	3,5	6,9	5	7	7	*Augmentation du nombre de présents en raison de l'augmentation des sujets à l'ordre du jour, d'où augmentation de la prise en charge des frais de déplacement*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
4. Écologie, développement durable, transports et logement									
Commission des sanctions administratives	Décret nº 84-139 du 24 février 1984 relatif au Conseil national des transports, aux comités régionaux des transports, et aux commissions régionales des sanctions administratives	24	0	0		3	3		*Cette commission est en cours de reconstitution suite à la suppression du conseil national des transports par l'article 251 de la loi du 12 juillet 2007, ce qui explique qu'elle ne s'est pas réunie depuis. Un décret est en cours de préparation pour la recréer car elle est essentielle dans le cadre de la réglementation d'accès à la profession de transport routier (réglementation en cours de révision au 4 décembre 2011 avec l'application du « paquet routier » européen)*
Commission des suites de la mission interministérielle d'inspection du logement social	Décret nº 93-236 du 22 février 1993 portant création de la mission interministérielle d'inspection du logement social (articles 8 et 9)	4	0	0	0	8	6	10	
Commission des Téléphériques	Arrêté du 5 novembre 1997 portant création d'une commission des téléphériques NOR: EQUT9701697A	28	0	0	0	2	1	1	
Commission d'harmonisation et de médiation des filières de collecte sélective et de traitement des déchets	LOI nº 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (article 46, e)) Article D. 541-6-1 du code de l'environnement	20	-		4	-		4	
Commission du ministère de la défense et du ministère chargé de l'aviation civile concernant la sécurité de la gestion du trafic aérien	Arrêté du 25 janvier 2005 relatif à la commission du ministère de la défense et du ministère chargé de l'aviation civile concernant la sécurité de la gestion du trafic aérien. NOR: EQUA0500097A	17	0	0	0	5	5	5	
Commission du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés	Décret nº 2009-720 du 17 juin 2009 relatif à la commission du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés		-	0	0	-	2	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
4. Écologie, développement durable, transports et logement									
Commission ferroviaire d'aptitude	LOI nº 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires et portant diverses dispositions relatives aux transports (article 2) Décret nº 2010-708 du 29 juin 2010 relatif à la certification des conducteurs de trains (article 10)	6	-	-		-	-		
Commission interministérielle chargée de donner un avis sur la reconnaissance d'équivalence pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière	Arrêté du 18 février 2002 instituant une commission interministérielle chargée de donner un avis sur la reconnaissance d'équivalence entre les titres, diplômes ou certificats d'enseignant de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière délivrés dans les Etats n'appartenant ni à l'Union européenne ni à l'Espace économique européen et le brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière NOR: EQUS0200341A	4	0	0		0	0		
Commission interministérielle des transports de matières dangereuses	Décret nº 95-1029 du 13 septembre 1995 relatif à la commission interministérielle du transport des matières dangereuses	78	6,1	9	6,3	3	3	3	*Diminution des coûts en raison de la finalisation des principaux textes concernant les études de danger sur les infrastructures de transport*
Commission nationale consultative de l'aviation légère	Article D. 521-3 du code de l'aviation civile	16	0	877	790	1	1	1	*Restrictions budgétaires en 2010*
Commission nationale consultative pour la faune sauvage captive (2 formations)	Article R. 413-2 du code de l'environnement	12	16	16	16	6	6	6	
Commission nationale d'évaluation des recherches et études relatives à la gestion des matières et des déchets radioactifs	Article L. 542-3 du code de l'environnement.	12	871	636	870	12	14	14	
Commission nationale d'indemnisation des dégâts de gibiers	Articles L. 426-5 et R. 426-3 et suivants du code de l'environnement	11	3	4,5	1,8	4	6	6	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
4. Écologie, développement durable, transports et logement									
Commission nationale de concertation	Loi nº 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière (article 41) Décret nº 88-274 du 18 mars 1988 portant application de l'article 41 de la loi nº 86-1290 du 23 décembre 1986 tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière et relatif à la Commission nationale de concertation		0	0	0	0	2	7	
Commission nationale de concertation sur les risques miniers	Décret nº 2007-403 du 22 mars 2007 instituant une Commission nationale de concertation sur les risques miniers	20	0	0,5	1		1	2	
Commission nationale de la négociation collective de la marine marchande	Article R. 742-5 du code du travail	36	3	0	1	3	0	1	
Commission nationale de l'examen pour l'obtention du permis de chasser	Article R. 423-5 du code de l'environnement Arrêté du 29 octobre 2001 relatif aux modalités de l'examen pour la délivrance du permis de chasser. NOR: ATEN0100368A	12	0,5	0,5	0,1	1	1	1	
Commission nationale de sécurité de la navigation de plaisance	Décret nº 84-810 du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution (articles 17 à 19)	19	1,58	1,5	1,6	6	5	6	
Commission nationale des documents et autorisations de transport routier international	Décret nº 2011-667 du 14 juin 2011 relatif à la délivrance des autorisations de transport routier international et des documents de contrôle du cabotage (articles 9 et 10)	7	-	-	-	-	-	-	*Créée en 2011. La première réunion est prévue en octobre 2011.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
4. Écologie, développement durable, transports et logement									
Commission nationale des experts en automobile	Articles L. 326-5, R. 326-14 et D. 326-15du code de la route	13	-	-	-	-	-	-	*Créée en 2011*
Commission nationale des matériels de sécurité aéroportuaire	Arrêté du 9 janvier 2001 relatif aux normes techniques applicables au service de sauvetage et de lutte contre l'incendie des aéronefs sur les aérodromes (article 15)	15	0	0	0	2	2	2	
Commission nationale des sanctions administratives	Articles L. 1452-1 et L. 3452-3 du code des transports et article 17 de la loi nº 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs								
Commission nationale d'évaluation de la sécurité des transports guidés	Décret nº 2003-425 du 9 mai 2003 relatif à la sécurité des transports publics guidés	18	0	3		4	5	4	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie dans le domaine de l'équipement et des transports	Arrêté du 7 juillet 1999 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère de l'équipement, des transports et du logement NOR: EQUG9900829A	33	0	0		6	6	10	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'environnement	Arrêté du 20 avril 2000 constituant une commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'environnement. NOR: ATEG0090143A	30	0	0		5	5	5	
Commission supérieure des sites, perspectives et paysages	Articles L. 341-17 et R. 341-28 et suivants du code de l'environnement	30	10	6,9	5,6	0	7	6	
Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs	Articles D. 565-8 et suivants du code de l'environnement	30	0	0	4		1	4	
Conseil de discipline du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile	Articles R. 425-4, R.425-5 et R. 425-8 du code de l'aviation civile	35	0	2	0	2	2	1	
Conseil de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs	Articles R. 561-10 et suivants du code de l'environnement	12	0	0	0,52	4	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
4. Écologie, développement durable, transports et logement									
Conseil d'orientation du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations	Arrêté du 9 juillet 2008 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (article 8.3.1) NOR: DEVK0815773A Arrêté du 13 juillet 2011 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil d'orientation et du conseil scientifique et technique du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations (articles 1 à 7) DEVP1119594A	27	-	-		-	-		
Conseil du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile	Articles R. 421-7et R.421-8 du code de l'aviation civile	21	0	0	0	2	1	2	*1 à 2 réunions par an en plénière 2 réunions par an pour la section essais réceptions 1 réunion par mois du groupe d'experts (compétent sur les questions de validation de licence)*
Conseil économique du développement durable	Décret nº 2008-1250 du 1er décembre 2008 portant création du Conseil économique pour le développement durable	27	-	4	3,9	-	25	27	*Frais d'organisation des réunions et de déplacement des membres*
Conseil national de l'air	Articles D. 221-16 et suivants du code de l'environnement	48	0	0	0	3		0	
Conseil national de la chasse et de la faune sauvage	Articles R. 421-1 et suivants du code de l'environnement	28	1	0,8	1	4	3	4	
Conseil national de la mer et des littoraux	Loi nº 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral (article 43) Décret nº 2011-637 du 9 juin 2011 relatif aux attributions, à la composition et au fonctionnement du Conseil national de la mer et des littoraux	70	-	-		-	-		*La loi Grenelle 2 a transformé, en 2010, le Conseil national du littoral en CNML. Une 1ère réunion est prévue à l'automne 2011.*
Conseil national de la protection de la nature	Articles R. 133-1 et suivants du code de l'environnement	40	100	100	70	36	39	31	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
4. Écologie, développement durable, transports et logement									
Conseil national de la sûreté de l'aviation civile	Article D. 213-2 du code de l'aviation civile	30	0	0	0	2	2	2	
Conseil national de l'habitat	Articles R.* 361-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation	74	0	0,6	0,6	4	8	7	
Conseil national de l'information géographique	Décret nº 2011-127 du 31 janvier 2011 relatif au Conseil national de l'information géographique	35	50	47,5	25	2	2	1	*Une réflexion a été conduite en 2010 pour modifier les missions et la composition du CNIG en accord avec les dispositions de la directive INSPIRE du 14 mars 2007.* *Le décret du 31 janvier 2011 intègre ces modifications. Le CNIG devient l'instance de coordination prévue par la directive INSPIRE*
Conseil national des déchets	Articles D. 541-1 et suivants du code de l'environnement	33	0	2	1	0	1	1	
Conseil national du bruit	Articles L. 571-2 et L. 571-6 et D. 571-98 et suivants du code de l'environnement (Ordonnance nº 2004-1199 du 12 novembre 2004)	72	76,5	100	50	18	22	35	*Pas de cérémonie des Décibels d'or en 2010*
Conseil national du paysage	Arrêté du 8 décembre 2000 portant création du Conseil national du paysage NOR: ATEN0090424A	37	0	0	0	1	1	0	
Conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité	Arrêté du 26 mars 2004 portant création du conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité NOR: DEVN0430046A	25	80	56	16	4	6	4	*Aucune publication en 2010 par rapport à 2009 qui avait vu la parution de « La biodiversité à travers les exemples » (T.2)*
Conseil scientifique du PUCA (Plan Urbanisme Construction Architecture)	Arrêté interministériel du 23 avril 1998 portant création du Plan Urbanisme Construction Architecture (article 3)	10	2	1	1,5	8	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
4. Écologie, développement durable, transports et logement									
Conseil scientifique et technique du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations	Arrêté du 9 juillet 2008 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (article 8.3.1) NOR: DEVK0815773A Arrêté du 13 juillet 2011 fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil d'orientation et du conseil scientifique et technique du service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations (articles 8 à 14) DEVP1119594A	27	-	-		-	-		
Conseil supérieur de la marine marchande	Décret nº 2002-647 du 29 avril 2002 relatif à la composition, aux attributions et à l'organisation du Conseil supérieur de la marine marchande	39	16	4	12	9	8	8	
Conseil Supérieur de la Météorologie	Décret nº 91-1209 du 29 novembre 1991 portant réorganisation du Conseil supérieur de la météorologie	121	20	20,2	14,5	1+11 commissions	1+24	1+15	
Conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques	Décret nº 67-315 du 31 mars 1967 portant création d'un Conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques	41	47	47	47	20	23	20	
Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels maritimes et du bien-être des gens de mer	Décret nº 2007-1227 du 21 août 2007 relatif à la prévention des risques professionnels maritimes et au bien-être des gens de mer en mer et dans les ports	29	0,5	0,5	0,5	1	1	1	
Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques	Articles D. 511-1 et suivants du code de l'environnement	36 + 1 représentant de chaque administration intéressée	-	-	24	-	-	11	*Créé en 2010, ce conseil se substitue au conseil supérieur des installations classées.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
4. Écologie, développement durable, transports et logement									
Conseil supérieur de l'aviation civile	Articles D. 370-1 et suivants du code de l'aviation civile	28	-	-	0	-	-	1	*Créé en 2010*
Conseil supérieur des habitations à loyer modéré	Articles L. 461-2, R*.461-1 et R. 461-2 et suivants du code de la construction et de l'habitation	11	0	0	0	2	4	4	
Conseil supérieur des transports terrestres et de l'intermodalité	Loi nº 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (article 16)	5 collèges	-	-		-	-		*Créé en 2010 par la loi 2010-788 du 12/07/10 portant engagement pour l'environnement, ce conseil remplace le Conseil national des transports et l'ancien conseil supérieur du service public ferroviaire. Le décret constituant le CSTTI n'a pas encore été publié.*
Grande commission nautique	Décret nº 86-606 du 14 mars 1986 relatif aux commissions nautiques	8	0	0		10	3	3	
Groupe d'experts sur les oiseaux et leur chasse	Articles D. 421-51 à D. 421-53 du code de l'environnement	9	-	0	5	-	0	4	
Groupe national de suivi des projets d'infrastructures majeurs et d'évaluation des actions engagées	Loi nº 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (article 17)		-			-			*Ce groupe doit se mettre en place après approbation du schéma national des infrastructures de transports.*
Haut comité pour la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire	Loi nº 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire (Art. 23 à 27) Décret nº 2010-277 du 16 mars 2010 relatif au Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire	40	150	150	150	5	4	4	
Haut comité pour le logement des personnes défavorisées	Décret nº 92-1339 du 22 décembre 1992 portant création d'un Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées	14	265	222	198	10	10	8	*Évolution à la baisse de la masse salariale suite au départ d'un agent (5 mois de salaire en 2010)*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
4. Écologie, développement durable, transports et logement									
Haut conseil des biotechnologies	Article L. 531-3 et suivants et R. 531-4 et suivants du code de l'environnement Décret nº 2008-1273 du 5 décembre 2008 relatif au Haut Conseil des biotechnologies	40	0	60	595	0	48	60	*Le Haut conseil des biotechnologies, créé en 2008, est composé du Comité scientifique et du Comité économique, éthique et social (CEES). En 2010, son coût de fonctionnement a consisté à financer des études, des colloques, des salaires et les frais de déplacement des membres. Pour l'année 2009, le montant correspond à la fraction du budget du HCB prise en charge à l'époque par la Direction générale de la prévention et des risques (DGPR), c'est à dire aux seuls frais de mission du CEES, étant précisé que les membres du HCB ont été nommés en cours d'année par décret du 30 avril 2009.*
Mission interministérielle de l'eau	Article R. 213-13 du code de l'environnement (anciennement décret nº 2005-636 du 30 mai 2005)	18	0	0	0	11	10	9	
Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer (conseil d'orientation)	Articles L. 229-1 à L. 229-4 et D. 229-1 et suivants du code de l'environnement	26	0	0	0	2	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
5. Justice et libertés									
Comité de coordination du registre du commerce et des sociétés	Articles R. 123-28 et A. 123-7 et suivants du code de commerce	5	0	0	0	8	4	0	*Ce comité, qui réunit des greffiers des tribunaux de commerce, des représentants du registre national du commerce et des sociétés (RNCS), ainsi qu'un représentant du Directeur des affaires civiles et du sceau est en cours de recomposition. Il a pour objectif d'assurer l'harmonisation de l'application des dispositions en matière de registre du commerce et des sociétés. Il apporte ainsi des réponses indispensables aux difficultés auxquelles peuvent se trouver confrontés les centres de formalité des entreprises, dans l'application de la réglementation liée au registre du commerce et des sociétés. Il n'emporte pas de coût pour le ministère de la justice, à l'exception du coût lié à la présence d'agents du ministère en son sein.*
Comité de gouvernance des systèmes d'information du ministère de la justice	Arrêté du 22 janvier 2008 relatif au comité de gouvernance des systèmes d'information du ministère de la justice NOR: JUSG0801085A	35	0	0	0	4	4	4	*L'intérêt de ce comité purement interne au ministère est de permettre une optimisation de l'emploi des crédits informatiques du MJL dans un contexte d'optimisation des crédits informatiques prévu par la révision générale des politiques publiques. Il n'emporte pas de coût pour le ministère de la justice.*
Comité interministériel de coordination de la santé en milieu carcéral	Articles D. 348-2 à D. 348-4 du code de procédure pénale	12	0	0	0		2	2	*Le décret relatif à cette commission (D.348-2 à 4 du CPP) est en cours de modification en vue d'y renforcer la participation de l'autorité judiciaire. Il n'emporte pas de coût pour le ministère de la justice, à l'exception du coût lié à la présence d'agents du ministère en son sein.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
5. Justice et libertés									
Commission chargée d'agréer les personnes habilitées à effectuer des missions d'identification par empreintes génétiques dans le cadre de procédures judiciaires	Décret nº 97-109 du 6 février 1997 relatif aux conditions d'agrément des personnes habilitées à procéder à des identifications par empreintes génétiques dans le cadre d'une procédure judiciaire	11	3,2	1,5	1,5	6	8	8	*L'agrément que cette commission délivre aux personnes habilitées à effectuer des missions d'identification par empreintes génétiques est un gage de qualité et de fiabilité des analyses génétiques réalisées sur l'ensemble du territoire, étant rappelé que la preuve génétique est devenue un élément déterminant dans l'identification et la condamnation pénale des auteurs d'infractions.*
Commission chargée d'émettre un avis sur la compétence juridique appropriée de certaines professions non réglementées ou organismes mentionnés aux articles 60, 61 63, 64 et 65 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971	Loi nº 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (article 54) Décret nº 97-875 du 24 septembre 1997 fixant la composition, les modalités de saisine et les règles de fonctionnement de la commission prévue par l'article 54 de la loi nº 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques	4	0	0	0	0	1	1	*Cette commission émet un avis sur les dossiers d'exercice de conseil juridique. Elle n'emporte pas de coût pour le ministère de la justice, à l'exception du coût lié à la présence d'agents du ministère en son sein.*
Commission chargée de proposer le montant des indemnités pouvant être dues soit aux greffiers des tribunaux de commerce, soit à l'Etat, en cas de modification affectant le ressort d'un tribunal de grande instance statuant en matière commerciale	Articles R. 743-173 et R. 743-174 du code de commerce	5	0	0	0	0	0	1	*Les travaux de cette commission relatifs à la dernière réforme de la carte judiciaire touchent à leur fin.* *Elle n'emporte pas de coût pour le ministère de la justice, à l'exception du coût lié à la présence d'agents du ministère en son sein.*
Commission chargée de proposer le montant et la répartition des indemnités prévues à l'article 12-9 du décret du 19 décembre 1945	Décret nº 45-0118 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut des avoués (abrogé, mais seulement en ce qui concerne les avoués près les tribunaux de grande instance, par le décret nº 72-468 du 9 juin 1972 (articles 143 et 144)	5	0	0	0	0	0	0	*Cette commission sera supprimée suite à la loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel (Loi 2011-94 du 25 janvier 2011).*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
5. Justice et libertés									
Commission d'harmonisation du droit privé	Arrêté du 22 août 1985 portant création d'une commission d'harmonisation du droit privé	27	1	1	0	1		0	*La nomination du président de cette commission au Conseil constitutionnel a empêché l'organisation de nouvelles réunions.. Un projet d'arrêté procédant à son remplacement permettra à la commission de se réunir à nouveau. Dans l'attente, aucun coût de fonctionnement ne peut être identifié.*
Commission de localisation des offices de notaires	Décret nº 71-942 du 26 novembre 1971 relatif aux créations, transferts et suppressions d'office de notaire, à la compétence d'instrumentation et à la résidence des notaires, à la garde et à la transmission des minutes et registres professionnels des notaires (articles 2 et suivants, 6 et 7)	8	0	0	0	5	3	6	*Cette commission n'emporte pas de coût particulier pour le ministère de la justice à l'exception du coût lié à la présence d'agents du ministère en son sein.*
Commission de localisation des offices d'huissiers de justice	Décret nº 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxiliaires de justice (article 37)	8	0	0	0	5	7	6	*Cette commission n'emporte pas de coût particulier pour le ministère de la justice à l'exception du coût lié à la présence d'agents du ministère en son sein.*
Commission de proposition aux offices de greffier de tribunal de commerce créé à la suite de la création d'un tribunal de commerce	Articles R. 742-18 et R. 742-19 du code de commerce	6	0	0	0	2	0	0	*L'absence de réunions en 2010 est uniquement liée à l'absence de création d'offices. Cette commission n'emporte pas de coût particulier pour le ministère de la justice à l'exception du coût lié à la présence d'agents du ministère en son sein*
Commission de proposition aux offices vacants d'avocat au conseil d'État et à la Cour de cassation	Décret nº 91-1125 du 28 octobre 1991 relatif aux conditions d'accès à la profession d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation	4	0	0	0	0	0	0	*L'absence de réunions en 2010 est liée à l' absence de vacance d'offices. Cette commission n'emporte pas de coût particulier pour le ministère de la justice à l'exception du coût lié à la présence d'agents du ministère en son sein.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
5. Justice et libertés									
Commission de proposition de nomination aux offices créés d'huissiers de justice et de commissaires-priseurs judiciaires	Décret nº 73-1202 du 28 décembre 1973 relatif à la discipline et au statut des officiers publics et ministériels (articles 49-1 à 49-3)		0	0	0	0	0	0	*L'absence de réunions en 2010 est uniquement liée l'absence de création d'offices. Cette commission n'emporte pas de coût particulier pour le ministère de la justice à l'exception du coût lié à la présence d'agents du ministère en son sein*
Commission de propositions de nominations d'un avoué dans un office vacant ou créé	Décret nº 45-0118 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut des avoués (abrogé, mais seulement en ce qui concerne les avoués près les tribunaux de grande instance, par le décret nº 72-468 du 9 juin 1972 (articles 143 et 144)	0	0	0	0	0	0	0	*Cette commission sera supprimée suite à la loi portant réforme de la représentation devant les cours d'appel (Loi 2011-94 du 25 janvier 2011).*
Commission de suivi de la détention provisoire	Loi nº 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes (article 72) Décret nº 2001-709 du 31 juillet 2001 relatif à la commission de suivi de la détention provisoire et modifiant le code de procédure pénale (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat)	7	2,8	0	0	5	0	0	*Cette commission, en cours de renouvellement, n'emporte pas de coût particulier pour le ministère de la justice à l'exception du coût lié à la présence d'agents du ministère en son sein.*
Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence	Loi nº 49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse (article 3) Arrêté du 4 février 1950 (JO 14-02-1950 p. 1735)	30	0	0	0	4	4	4	*Le fonctionnement de cette commission n'emporte pas de coût pour le ministère de la justice, à l'exception du coût lié au travail de secrétariat général de la commission. Un nouveau décret est en cours de rédaction suite à l'article 46 de la loi de simplification et d'amélioration de la qualité du droit du 17 mai 2011.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
5. Justice et libertés									
Commission des archives audiovisuelles de la justice	Loi nº 85-699 du 11 juillet 1985 tendant à la constitution d'archives audiovisuelles de la justice (articles 3 à 5)	0	0	0	0	0	0	0	*La commission n'a pas été renouvelée depuis 1996. Une procédure de renouvellement de la commission est envisagée. Cette commission n'emporte pas de coût particulier pour le ministère de la justice à l'exception du coût lié à la présence d'agents du ministère en son sein.*
Commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires	Articles L. 811-2 et L. 811-4 du code du commerce	12	0	0	0	6	4	4	*Cette commission n'emporte pas de coût particulier pour le ministère de la justice à l'exception du coût lié à la présence d'agents du ministère en son sein.*
Commission nationale d'indemnisation des avoués près les cours d'appel	LOI nº 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel (article 16) Décret nº 2011-361 du 1er avril 2011 relatif aux modalités de l'indemnisation prévue par la loi nº 2011-94 du 25 janvier 2011 portant réforme de la représentation devant les cours d'appel		-	-	-	-	-	-	*Créée en 2011, la commission doit formuler des offres d'indemnisation aux avoués dans les trois mois de leur cessation d'activité soit au plus tard le 31 mars 2012. En outre, la commission ou son président statuant seul devra statuer sur les demandes d'indemnisation des salariés qui seront licenciés jusqu'au 31 décembre 2012 pour les salariés d'avoués et jusqu'au 31 décembre 2014 pour les salariés de la Chambre nationale*
Commission nationale d'inscription et de discipline des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises	Articles L. 812-2, L. 812-2-2 et L. 812-4 du code du commerce	12	0	0	0	8	7	7	*Cette commission n'emporte pas de coût particulier pour le ministère de la justice à l'exception du coût lié à la présence d'agents du ministère en son sein.*
Commission relative à la copropriété	Arrêté du 4 août 1987 portant création d'une commission relative à la copropriété NOR: JUSC8720620A	11	0	0	0	13	16	15	*La commission relative à la copropriété ne génère aucun coût de fonctionnement. Ses membres sont bénévoles et son secrétariat est assuré par un magistrat du bureau du droit immobilier et du droit de l'environnement de la direction des affaires civiles et du sceau, où elle se réunit.*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière juridique	Arrêté du 16 février 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière juridique NOR: JUSC9820051A	17		0	0		6 réunions par an	6	*Cette commission n'emporte pas de coût particulier pour le ministère de la justice à l'exception du coût lié à la présence d'agents du ministère en son sein.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
5. Justice et libertés									
Conseil national de l'aide juridique	Loi nº 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique (articles 65 et 66)) Décret no 91-1266 du 19 décembre 1991 (art. 133). Décret no 2000-344 du 19 avril 2000	26	0	0	0	2	4	4	*Cette commission n'emporte pas de coût particulier pour le ministère de la justice à l'exception du coût lié à la présence d'agents du ministère en son sein.*
Conseil national de l'action sociale	Arrêté du 25 février 2010 relatif au statut du Conseil national de l'action sociale NOR: JUSA1005323A	34	10,35	10,6	14,1	3	3	4	*Le conseil participe à la définition et à la gestion de la politique d'action sociale, culturelle, sportive et de loisirs, mise en œuvre par le secrétariat général du ministère de la justice en faveur de l'ensemble des personnels en activité ou retraités relevant de la mission justice. Le conseil est l'un des outils majeurs du dialogue social au niveau du ministère. L'évolution du coût de fonctionnement est lié au fait que ce conseil, dont le statut prévoir qu'il se réunit au moins 3 fois par an, s'est réuni une fois de plus en 2010 qu'en 2009.*
Conseil national de l'aide aux victimes	Décret nº 99-706 du 3 août 1999 relatif au Conseil national de l'aide aux victimes	22	0	0	0	0	0	1	*La réunion d'installation du CNAV dans sa nouvelle composition, présidée par le garde des Sceaux, s'est tenue le 14 décembre 2010. Ce conseil n'emporte pas de coût particulier pour le ministère de la justice à l'exception du coût lié à la présence d'agents du ministère en son sein.*
Conseil national des tribunaux de commerce	Articles R. 721-7 et suivants du code de commerce	20	0	0,608		0	1	Une quinzaine de réunions	*Le nombre de réunions indiqué comprend les réunions en commissions. Les nouveaux membres du conseil ont été nommés par arrêté du 24 mars 2011. Les chantiers entrepris par le CNTC doivent être poursuivis. Le mandat des membres du CNTC est gratuit et le CNTC ne dispose pas de personnel propre, son secrétariat étant assuré par la direction des services judiciaires. Les membres du CNTC n'ont droit qu'à la prise en charge de leurs frais de déplacement dans les conditions fixées par la réglementation applicable aux fonctionnaires de l'Etat.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
5. Justice et libertés									
Conseil national du droit	Décret nº 2008-420 du 29 avril 2008 portant création du Conseil national du droit	49	0			3		0	*Ce conseil n'emporte pas de coût particulier pour le ministère de la justice à l'exception du coût lié à la présence d'agents du ministère en son sein.*
Conseil supérieur de la médecine légale	Décret nº 94-1210 du 30 décembre 1994 modifié portant création d'un Conseil supérieur de la médecine légale	18	0,713	1,2	0	2	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
6. Intérieur, Outre-mer, collectivités territoriales et immigration									
Comité de pilotage de la formation de la gendarmerie nationale	Arrêté du 20 août 2009 portant création du comité de pilotage de la formation de la gendarmerie nationale NOR: DEFG0926227A	7	-		0	-		0	
Comité de pilotage pour la prévention du risque routier professionnel	Arrêté du 27 mars 2006 relatif à la création du comité de pilotage pour la prévention du risque routier professionnel NOR: EQUS0600814A	28	0	0	0	4	2	2	
Comité de suivi (fonds de continuité territoriale)	Décret nº 2010-1425 du 18 novembre 2010 relatif au fonctionnement et à la gestion du fonds de continuité territoriale prévu à l'article 50 de la loi nº 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer	10	-	-	0	-	-	1	*Créé en 2010*
Comité des finances locales	Articles L. 1211-1 et suivants et R. 1211-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.	86	593,45	549,56	549,53	4	5	6	
Comité d'étude et de classification des matériaux et éléments de construction par rapport au danger d'incendie	Article R. 121-6 du code de la construction et de l'habitation Arrêté du 22 décembre 1949 portant création d'un comité d'étude et de classification des matériaux et éléments de construction par rapport au danger d'incendie	13	0	0	0	5	4	4	
Comité ministériel des achats	Arrêté du 6 avril 2011 relatif à la création et au fonctionnement du comité ministériel des achats NOR: IOCF1109001A	18	-	-	-	-	-	-	*Créé en 2011. La fréquence de réunions envisagée est de 3 à 4 par an.*
Comité pour la mémoire de l'esclavage	Loi nº 83-550 du 30 juin 1983 relative à la commémoration de l'abolition de l'esclavage Décret nº 2009-506 du 6 mai 2009 relatif au Comité pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage	12	43	41	23	4	6	8	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
6. Intérieur, Outre-mer, collectivités territoriales et immigration									
Commission centrale et commissions locales de sécurité	Article R.* 123-29 et suivants du code de la construction et de l'habitation	45	0,18	0,3	0,3	11	10	11	
Commission chargée de vérifier l'aptitude des personnes nommées dans le corps des sous-préfets	Décret nº 64-260 du 14 mars 1964 portant statut des sous-préfets	6	8,5	8,8	9,1	2	2	2	*Le coût suit l'évolution de la masse salariale et celui des transports.*
Commission consultative d'évaluation des normes	Articles L. 1211-4-2 et R. 1213-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	22	0,13	1,729	4,466	6	13	13	
Commission consultative des jeux de cercle	LOI nº 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne (article 3-III) Décret nº 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux (articles 14 à 18)	12	-	-	-	-	-	-	*La commission consultative des jeux de cercles et de casinos (CCJCC) a été créée par décret n°2011-252 du 9 mars 2011 et remplace la commission supérieure des jeux. Le secrétariat de cette commission demeure assuré par les services du ministère de l'intérieur.*
Commission consultative des polices municipales	Articles L. 2212-7 et L. 2212-8 et R. 2212-3 et suivants du code général des collectivités territoriales Article L. 412-52 du code des communes	24	4,84	0	0	0	0	0	
Commission consultative pour l'évaluation des charges	Articles L. 1211-4-1 et R. 1212-12 et suivants du code général des collectivités territoriales	22	2,595	3,199	3,275	3	7	6	
Commission consultative prévue au deuxième alinéa du 2 du III de l'article 217 undecies du code général des impôts	Deuxième alinéa du 2 du III de l'article 217 undecies du code général des impôts dans sa rédaction issue de l'article 31 de la loi de programme pour l'outre-mer nº 2003-660 du 21 juillet 2003 Articles 46 quaterdecies V et 46 quaterdecies W de l'annexe III au code général des impôts	8	0	0	0	4	6	6	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
6. Intérieur, Outre-mer, collectivités territoriales et immigration									
Commission d'assimilation des diplômes européens (fonction publique territoriale)	Décret nº 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique (articles 15 et 16) (a abrogé, par son article 24, le décret nº 94-743 du 30 août 1994, précédemment applicable à la fonction publique territoriale)	7	0	0	0	5	4	1	
Commission de labellisation	Décret nº 2008-1344 du 17 décembre 2008 relatif à la création d'un label en matière de promotion de la diversité et de prévention des discriminations dans le cadre de la gestion des ressources humaines et à la mise en place d'une commission de labellisation	20	0	0	0	1	6	5	
Commission de l'information et de la sécurité du conseil supérieur des sports de montagne	Articles A. 42-15 et suivants du code du sport	57	0	0	0,6	2	1	2	
Commission de révision du nom des communes	Arrêté ministériel du 13 août 1948 instituant auprès du ministère de l'Intérieur une commission de révision du nom des communes (pris en application de l'ordonnance nº 45-2604 du 2 novembre 1945 relative à la procédure de modification des circonscriptions administratives)	8	0	0	0	0	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
6. Intérieur, Outre-mer, collectivités territoriales et immigration									
Commission des matériels, des équipements et des technologies de l'information et de la communication de sécurité civile	Arrêté du 9 mars 2011 fixant les missions et la composition de la commission des matériels, des équipements et des technologies de l'information et de la communication de la sécurité civile NOR: IOCE1106974A NOR: IOCE0930721A	32	-	0	0	-	0	1	
Commission interministérielle pour le logement des populations immigrées	Arrêté du 9 juin 1998 relatif à la commission interministérielle pour le logement des populations immigrées NOR: MESN9821988A	6	0	0	0	4	4	4	
Commission nationale consultative de prévention des violences lors des manifestations sportives	Articles L. 332-18 et R. 332-10 et suivants du code du sport	8	0	0	0	1	0	1	
Commission nationale d'examen des circuits de vitesse	Articles R. 331-35 à R. 331-44 du code du sport	8 membres titulaires et 8 suppléants	0	0	0	6	9	17	
Commission nationale de conciliation (équipement)	Loi nº 2009-1291 du 26 octobre 2009 relative au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers (article 5) Décret nº 2010-1317 du 3 novembre 2010 relatif à la Commission nationale de conciliation prévue par l'article 5 de la loi nº 2009-1291 du 26 octobre 2009 relative au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers	9	-	0	0	-	0	1	*Créée en 2009*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
6. Intérieur, Outre-mer, collectivités territoriales et immigration									
Commission nationale de conciliation (transfert de compétences)	Loi nº 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (article 104 (IV) Décret nº 2007-1553 du 31 octobre 2007 relatif à la Commission nationale de conciliation	12	0	0	0	2	0	0	
Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour	Article L. 313-4 et R. 313-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	11	0	0	0	2	0	0	
Commission nationale de la vidéoprotection	Loi nº 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité (article 10-2) Décret nº 2011-877 du 25 juillet 2011 relatif à la Commission nationale de la vidéoprotection	20	-	-	-	-	-	-	*Créée par la loi n°2011-267 du 14 mars 2011*
Commission nationale des compétences et des talents	Articles L. 315-4 et R. 315-1 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	17	0	0	0	2	2	1	
Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer	LOI nº 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer (article 74) Décret nº 2010-1048 du 1er septembre 2010 relatif à la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer	39	-	0	0	-	0	0	*Commission installée le 13 avril 2011*
Commission pour la désignation des agents des services fiscaux des catégories A et B habilités à effectuer des enquêtes judiciaires	Article 28-2 et R. 15-33-29-5 et suivants du code de procédure pénale		-	-	0	-	-	0	*Créée par la loi n°2009-1674 du 30 décembre 2009*
Commission spécialisée nationale chargée de la mise en œuvre de la reconnaissance, de la validation et des équivalences des formations et expériences des sapeurs-pompiers volontaires	LOI nº 2011-851 du 20 juillet 2011 relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique (article 21)		-	-	-	-	-	-	*Créée en 2011*
Commission technique consultative sur les demandes d'agrément des dispositifs de nouvelles technologies et de transports de fonds	Décret nº 2000-376 du 28 avril 2000 relatif à la protection des transports de fonds	6	0	0	0	5	4	5	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
6. Intérieur, Outre-mer, collectivités territoriales et immigration									
Conférence nationale des services d'incendie et de secours	Loi nº 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile (article 44) Décret nº 2004-1156 du 29 octobre 2004 relatif à la composition et au fonctionnement de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours	35	1,99	3,4	3,2	1	4	2	
Conseil de l'équipement et de la logistique	Décret nº 96-828 du 19 septembre 1996 relatif à la répartition des attributions et à l'organisation de la coopération entre la police nationale et la gendarmerie nationale	6 pour la DGPN + 6 pour la DGGN	0	0	0	1	2	0	
Conseil du service militaire adapté	Décret nº 2011-834 du 12 juillet 2011 portant création du Conseil du service militaire adapté		-	-	-	-	-	-	*Créé en 2011*
Conseil national de la formation des élus locaux	Articles L. 1221-1 et R. 1221-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	24	5,865	4,9176	9,903	5	5	6	*L'évolution du coût est due pour partie à une séance supplémentaire (réunion d'installation) et en partie aux frais générés par la participation demembres venant de plus loin.*
Conseil national de la sécurité routière	Décret nº 2001-784 du 28 août 2001 portant création du Conseil national de la sécurité routière et modifiant le décret nº 75-360 du 15 mai 1975 relatif au comité interministériel de la sécurité routière	53	0,125	0	1	1	0	0	
Conseil national des opérations funéraires	Articles L. 1241-1 et R. 1241-1 et suivants du code général des collectivités territoriales	29	1,355	1,66	1,448	1 séance plénière+1 groupe de travail	1 séance plénière+ 2 groupes de travail	1 séance plénière+1 groupe de travail	
Conseil national des sapeurs-pompiers volontaires	LOI nº 2011-851 du 20 juillet 2011 relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique (article 23)		-	-	-	-	-	-	*Créé en 2011*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
6. Intérieur, Outre-mer, collectivités territoriales et immigration									
Conseil supérieur de la fonction publique territoriale	Loi nº 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (articles 8 et suivants) Décret nº 84-346 du 10 mai 1984 relatif au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale	40	66,089	62,661	68,848	44	45	49	
Conseil supérieur de la police technique et scientifique	Décret nº 92-294 du 25 mars 1992 portant création d'un Conseil supérieur de la police technique et scientifique	12	0	0	0	0	0	0	
Conseil supérieur de l'éducation routière	Articles D. 214-1 et suivants du code de la route	28	0	0	0	2	1	4	
Groupe de travail sur l'amélioration du contrôle et de l'organisation des bases de données de police	Arrêté du 20 octobre 2009 portant création d'un groupe de travail sur l'amélioration du contrôle et de l'organisation des bases de données de police NOR: IOCD0922534A	25	-	0	0	-	3	5	
Haut conseil à l'intégration	Décret nº 89-912 du 19 décembre 1989 portant création d'un Haut Conseil à l'intégration	20	39,905	61,2	38,644	73	97	13 plénières	*Aux 13 réunions plénières s'ajoutent 9 délégations (affaires étrangères), 44 auditions et 48 réunions de travail. Activité réduite du fait de deux déménagements en décemblre 2009 et mars 2010*
Observatoire des finances locales	Article L. 1211-4 du code général des collectivités territoriales	8	60,985	57,173	55,906	1	1	1	
Observatoire national des emplois, des activités et des formations des sapeurs-pompiers	Arrêté du 4 janvier 2006 relatif au schéma national des emplois, des activités et des formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires (articles 25 à 27) NOR: INTE0600044A	20	0,60	0	0	1	0	0	
Observatoire national du secourisme	Décret nº 97-48 du 20 janvier 1997 portant diverses mesures relatives au secourisme	17	4,01	3,25	4	44	34	25	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
6. Intérieur, Outre-mer, collectivités territoriales et immigration									
Observatoire national du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers	Décret nº 96-772 du 4 septembre 1996 portant création de l'Observatoire national et des observatoires départementaux du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers	24	0	0	0	0	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
7. Économie, finances et industrie									
Autorité de la statistique publique	Loi nº 51-711 du 7 juin 1951 modifiée (article 1er) Décret nº 2009-250 du 3 mars 2009 relatif à l'Autorité de la statistique publique	9	-	9,4	3,7	-	3	4	
Autorité des normes comptables	Ordonnance nº 2009-79 du 22 janvier 2009 créant l'Autorité des normes comptables Décret nº 2010-56 du 15 janvier 2010 relatif à l'Autorité des normes comptables	16	2,9	2,9	3,5	297	312	339	*Depuis la création de l'ANC en janvier 2010, les membres du collège et des commissions perçoivent une indemnité qui a dû être budgétée. Le coût de fonctionnement pour 2009 était légèrement sous-évalué.* *Le nombre de réunions indiqué comprend les réunions suivantes : collège, commissions des normes privées, commissions des normes internationales et groupes de travail (dont 39 réunions du collège et des commissions)*
Comité chargé de préfigurer la création d'un registre national des crédits aux particuliers	LOI nº 2010-737 du 1er juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation (article 49) Décret nº 2010-827 du 20 juillet 2010 instituant un comité chargé de préfigurer la création d'un registre national des crédits aux particuliers	17	-	-		-	-		
Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières	Articles L. 614-2, D. 614-2 et D. 614-3 du code monétaire et financier (reproduits dans articles L. 411-2, R. 411-2 et R. 411-3 du code des assurances)	15	0	0	0	12	16	14	*Ce comité s'est réuni à 14 reprises. Il a procédé à 2 consultations écrites et a rendu 92 avis.*
Comité consultatif du secteur financier	Articles L. 614-1, D. 614-1 et D. 614-3 du code monétaire et financier (reproduits aux articles L. 411-1, R. 411-2 et R. 411-3 du code des assurances)	60	199,3	201		32	33		

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
7. Économie, finances et industrie									
Comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics	Article 127 du code des marchés publics Décret nº 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics	6	11,9	15,4	18	8	9	11	*L'augmentation du nombre de dossiers traités en 2010 (+ 33%) a été contrebalancée, en termes de coût de fonctionnement, par la réduction du coût par dossier par rapport à 2009 (- 12.4%).*
Comité de mobilisation industrielle	Articles D. 1337-14 et D. 1337-17 du code de la défense	var.				0	0	0	*Dispositif ne fonctionnant qu'en temps de guerre*
Comité de répartition des matières premières et produits industriels	Articles D. 1337-14 et D. 1337-17 du code de la défense						0	0	*Dispositif ne fonctionnant qu'en temps de guerre*
Comité de suivi du dispositif de financement de l'économie française	Décret nº 2008-1287 du 10 décembre 2008 relatif à la création d'un comité de suivi du dispositif de financement de l'économie française	7	-			-	3		
Comité de suivi et de propositions de la convention visant à améliorer l'accès à l'emprunt et à l'assurance des personnes présentant un risque de santé aggravé	Articles L. 1141-2 et suivants du code de la santé publique (reproduits dans le code des assurances, le code de la mutualité et le code de la sécurité sociale)	23	0	0	0	4	3	0	*Aucune réunion ne s'est tenue en 2010 car cette année a été consacrée à la renégociation de la convention.*
Comité d'engagement de la garantie de l'Etat accordée aux préfinancements et cautionnements délivrés pour la construction de navires civils	Décret nº 2006-563 du 17 mai 2006 fixant les conditions et modalités d'application de l'article 119 de la loi nº 2005-1720 du 30 décembre 2005 de finances rectificative pour 2005, relatif au régime de garantie de l'Etat en faveur des sociétés du secteur de la construction navale (articles 5 à 7)	5	0	0	0	1	2	1	*Le dispositif, arrivé à échéance au 31/12/2010, a été reconduit jusqu'en 2015. Le cadre législatif et réglementaire qui le régit a été modifié.*
Comité des inspecteurs généraux	Décret nº 73-276 du 14 mars 1973 relatif au statut particulier du corps de l'inspection générale des finances (article 3)	42	0	0	0	11	11	11	
Comité d'orientation chargé d'exercer le contrôle de l'Etat sur l'Agence France Nucléaire International	Décret n° 2008-441 du 9 mai 2008 autorisant la création de l'Agence France Nucléaire International au sein du Commissariat à l'énergie atomique (articles 3 et 4)	9	-						

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
7. Économie, finances et industrie									
Comité d'orientation de l'Agence du patrimoine immatériel de l'Etat	Décret nº 2007-905 du 15 mai 2007 portant création du comité d'orientation de l'Agence du patrimoine immatériel de l'Etat	10	0	0	0	2	3	2	
Comité d'orientation et comité de développement de la Mission d'Appui des partenariats public-privé	Décret n°2004-1119 du 19 octobre 2004 portant création de la mission d'appui aux partenariats public-privé (article 6)		-	-	-	-	-	-	*Créés en 2011 (décret n° 2001-709 du 21 juin 2011)*
Comité du capital-investissement	Article 41 DGA du code général des impôts, annexe 3	3	-	-	0	-	-	0	*Créé en 2009 (décret du 16 octobre 2009)*
Comité du label	Décret nº 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique (articles 3 et 20 à 22) Arrêté du 17 juin 2009 relatif aux modalités d'organisation du comité du label NOR: ECES0913237A	10	-		0	-		19	
Comité du secret statistique	Loi nº 51-711 du 7 juin 1951 modifiée Décret nº 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique (articles 14 à 18)	24	0	0	0	0	4	4	
Comité pour les métaux stratégiques	Décret nº 2011-100 du 24 janvier 2011 portant création du comité pour les métaux stratégiques (COMES)		-	-	-	-	-	-	*Créé en 2011*
Comité pour l'histoire économique et financière de la France	Arrêté du 5 juillet 2001 portant création de l'institut de la gestion publique et du développement économique (article 5) NOR: ECOP0100278A	25	-	0		1	1		*L'actuel comité pour l'histoire économique et financière de la France, refondé en 2009, est seulement composé d'agents de l'Etat et présidé par le directeur général de l'Institut (arrêté du 18 mai 2009). Il assiste l'IGPDE dans le cadre de ses activités de recherche historique.*
Comité technique de l'électricité	Décret nº 87-437 du 17 juin 1987 relatif au comité technique de l'électricité	33	0	0		1	5		

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
7. Économie, finances et industrie									
Comité technique de l'utilisation des produits pétroliers	Décret nº 62-1297 du 7 novembre 1962 pris en ce qui concerne les règles techniques d'utilisation et les caractéristiques des produits pétroliers	52	0			3	0		
Comités consultatifs placés auprès des ministres responsables d'une grande catégorie de ressources	Articles R.* 1141-4 et R. 1331-1 du code de la défense	var.	0	0	0	0	0	0	*Dispositif ne fonctionnant qu'en temps de guerre ou en cas de crise majeure (art L.1142-3 du code de la défense)*
Commission consultative chargée de donner son avis en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles	Arrêté du 11 avril 2005 portant création d'une commission consultative chargée de donner son avis en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles NOR: ECOS0520005A	4	0	0		0	0		
Commission consultative des communications électroniques	Articles L. 33-4, D. 99-4 et D. 99-5 du code des postes et communications électroniques	24	-	0		2	3	4	
Commission consultative des marchés publics	Décret nº 2009-1279 du 22 octobre 2009 relatif à la commission consultative des marchés publics	9	-	31,3	25,5	-	5	2	*Créée en 2009. La réduction des coûts est liée à la baisse du nombre de réunions en 2010.*
Commission consultative relative à la réception des betteraves dans les sucreries et distilleries	Arrêté du 24 février 2006 relatif à la réception des betteraves dans les sucreries et les distilleries (article 17) NOR: ECOC0500165A	17	0			1	1	1	
Commission d'examen des pratiques commerciales	Articles L. 440-1 et D. 440-1 et suivants du code de commerce)	39	9,42	9,11	8,5	12	12	19	
Commission de certification des comptes des organismes payeurs FEOGA FEAGA FEADER	Décret nº 2007-805 du 11 mai 2007 instituant une commission de certification des comptes des organismes payeurs des dépenses financées par les fonds européens agricoles	5	126,5	116,3	113,3	12	11	10	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
7. Économie, finances et industrie									
Commission de classement des fonctionnaires de La Poste	Loi nº 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom (article 29-5) Décret nº 2008-58 du 17 janvier 2008 pris pour l'application aux corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics des dispositions de l'article 29-5 de la loi nº 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la poste et à France Télécom	0	0			18		25	
Commission de coordination des centres de formalités des entreprises	Articles R. 123-28 et A. 123-7 du code de commerce	8	0	0		7	5	9	
Commission des annales des mines	Arrêté du 9 mai 2007 relatif à l'organisation du Conseil général des mines NOR: ECOP0750402A	10	0	0		1	0	1	
Commission des clauses abusives	Articles L.534-1 et suivants et R.132-3 à R.132-6 du code de la consommation	25	0	0		13	12	10	
Commission des comptes commerciaux de la Nation	Décret nº 63-100 du 8 février 1963 Décret nº 77-297 du 27 mars 1997	40	0	0		0	2	2	
Commission des comptes des services	Décret nº 87-989 du 9 décembre 1987 portant création d'une commission des comptes des services Arrêté du 5 décembre 2006	49	0	0		2	2	2	
Commission des comptes du tourisme	Articles D. 122-25 et suivants du code du tourisme	32	0	0		1	0	0	
Commission des garanties et du crédit au commerce extérieur	Loi nº 49-874 du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier (article 15) Décret nº 49-1077 du 4 août 1949 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission des garanties et du crédit au commerce extérieur	10	0	0	0	100	100	100	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
7. Économie, finances et industrie									
Commission d'orientation du commerce de proximité	Article L. 750-1-1 du code de commerce Décret nº 2008-1475 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L. 750-1-1 du code de commerce	43	0	0		0	3 + 16	16	*2009 : 3 réunions plénières et 16 réunions de sous-commissions ; 2010 : 16 réunions de sous-commissions*
Commission économique de la Nation	Décret nº 99-416 du 26 mai 1999 portant suppression de la commission des comptes et des budgets économiques de la nation et création de la commission économique de la nation	28	2,4	2,4	2,4	3	2	2	
Commission interministérielle d'audit salarial du secteur public (CIASSP)	Décret nº 53-707 du 9 août 1953 relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique ou social (article 6) Arrêté du 3 février 2005 relatif à la composition de la commission prévue à l'article 6 du décret nº 53-707 du 9 août 1953. NOR: ECOP0500103A	5 à 8	0	0	0	96	92	73	*Le nombre de réunions a diminué en raison d'une réorganisation et de certains regroupements opérés.*
Commission interministérielle de coordination des réseaux et des services de communications électroniques pour la défense et la sécurité publique	Article R. 1334-2 du code de la défense Arrêté du 28 mai 2001 relatif à la commission interministérielle de coordination des réseaux et des services de télécommunications pour la défense et la sécurité publique NOR: PRMX0104748A	5	0	0	0	3	3	3	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
7. Économie, finances et industrie									
Commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures	Décret nº 95-477 du 27 avril 1995 relatif à la commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures Décret nº 79-293 du 3 avril 1979 relatif à la composition de la commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures	12	0	0		2	1		
Commission interministérielle d'examen des candidatures aux fonctions de conseiller du commerce extérieur de la France	Décret nº 2010-663 du 17 juin 2010 portant réorganisation de l'institution des conseillers du commerce extérieur de la France (article 4)	16	0	0	0	2	2	2	
Commission nationale d'agrément délivré à des organismes de tourisme social et familial	Articles R. 412-3 et suivants du code du tourisme	16	0	0		1	0	1	
Commission nationale des entreprises du patrimoine vivant	Décret nº 2006-595 du 23 mai 2006 relatif à l'attribution du label " entreprise du patrimoine vivant " (articles 4 et 5) Arrêté du 26 mai 2006 relatif à la procédure d'attribution du label " entreprise du patrimoine vivant ". NOR: PMEA0620042A	22	6,6	4,8		8	5	8	*Les couts liés à l'instruction des dossiers EPV sont pris en charge par l'Institut supérieur des métiers dans le cadre de la convention annuelle ISM DGCIS. Seules les indemnités du président et du rapporteur spécial de la commission sont prises en charge par le ministère.*
Commission nationale des guides-interprètes et conférenciers	Articles R. 221-4 et D. 221-5 à D. 221-10 du code du tourisme	18	0	0		3	3	1	
Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales	Décret nº 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique (article 23) Arrêté du 17 juin 2009 relatif aux modalités d'organisation de la Commission nationale des nomenclatures économiques et sociales NOR: ECES0913239A	0	-			-		0	*Composante du conseil national de l'information statistique (CNIS)*
Commission nationale des professions libérales	Décret nº 2011-200 du 21 février 2011 portant création de la Commission nationale des professions libérales	55	-	-	-	-	-	-	*Créée en 2011 (se substitue à la commission nationale de concertation des professions libérales)*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
7. Économie, finances et industrie									
Commission nationale des sanctions	Articles L. 561-38 et suivants et R. 561-43 et suivants du code monétaire et financier		-	0	0	-	0	0	*La commission devrait être installée d'ici la fin de l'année 2011.*
Commission nationale des titres-restaurant	Articles R. 3262-36 et suivants du code du travail	21	418	455	774	23	25	27	*Evolution significative des coûts de fonctionnement justifiée par les éléments suivants : - prise en compte de la masse salariale annuelle brute à compter de 2010 (masse salariale annuelle nette prise en compte les années précédentes) - augmentation des frais d'affranchissement en 2010 résultant des 5 685 dossiers déposés par les grandes et moyennes surfaces alimentaires qui ont contribué à porter le nombre de dossiers reçus en 2010 à 32 192 contre 22 888 en 2009*
Commission nationale d'évaluation du recensement de la population	Décret nº 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique (article 24) Arrêté du 17 juin 2009 relatif aux modalités d'organisation de la Commission nationale d'évaluation du recensement de la population NOR: ECES0913236A		-			-		2	*Composante du conseil national de l'information statistique (CNIS)*
Commission nationale du commerce équitable	Loi nº 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises (art. 60) Décret nº 2007-986 du 15 mai 2007 pris pour l'application de l'article 60 de la loi nº 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises et relatif à la reconnaissance des personnes veillant au respect des conditions du commerce équitable	23	0	0		0	0	3	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
7. Économie, finances et industrie									
Commission paritaire nationale dite 'CPN 52'	Loi nº 52-1311 du 2/12/1952 relative à l'établissement obligatoire d'un statut du personnel administratif des chambres d'agriculture, des chambre de commerce et des chambres de métiers Arrêté du 4 mars 2004 relatif à la commission paritaire du personnel administratif des chambres de métiers créée en application de la loi nº 52-1311 du 10 décembre 1952	13	0	0		2	2	2	
Commission permanente de concertation pour les services	Décret nº 2009-1048 du 27 août 2009 relatif à la création d'une commission permanente de concertation pour les services	31	-			-		3	
Commission permanente des affaires économiques de la défense	Article R.* 1142-13 du code de la défense					0			
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de la chimie et des matériaux	Arrêté du 5 août 1997 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de la chimie et des matériaux NOR: ECOI9700426A	27	0	0	0	5	3	3	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'automobile	Arrêté du 20 octobre 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'automobile NOR: ECOI9800882A	30	0	0	0	4	4	4	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'informatique et des composants électroniques	Arrêté du 5 août 1997 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'informatique et des composants électroniques NOR: ECOI9700424A	33	17,62	0	0	4	5	5	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'ingénierie nucléaire	Arrêté du 23 mai 1997 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'ingénierie nucléaire NOR: INDI9700311A	35	0	0	0	2	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
7. Économie, finances et industrie									
Commission spécialisée de terminologie et de néologie des communications électroniques et des activités postales	Arrêté du 28 février 2006 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie des communications électroniques et des activités postales NOR: INDI0606958A	43	0	0	0	3	5	5	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et de l'industrie pétrolières	Arrêté du 19 janvier 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et de l'industrie pétrolières NOR: ECOI9800040A	27	0	0	0	4	3	3	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière économique et financière	Arrêté du 20 janvier 1997 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie en matière économique et financière NOR: ECOZ97000001A	25	0	0	0	4	4	4	
Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques	Articles L. 125 et D. 570 à D. 593 du code des postes et des communications électroniques	14	0	0		12	14	17	
Commission supérieure nationale du personnel des industries électriques et gazières	Articles L. 731-1 et R. 713-1, R. 713-4 à R. 713-6 du code du travail	38	0	0		1	1		
Commissions techniques spécialisées des instruments de mesure	Décret nº 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure (articles 48 et 49-5º) ; Arrêté du 8 mars 2002 -	57	0	0		2	1	0	*Ces commissions donnent des avis au ministre chargé de l'industrie sur les instruments ne répondant pas à la réglementation (en particulier en cas d'innovations techniques). Elles sont également saisies en cas de recours des administrés auprès du ministre. Elles peuvent aussi être consultées lors de l'élaboration de nouveaux textes règlementaires. Aucun dossier n'a nécessité la réunion de l'une de ces commissions au cours de l'année 2010. Une réunion est prévue au second semestre 2011.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
7. Économie, finances et industrie									
Conférence nationale de l'industrie	Décret nº 2010-596 du 3 juin 2010 relatif à la conférence nationale de l'industrie	40	-	-		-	-	2 réunions plénières	*Pas de coûts externes la 1ère année (coût internes de reproduction de documents et d'utilisation de salles de réunions).* *Aux réunions plénières s'ajoutent des réunions de bureau et de comités de filières.*
Conseil consultatif de gestion du corps des administrateurs des postes et télécommunications	Décret nº 94-892 du 13 octobre 1994 portant création d'un conseil consultatif de gestion du corps des administrateurs des postes et télécommunications	9	0	0		1	1	1	
Conseil de politique nucléaire	Décret nº 2008-378 du 21 avril 2008 instituant un conseil de politique nucléaire	14	0	0		1	0		
Conseil de régulation financière et du risque systémique	Articles L. 631-2 et suivants du code monétaire et financier	8	-	-		-	-		*Créé par la loi n°2010-1249 du 22 octobre 2010*
Conseil d'orientation de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	Articles D. 561-51 et suivants du code monétaire et financier	24	-	-	0	-	-	2	*Créé en 2010*
Conseil d'orientation de l'école nationale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes	Arrêté du 12 décembre 2001 relatif à l'organisation de l'Ecole nationale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (article 5)		-	-	-	-	-	-	*Création d'un nouveau « conseil d'orientation » reprenant les attributions du conseil d'établissement et du conseil d'orientation, tous deux supprimés (arrêté du 6 juillet 2011 relatif à la suppression de commissions administratives des ministères économique et financier).*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
7. Économie, finances et industrie									
Conseil national de la consommation	Articles D. 511-1 et suivants du code de la consommation Arrêté du 14 mars 2005 portant règlement intérieur du Conseil national de la consommation (NOR: ECOC0500042A) Arrêté du 14 mars 2005 relatif à la constitution, aux attributions et au fonctionnement du bureau du Conseil national de la consommation (NOR: ECOC0500041A) Arrêté du 14 mars 2005 relatif aux membres de droit du Conseil national de la consommation (NOR: ECOC0500040A)	93	0	0	0	59	59	54	
Conseil national de l'action sociale	Arrêté du 15 janvier 2002 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'action sociale NOR: ECOP0200012A	30	6	5	5,7	3	3	3	
Conseil national de l'information statistique	Loi nº 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques Décret nº 2009-318 du 20 mars 2009 relatif au Conseil national de l'information statistique et au comité du secret statistique (articles 1er à 13)	44	173	73	44	74	96	18	
Conseil national du tourisme	Articles D. 122-5 et suivants du code du tourisme	200	57	32		52	29	80	
Conseil stratégique du commerce de proximité	Article L. 750-1-1 du code de commerce Décret nº 2008-1475 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L. 750-1-1 du code de commerce (article 10)	16	-			0	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
7. Économie, finances et industrie									
Conseil supérieur de la propriété industrielle	Article R. 413-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.	21	0	0		6	3	0	*Le conseil supérieur de la propriété industrielle a un rôle consultatif : il donne son avis sur les questions soumises par le ministre en charge de la propriété industrielle. Aucune question d'actualité spécifique n'a exigé sa réunion par le ministre au cours de l'année 2010.*
Conseil supérieur de l'énergie	Loi nº 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz (article 45) Décret nº 2006-366 du 27 mars 2006 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil supérieur de l'énergie	38	300	300		8	12		
Groupe interministériel de la consommation	Article D. 522-1 et suivants du code de la consommation	20				1	1	1	
Groupe interministériel des normes	Décret nº 2009-697 du 16 juin 2009 relatif à la normalisation	29	-	4,4		-	4	3 plénières 4 en GT	
Groupe interministériel des produits chimiques	Décret nº 81-278 du 25 mars 1981 portant création d'un groupe interministériel des produits chimiques modifié par le décret nº 2006-1523 du 4 décembre 2006 concernant les bonnes pratiques de laboratoire	8	0	0		6	5	4	*Pas de coûts externes Coûts internes uniquement (salles de réunion, personnel)*
Groupes d'étude des marchés	Article 132 du code des marchés publics. Arrêté du 28 août 2006 pris pour l'application de l'article 132 du code des marchés publics	321	0	0	0	5 à 6	4	129	
Observatoire de l'énergie (conseil d'orientation)	Arrêté du 29 juin 1982 portant création de l'observatoire de l'énergie auprès du ministre chargé de l'énergie (article 4)	35	0						
Observatoire de l'épargne réglementée	Articles L. 221-9 et R. 221-12 du code monétaire et financier	11	-	6,6	4,2	-	2	3	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
7. Économie, finances et industrie									
Observatoire économique de l'achat public	Articles 130 à 132 du code des marchés publics Arrêté du 10 novembre 2005 pris en application de l'article 130 du code des marchés publics et relatif à l'Observatoire économique de l'achat public (NOR: ECOM0500091A)	71	0	0	0	3	3	4	*L'OEAP n'a pas de coûts de fonctionnement spécifiques.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
8. Travail, emploi et santé									
Comité d'audit interne	Décret nº 2011-497 du 5 mai 2011 relatif au comité stratégique de maîtrise des risques, à la mission d'audit interne et au comité d'audit interne des ministères chargés des affaires sociales (articles 7 et 8)		-	-	-	-	-	-	*Créé en 2011*
Comité de coordination de la formation médicale continue	Article L. 4133-3 du code de la santé publique	21	0		0	8	6	0	
Comité de liaison des comités de bassin d'emploi	Décret nº 2002-790 du 3 mai 2002 relatif aux comités de bassin d'emploi et au comité de liaison des comités de bassin d'emploi	27	0	0	0	3	0	0	
Comité de lutte contre la grippe	Décret nº 2008-733 du 25 juillet 2008 créant un Comité de lutte contre la grippe	22	5	5	5	10	44	10	*Le fonctionnement du CLCG en 2010 est comparable à son activité 2008, d'où des coûts de fonctionnement similaires. Il faut par contre noter des coûts de fonctionnement de 2009 qui sont particulièrement faibles compte tenu des 34 réunions supplémentaires dues à l'épidémie AH1N1 :celles-ci se sont faites essentiellement par téléphone pour une meilleure réactivité et n'ont pas engendré de remboursements de frais de transport.*
Comité de pilotage de l'observatoire national de la fin de vie	Décret nº 2010-158 du 19 février 2010 portant création de l'Observatoire national de la fin de vie	15	-	-	0	-	-	2	
Comité de pilotage des régimes de retraite	Articles L. 114-4-2, L. 114-4-3 et D. 114-4-0-14 à D. 114-4-0-16 du code de la sécurité sociale		-	-		-	-	1	*Créé en novembre 2010, le COPILOR a été mis en place en 2011 et s'est réuni une première fois en session plénière en mai. Cette session a été précédée d'une réunion préparatoire. Le secrétariat en est assuré par la direction de la sécurité sociale. S'agissant d'un comité aux compétences larges, il va engendrer, dès 2011, et de façon croissante, un coût de fonctionnement, non inscrit, à l'heure actuelle, au budget de la DSS.*
Comité de pilotage du programme national nutrition santé PNNS 2006-2010	Décret nº 2007-558 du 13 avril 2007 portant création du comité de pilotage du programme national nutrition santé 2006-2010	68	12	12	12	8	10	10	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
8. Travail, emploi et santé									
Comité de suivi du plan national d'amélioration de la prise en charge de la douleur 2006-2010	Arrêté du 3 avril 2008 relatif aux missions et à la composition du comité de suivi du plan national d'amélioration de la prise en charge de la douleur 2006-2010 NOR: SJSH0808531A	43	0	0	0	2	1	1	
Comité des maladies liées aux voyages et des maladies d'importation	Arrêté du 1er février 2011 relatif au comité des maladies liées aux voyages et des maladies d'importation NOR: ETSP1033559A	22	-	-	-	-	-	-	*Créé en 2011*
Comité d'évaluation de la mise en oeuvre des dispositions relatives à la modernisation des établissements de santé de la loi portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires	LOI nº 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (article 35) Décret nº 2010-114 du 3 février 2010 relatif au comité d'évaluation de la mise en oeuvre des dispositions relatives à la modernisation des établissements de santé de la loi portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires	13	-			-			
Comité du dialogue social pour les questions européennes et internationales	Décret nº 98-1080 du 30 novembre 1998 portant création d'un comité du dialogue social pour les questions européennes et internationales	16	9		0	15	11	11	
Comité économique des produits de santé	Articles L.162-17-3 et D. 162-2-1 et suivants du code de la sécurité sociale	34	1520	890	70	70	70	10	*Le nombre de réunions demeure identique et les coûts ne sont pas appelés à varier sensiblement d'une année sur l'autre (achat de statistiques , vacations et indemnités des membres, poursuite du projet informatique).*
Comité national de l'organisation sanitaire et sociale	Articles L. 6121-7 et L. 6121-8 et R. 6122-1 à R. 6122-7 du code de la santé publique	34	0	0	0	9	5	9	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
8. Travail, emploi et santé									
Comité national de l'urgence médico-psychologique en cas de catastrophe	Arrêté du 17 mars 2006 portant création d'un Comité national de l'urgence médico-psychologique en cas de catastrophe NOR: SANC0621980A	11	0		0	3		0	*Aucune réunion en 2010 (réforme du comité en cours)*
Comité national de santé publique	Articles L. 1413-1 et R. 1413-26 à R. 1413-32 du code de la santé publique	17	0	0	0	5	4	4	
Comité national de suivi des mesures nationales pour la radiothérapie	Arrêté du 8 juillet 2008 portant création d'un comité national de suivi des mesures nationales pour la radiothérapie NOR: SJSC0817759A	20		0,02	0	1	2	2	
Comité national de suivi du développement des soins palliatifs et de l'accompagnement de la fin de vie	Arrêté du 9 février 2006 relatif à la création et à la composition du Comité national de suivi du développement des soins palliatifs et de l'accompagnement de la fin de vie NOR NOR: SANC0620608A	30	0	0	0	2	2	2	
Comité national de suivi du plan pour préserver l'efficacité des antibiotiques	Arrêté du 29 mars 2002 portant création du comité national de suivi du plan pour préserver l'efficacité des antibiotiques NOR: SANP0221175A	106	10,5	4,93	4,12	15	20	15	
Comité national de suivi et de prospective du plan national de lutte contre les hépatites B et C 2009-2012	Décret nº 2009-1548 du 11 décembre 2009 relatif à la création du comité national de suivi et de prospective du plan national de lutte contre les hépatites B et C 2009-2012 NOR: SASP0927772D	46	-	0	1,4	-	1	1	
Comité national des registres	Arrêté du 6 novembre 1995 relatif au Comité national des registres NOR: SANP9503270A	23	20,4	12,3	8,57	7	6	7	*Les réunions de la section technique du CNR ont eu lieu essentiellement par téléphone en 2010.*
Comité scientifique du site 'Intervention précoce, soutien à la parentalité'	Arrêté du 6 mai 2008	16	1	3,6	5,7	2	3	5	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	

8. Travail, emploi et santé

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût 2008	Coût 2009	Coût 2010	Réunions 2008	Réunions 2009	Réunions 2010	Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
Comité stratégique de maîtrise des risques	Décret nº 2011-497 du 5 mai 2011 relatif au comité stratégique de maîtrise des risques, à la mission d'audit interne et au comité d'audit interne des ministères chargés des affaires sociales (articles 2 et 3)		-	-	-	-	-	-	*Créé en 2011*
Comité technique plomb	Arrêté du 23 janvier 2003 portant création d'un comité technique plomb NOR: SANP0320255A	25	1,6	1,6	0	4	3	0	*Le CTP ne s'est pas réuni en 2010 faute de disponibilité des résultats de l'étude de prévalence du saturnisme infantile, menée par l'INVS. Le CT s'est réuni une fois au premier semestre 2011.*
Commission addictions	Arrêté du 26 octobre 2006 relatif à la création et à la composition de la « commission addictions » NOR: SANP0624377A	41	6,6	3,5	2,4	17	19	14	*La diminution du coût de fonctionnement est liée à la diminution du nombre de séances plénières de la commission.*
Commission chargée de donner un avis sur les conditions de délivrance du brevet professionnel de préparateur en pharmacie	Articles L. 4241-5 et D. 4241-20 et suivants du code de la santé publique	22	0	0	0	0		1	
Commission chargée d'émettre un avis sur les qualifications professionnelles des personnes spécialisées en radiophysique médicale titulaires d'un diplôme délivré hors de France	Décret nº 2009-742 du 19 juin 2009 instituant la commission chargée d'émettre un avis sur les qualifications professionnelles des personnes spécialisées en radiophysique médicale titulaires d'un diplôme délivré hors de France	12	-	0	0	-	2	2	
Commission consultative relative aux régimes de sécurité sociale des ministres des cultes et membres des congrégations religieuses	Articles L. 382-15 et L. 382-19 et R. 382-56 et suivants du code de la sécurité sociale	2	0	0	0	10	8	0	*La commission est une instance de consultation qui permet de préparer la décision de la caisse d'assurance vieillesse, invalidité et maladie des cultes sur les demandes d'affiliation de nouveaux cultes.*
Commission d'agrément des centres et instituts dont les stages et sessions ouvrent droit aux congés de formation économique et sociale et syndicale	Article R. 3142-2 du code du travail	13	0	0	0	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
8. Travail, emploi et santé									
Commission de suivi des programmes de prévention des infections associées aux soins en établissements de santé et en secteur des soins de ville	Arrêté du 14 juin 2011 relatif à la commission de suivi des programmes de prévention des infections associées aux soins en établissements de santé et en secteur des soins de ville NOR: ETSH1113206A	20	0	0	0	4	2	0	
Commission des accords de retraite et de prévoyance	Article L. 911-3 du code de la sécurité sociale Décret du 15 juin 1959 fixant la composition de la commission prévue par l'ordonnance nº 59-238 du 4 février 1959 relative aux régimes complémentaires de retraites Décret nº 2002-180 du 13 février 2002 modifiant la composition de la commission prévue à l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale	32		0,165		4	4	5	
Commission des conseillers en génétique	Articles L. 1132-3, L. 1132-5, R. 1132-1, R. 1132-2, R. 1132-4-1 et R. 1132-4-2 du code de la santé publique	6	-			-			*Ne s'est pas réunie*
Commission d'évaluation de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles	Articles L. 176-1 et L. 176-2 du code de la sécurité sociale Arrêté du 14 février 2011 relatif à la composition de la commission prévue à l'article L. 176-2 du code de la sécurité sociale NOR: ETSS1104705A	12	0	0	0	6	0	0	*Commission qui se réunit tous les 3 ans. Prise en charge des frais de déplacement et d'hôtel de certains membres.* *6 réunions de la commission elle même + 8 avec les partenaires sociaux*
Commission du contrôle de qualité des analyses de biologie médicale	Articles D. 6213-12 et suivants du code de la santé publique	38	2,1	2,1	0	3	3	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
8. Travail, emploi et santé									
Commission nationale d'action sociale	Arrêté du 9 mars 1995 portant création d'une commission nationale d'action sociale, de commissions régionales et interdépartementales d'action sociale et d'une commission d'action sociale pour l'administration centrale NOR: SPSG9500755A	60	0	0	0	1	0	0	
Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique	Articles L. 1114-1 et R. 1114-5 à R. 1114-8 du code de la santé publique	14	2,6	4,2	1,5	10	7	6	*L'importante diminution du coût de fonctionnement s'explique par la diminution du nombre de déplacements.*
Commission nationale d'agrément des conventions collectives (établissements et services sociaux et médico-sociaux à but non lucratif)	Articles L. 314-6, R. 314-197 et R. 314-198 du code de l'action sociale et des famille	14		0	0	0	5	24	
Commission nationale d'agrément des établissements de formation en ostéopathie	Décret nº 2007-437 du 25 mars 2007 relatif à la formation des ostéopathes et à l'agrément des établissements de formation Arrêté du 30 avril 2007 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission nationale d'agrément des établissements dispensant une formation en ostéopathie NOR: SANH0753354A	9	1,4	1,4		5	3	4	
Commission nationale de conciliation	Article L. 2522-1 du code du travail	11	0	0	0	0	0	0	
Commission nationale de l'activité libérale	Article L. 6154-5 du code de la santé publique	12	0	0	0	0	0	0	
Commission nationale de la certification professionnelle	Article L. 335-6, R. 335-24 et suivants du code de l'éducation	32		54	55	4	14	13	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
8. Travail, emploi et santé									
Commission nationale de la naissance et de la santé de l'enfant	Décret nº 2009-1216 du 9 octobre 2009 relatif à la création et aux missions de la Commission nationale de la naissance Arrêté du 13 mars 2011 relatif à la composition et au secrétariat de la Commission nationale de la naissance et de la santé de l'enfant NOR: ETSH1107827A	41	0	0	0	3	3	2	
Commission nationale de la négociation collective	Articles L. 2271-1, L. 2272-1 et L. 2272-2 et R. 2272-1 et suivants du code du travail	40	0	0	0	11	13	13	
Commission nationale de l'échographie obstétricale et fœtale	Décret nº 2010-766 du 7 juillet 2010 portant création de la Commission nationale de l'échographie obstétricale et fœtale	27	-	-	0	-	-	0	*Créée en 2010. Premières réunions en 2011.*
Commission nationale de l'internat et du post-internat	Décret nº 2009-272 du 9 mars 2009 relatif à la Commission nationale de l'internat et du post-internat	26	-	0,4	10	-	6	22	
Commission nationale des accidents médicaux	Articles L. 1142-10 , L. 1142-11 et R. 1142-24 et suivants du code de la santé publique	50	26,9	9,8	23	19	5	10	*Ancien mandat achevé en juin 2009. Arrêté de renouvellement en date du 08/02/2010, reprise des réunions le 30/03/2010.*
Commission nationale des formations aux soins d'urgence et à la gestion des crises sanitaires	Article D. 6311-17 du code de la santé publique Arrêté du 29 mars 2007 relatif à la Commission nationale des formations aux soins d'urgence et à la gestion de crises sanitaires aux personnels enseignants des centres d'enseignement des soins d'urgence (CESU) NOR: SANH0721283A	15	0,7	0,2	0,5	3	1	3	*Liée au nombre de réunions*
Commission nationale relative aux professions de prothésiste et orthésiste pour l'appareillage des personnes handicapées	Article D. 4364-10-1 du code de la santé publique. Arrêté du 1er février 2011 relatif aux professions de prothésiste et orthésiste pour l'appareillage des personnes handicapées (articles 8 à 12) NOR: ETSH1022570A	6	0				-		*Compte tenu des modifications apportées, la commission va se réunir en 2011. Aucune réunion n'a eu lieu auparavant.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
8. Travail, emploi et santé									
Commissions professionnelles consultatives (7 commissions professionnelles et une commission interprofessionnelle)	Articles L. 335-6 et R. 338-1 du code de l'éducation Arrêté du 2 juillet 2009 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions professionnelles consultatives instituées auprès du ministère chargé de l'emploi NOR: MESF0010182A	100	2000	1500	1330	56	56	51	
Conférence nationale de santé	Articles L. 1411-3 et D. 1411-37 et suivants du code de la santé publique Arrêté du 27 mai 2011 relatif à la commission permanente et à la commission spécialisée dans le domaine des droits des usagers de la Conférence nationale de santé instituée par l'article L. 1411-3 du code de la santé publique NOR: ETSP1115305A	120	60	60	65	4 + 1 débat public	4+1 débat public	4 plénières + 2 débats publics + 2 forums + 8 réunions bureaux + réunions GT	*L'augmentation du coût de fonctionnement s'explique notamment par l'organisation des débats et des forums.*
Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié	Article L. 3346-1 du code du travail	0	-	0	0	-	0	0	
Conseil d'orientation sur les conditions de travail	Articles R. 4641-1 et suivants du code du travail	54	-	45,871		-	58	51	
Conseil de l'hospitalisation	Articles L. 162-21-2 et R. 162-21 et suivants du code de la sécurité sociale Arrêté du 7 mai 2007 pris en application de l'article L. 162-21-2 du code de la sécurité sociale et fixant la composition et les modalités de fonctionnement du conseil de l'hospitalisation NOR: SANH0721629A	9				4	4	4	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
8. Travail, emploi et santé									
Conseil de modération et de prévention	Loi nº 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole (article 69) Décret nº 2006-159 du 14 février 2006 portant création du Conseil de modération et de prévention	33	7,5	3,1	NC	6	4	4	*Coût de fonctionnement à la charge du ministère de l'agriculture qui met à disposition du CMP un poste de secrétariat.*
Conseil national de l'emploi (ex Comité supérieur de l'emploi)	Articles L. 5112-1 et R. 5112-1 et suivants du code du travail	27	3	3	3	6	10	8	
Conseil national de l'urgence hospitalière	Décret nº 2009-29 du 9 janvier 2009 relatif à la création et aux missions du Conseil national de l'urgence hospitalière	50	-	0	0	-	2	1	*Le CNUH a été créé par décret du 9 janvier 2009 ; il n'existait pas en 2008. La DGOS assure une partie du secrétariat et du cadrage global des réunions. Les réunions sont organisées au sein du ministère chargé de la santé et ne génèrent pas de coûts de fonctionnement spécifiques. Le nombre de CNUH évolue en fonction des éléments d'actualité à discuter et tourne autour de +/- 2 par an.*
Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie	Articles L. 6123-1, L. 6123-2 et D. 6123-1 et suivants du code du travail	62	95	102	174	5	7	5	*L'évolution 2009/2010 s'explique par des reports de paiements concernant des prestations d'études commandées en 2009 mais payées en 2010 (étude commandée au CEREQ sur portraits statistiques régionaux). La DGF allouée a en revanche diminué, passant de 230 000 € en 2008 à 193 000 € en 2010.*
Conseil national de l'insertion par l'activité économique	Loi nº 91-1 du 3 janvier 1991 tendant au développement de l'emploi par la formation dans les entreprises, l'aide à l'insertion sociale et professionnelle et l'aménagement du temps de travail, pour l'application du troisième plan pour l'emploi (article 9) Décret nº 91-422 du 7 mai 1991 relatif au Conseil national de l'insertion par l'activité économique	43	12,234	18,556	19,5	2	2	1 réunion plénière 2 réunions de bureau, 6 réunions de groupes de travail un colloque pour les 20 ans du CNIAE à l'AN	*Activité du CNIAE plus importante en 2010 qu'en 2009.*
Conseil national de pilotage des agences régionales de santé	Articles L. 1433-1 et D. 1433-1 et suivants du code de la santé publique	17	-		0	-	3	20	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
8. Travail, emploi et santé									
Conseil national des missions locales	Articles R. 5314-1 et suivants du code du travail	61	0	112,598	113	2	1 plénière + 4 bureaux	2 plénières + 4 bureaux	
Conseil national du syndrome immunodéficitaire acquis	Articles D. 3121-1 et suivants du code de la santé publique	24	60	60	40	60	60	60	*La diminution du coût est la conséquence de la réduction des moyens alloués.*
Conseil supérieur de l'économie sociale	Décret nº 2006-151 du 13 février 2006 instituant une délégation interministérielle à l'innovation, à l'expérimentation sociale et à l'économie sociale Décret nº 2006-826 du 10 juillet 206 relatif au Conseil supérieur de l'économie sociale	36	3	8,3	3	3	0	8	
Conseil supérieur de la Fonction publique hospitalière	Loi nº 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière (articles 11 à 14))	40	47	49	48	10	25	24	
Conseil supérieur de la mutualité	Articles L. 411-1 à L. 411-3 et Articles R. 411-1 à R411-3 code de la mutualité	58	0	0	0	12	7	8	
Conseil supérieur de la pharmacie	Articles D. 5125-62 et suivants du code de la santé publique	25	0	0	0	3	2	1	
Conseil supérieur de la prud'homie	Articles L. 1431-1 et R. 14311 et suivants du code du travail	41	8	16	5	3	6	3	*Moins de réunions en 2010 qu'en 2009, année des travaux sur la réforme de la désignation des conseillers prud'hommes et des suites du décret indemnisation*
Groupe d'appui technique sur les pratiques non conventionnelles à visée thérapeutique	Arrêté du 3 février 2009 portant création d'un groupe d'appui technique sur les pratiques non conventionnelles à visée thérapeutique NOR: SASP0902813A	15	-	0	0,04	-	1	2	*Créé en 2009. Remboursement d'un transport en 2010.*
Groupe de travail national 'amiante et fibres'	Décret nº 2008-101 du 31 janvier 2008 créant un groupe de travail national « amiante et fibres »	23	0	3	3	6	8	7 dont 4 plénières	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
8. Travail, emploi et santé									
Groupe d'experts et groupes de travail du rapport d'experts sur la prise en charge médicale des personnes infectées par le virus de l'immunodéficience humaine	Arrêté du 29 octobre 2009 relatif au groupe d'experts sur la prise en charge médicale des personnes infectées par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) NOR: SASP0921646A	22	18	0	68,3	8	2	9	*Le coût de fonctionnement de 68,3 (en milliers d'euros) s'explique par l'édition d'un rapport par la documentation français (56,3, imputés à la MICOM - le retour sur les ventes n'est pas évalué), le routage (2,4 imputés à la MICOM), les frais de réunions (8,7 imputés à RI2) et le colloque de présentation du rapport (0,9 imputé à RI2).*
Haut conseil de la santé publique	Articles L. 1411-4 et L. 1411-5 et R. 1411-46 et suivants du code de la santé publique	156	292	405	442	100 dont 71 réunions plénières	150 dont 18 réunions plénières	environ 150 dont 69 réunions plénières (HCSP, Collège, CS,CTP)	*L'augmentation du coût s'explique par la tenue de nombreuses réunions plénières.*
Haut conseil des professions paramédicales	Articles D. 4381-1 et suivants du code de la santé publique	46	0	1		2	7	9	
Haut Conseil du dialogue social	Articles L. 2122-11, R.* 2122-1 et suivants du code du travail	16	-	0	0	-	2	1	
Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie	Loi nº 2005-1579 du 19 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 (article 72) Décret nº 2006-1370 du 10 novembre 2006 relatif à la composition et au fonctionnement du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie	66	67	85	82	12	8	10	*Le coût de fonctionnement comprend :* *- Indemnités des rapporteurs, du président et du vice-président* *- Vacation des rapporteurs Fonctionnement courant (représentation, reprographie, …)*
Observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée	Articles L. 162-21-3 et D. 162-17 du code de la santé publique	15	0	0	0	4	5	5	
Observatoire national de la démographie des professions de santé	Décret nº 2010-804 du 13 juillet 2010 relatif aux missions de l'Observatoire national de la démographie des professions de santé	15	105,1	107	18,9	15	15	19	*Une prestation de 80.000 euros initialement prévue pour 2010 a été reportée en 2011.*
Observatoire national des emplois et des métiers de la fonction publique hospitalière	Décret nº 88-981 du 13 octobre 1988 relatif au Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière modifié par le décret no 2001-1347 du 28 décembre 2001	22	0	0	0	5	3	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
9. Education nationale, jeunesse et vie associative									
Commission interministérielle (octroi de la garantie de l'Etat aux emprunts réalisés par les écoles françaises de l'étranger)	Décret nº 79-142 du 19 février 1979 relatif aux conditions d'octroi de la garantie de l'Etat aux emprunts réalisés par les écoles françaises de l'étranger	8	0	0	0	2	3	2	*Commission uniquement composée de fonctionnaires se réunissant à Paris. Pas de coût.*
Commission nationale d'habilitation pour dispenser la formation aux brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs	Décret nº 2002-570 du 22 avril 2002 relatif au Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	12	2,5	2	2	2	2	2	
Commission nationale d'agrément	Décret nº 2002-570 du 22 avril 2002 relatif au Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	12	4	2	2	7	3	5	*La baisse des coûts de fonctionnement s'explique par la proximité géographique des membres qui ne demandent ni le remboursement de leurs frais de transport, ni celui des repas éventuels pris sur place.*
Commission nationale du diplôme élémentaire de langue française et du diplôme approfondi de langue française	Arrêté du 22 mai 1985 portant création du diplôme élémentaire de langue française et du diplôme approfondi de langue française (article 6)	5	0	0	0	1	2	1	*C'est le CIEP qui est opérateur pour cette commission, il ne reçoit plus aucune subvention de la part du MEN pour son fonctionnement depuis 2006.*
Commission nationale instituée auprès du directeur de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger	Articles D. 531-45 et D. 531-50 du code de l'éducation	22	8,99	9,99	8,3	2	2	2	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'éducation et de l'enseignement supérieur	Arrêté du 26 juillet 2004 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'éducation et de l'enseignement supérieur NOR: MENG0401634A	33	0	0	0	5	4	3	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative	Arrêté du 13 juillet 2005 relatif à la commission spécialisée de terminologie et de néologie du ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative NOR: SJSK0570141A	34	0	0	0	11	10	5	*Cette commissionne ne concerne plus que le domaine du sport et se trouve désormais rattachée uniquement au ministère des Sports*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
9. Education nationale, jeunesse et vie associative									
Commissions professionnelles consultatives et comité interprofessionnel consultatif institués auprès du ministre chargé de l'éducation nationale	Décret nº 2007-924 du 15 mai 2007 relatif aux commissions professionnelles consultatives et au comité interprofessionnel consultatif institués auprès du ministre chargé de l'éducation nationale	620	338,03	265,36	350,24	27 + 2	35+2	24+4	*Le coût de fonctionnement correspond aux déplacements liés aux réunions plénières des CPC et du CIC ainsi qu'à celles des groupes techniques mandatés par les CPC pour créer et rénover les diplômes professionnels.* *Si le nombre de réunions plénières a diminué en 2010, celui des groupes techniques a augmenté (473 réunions contre 444 en 2009). Par ailleurs, les modifications tarifaires intervenues à la SNCF ont eu un impact direct sur le montant des dépenses.*
Conseil du développement de la vie associative	Décret nº 2004-657 du 2 juillet 2004 instituant un conseil du développement de la vie associative.	21	5	4,5	4,5	5	4	4	
Conseil national de la jeunesse	Loi nº 2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel (article 12) Décret nº 2002-708 du 30 avril 2002 relatif au Conseil national de la jeunesse	178	257	232	0,577	37	11	0	
Conseil national de la vie lycéenne	Articles D. 511-59 et suivants du code de l'éducation	33	15,17	14,52	4,08	2	5	1	
Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	Loi nº 2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel (article 11) Décret nº 2002-570 du 22 avril 2002 relatif au Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse	72	15	10	10	2	1	1	
Conseil national des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public	Articles D. 551-7 à D. 551-9 et D. 551-12 du code de l'éducation	25	0	0	0	4	5	5	*Le CNAECEP est organisé par une personne (1 chargé d'études au sein du bureau B3-4 pour 1 ETP).* *Pas de frais de fonctionnement.*
Conseil supérieur de l'éducation	Articles L. 231-1 et suivants et R. 231-1 et suivants du code de l'éducation.	97	6,56 + 12,08	7,61	NC	8 pl. + 6 CS	8 pl. + 1 SP	10	*Depuis 2010, les coûts de déplacement défrayés sur convocation de l'administration centrale ne sont pas isolés de l'ensemble des défraiements opérés par l'administration centrale.*
Conseil territorial de l'éducation nationale	Articles L. 239-1 et D. 239-1 à D. 239-14 du code de l'éducation	50	0	0	0	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
9. Education nationale, jeunesse et vie associative									
Haut conseil à la vie associative	Décret nº 2011-773 du 28 juin 2011 relatif au Haut Conseil à la vie associative	47	-	-	-	-	-	-	*Créé en 2011, ce conseil se substitue au conseil national de la vie associative.*
Haut Conseil de l'éducation	Articles L. 230-1 et suivants, articles D. 230-1 et suivants du code de l'éducation	9	66,40	123	99	27	31	28	
Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement	Articles D. 239-25 à D.239-33 du code l'éducation	51	12	11	10	35	53	45	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
10. Budget, comptes publics et réforme de l'État									
Collèges nationaux	Articles L. 80 CB et R* 80 CB-2 à R* 80 CB-6 du livre des procédures fiscales	6	-	-		-	-		*Créés en 2010*
Comité consultatif des jeux	LOI nº 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne (articles 3 et 28) Décret nº 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux Arrêté du 1er avril 2011 pris en application du décret nº 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux NOR: BCRB1107304A	19 (collège)	-	--		-	-		*Créé en 2010*
Comité consultatif pour la répression des abus de droit (appelé aussi Comité de l'abus de droit fiscal)	Article L. 64 du livre des procédures fiscales et article 1653 C du code général des impôts	14	5024,6	3348,82	5	7	4	6	*Le coût de fonctionnement correspond aux indemnités versées aux membres et rapporteurs*
Comité de convergence des normes comptables publiques et privées	Loi nº 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 (article 136-VII)		-	-		-	-		*Créé en décembre 2009*
Comité de coordination stratégique en matière de retraites de l'Etat	Décret nº 2009-1054 du 26 août 2009 instituant un comité de coordination stratégique en matière de retraites de l'Etat	18	-	0	0	-	1	3	
Comité de programmation	Décret nº 2005-1792 du 30 décembre 2005 portant création d'une direction générale de la modernisation de l'Etat au ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat (article 3-V)	3	-	-	0	-	-	2	*Créé en 2010*
Comité des achats	Décret nº 2009-300 du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'Etat (article 6)	16	-	0	0	-	9	12	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
10. Budget, comptes publics et réforme de l'État									
Comité des investissements à caractère économique et social	Décret nº 96-1022 du 27 novembre 1996 portant création du comité des investissements à caractère économique et social	9	0	0	0	0	3	0	
Comité d'harmonisation de l'audit interne	Décret nº 2011-775 du 28 juin 2011 relatif à l'audit interne dans l'administration (article 2)		-	-	-		-	-	*Créé en 2011*
Comité directeur de l'Opérateur national de paye	Décret nº 2007-903 du 15 mai 2007 portant création d'un service à compétence nationale à caractère interministériel dénommé " opérateur national de paye " (article 6) Arrêté du 4 décembre 2007 portant composition du comité directeur de l'opérateur national de paye NOR: BCFP0771476A	19	0	0	0	6	4	8	
Comité d'orientation stratégique de l'Agence pour l'informatique financière de l'Etat	Décret nº 2005-122 du 11 février 2005 portant création d'un service à compétence nationale dénommé " Systèmes d'information budgétaire, financière et comptable de l'Etat " Arrêté du 6 octobre 2005 portant nomination au comité d'orientation stratégique des systèmes d'information budgétaire, financière et comptable de l'Etat (NOR: ECOZ0500078A)	18	0	0	0	7	8	15	
Comité du contentieux fiscal, douanier et des changes (commun avec la DGDDI)	Articles 460 et suivants du code des douanes	24	36	30	26	62	52	43	
Comité ministériel des achats	Arrêté du 17 mars 2009 pris en application de l'article 3 du décret nº 2009-300 du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'Etat (article 4)	10	-	0	0	-	4	4	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
10. Budget, comptes publics et réforme de l'État									
Comité national de lutte contre la fraude (dit également comité national de lutte contre le travail illégal)	Décret nº 2008-371 du 18 avril 2008 relatif à la coordination de la lutte contre la fraude et création d'une Délégation Nationale (articles 5 à 7)	35	0	2	1	1	2	1	*Pas de réunion de la CNLTI en 2010 (réunion le 26/11/2009 puis le 31/03/2011). 1 réunion du CNLF le 14 décembre 2010. frais de reprographie uniquement.*
Comité stratégique de l'Opérateur national de paye	Décret nº 2007-903 du 15 mai 2007 portant création d'un service à compétence nationale à caractère interministériel dénommé " opérateur national de paye " (art. 5)	19	0	0	0	3	5	5	
Commission centrale permanente compétente pour les tarifs des évaluations foncières	Article 1652 bis du code général des impôts	9	0	0	0	0	0	0	*Cette commission ne s'est pas réunie ces dernières années : conformément aux dispositions de l'article 1652 bis du Code général des impôts, la mission de la Commission centrale permanente compétente pour les évaluations foncières est de statuer sur les appels dirigés soit par le maire d'une commune ou l'administration fiscale contre le tarif des évaluations foncières arrêtés par la commission départementale, soit par des propriétaires contre les tarifs afférents à une nature de culture ou de propriété. Il en résulte que cette commission, prévue par la loi, n'est amenée à se réunir que si des appels sont présentés mais elle doit être maintenue pour pourvoir à cette occurrence.*
Commission chargée d'examiner les candidatures aux fonctions d'administrateurs des finances publiques	Décret nº 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques (article 12)	5	-	0	0	-	0	0	*La constitution du corps des AFiP devant se terminer prochainement, la procédure de recrutement statutaire, incluant notamment le fonctionnement de cette commission, devrait être activée courant 2012.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
10. Budget, comptes publics et réforme de l'État									
Commission consultative des jeux et paris sous droits exclusifs	LOI nº 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne (article 3-III) Décret nº 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux (articles 14 à 18) Arrêté du 6 mai 2011 pris en application du décret nº 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux NOR: BCRB1107306A	10	-	-		-	-		*Créée en 2010*
Commission d'agrément pour l'exécution des travaux cadastraux	Décret nº 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre (articles 6 et 30) - Arrêté du 11 décembre 1985	7	0	0	0	1	1	1	*Le coût de fonctionnement de cette commission est nul car la préparation et la tenue de la réunion annuelle est prise en charge par le bureau GF-3A de la DGFiP dans le cadre normal de ses missions*
Commission de conciliation et d'expertise douanière	Articles 441 à 450-1 du code des douanes Décret nº 2010-428 du 28 avril 2010 relatif aux modalités de prélèvement des échantillons et aux conditions de fonctionnement de la commission de conciliation et d'expertise douanière dans les cas de contestation sur l'espèce, l'origine et la valeur des marchandises (articles 4 à 20)	4	0	0		31	36	29	
Commission de réforme	Article L. 31 du code des pensions civiles et militaires de retraite								

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
10. Budget, comptes publics et réforme de l'État									
Commission des comptes de la sécurité sociale	Articles L. 114-1 et D. 114-1 et suivants du code de la sécurité sociale	67	35,9	39,8	40	2	2	2	*Les travaux réalisés par la Commission des comptes de la sécurité sociale sont un préalable indispensable à l'élaboration des lois de financement de la sécurité sociale et c'est dans ses rapports, en les rapprochant du chiffrage des mesures par ailleurs proposées par le Gouvernement, que les parlementaires peuvent trouver les éléments d'analyse expliquant l'évolution des soldes financiers de la sécurité sociale. Les coûts de fonctionnement correspondent aux vacations du Président et des collaborateurs et le coût d'impression des rapports de juin et de septembre (qui varient fortement d'une année sur l'autre)*
Commission interministérielle d'agrément	Décret nº 96-1123 du 20 décembre 1996 relatif à l'agrément prévu par le règlement (CEE) nº 3665/87 du 27 novembre 1987 portant modalités d'application du régime des restitutions à l'exportation pour les produits agricoles, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) nº 2955/94 du 5 décembre 1994	3	0	0	0	0	0	1	*Le secrétariat n'est plus assuré par la DGDDI depuis juin 2009 (une convention a été signée avec le SCOSA). Le décret iinstitutif est en cours de modification.*
Commission interministérielle de coordination des contrôles sur les opérations et les bénéficiaires et redevables relevant des Fonds communautaires agricoles de garantie	Décret nº 96-389 du 10 mai 1996 instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles sur les opérations et les bénéficiaires et redevables relevant des fonds communautaires agricoles de garantie	12	0	0	0	9	9	9	
Commission nationale appelée à apprécier la qualité de certaines manifestations artistiques	Décret nº 97-663 du 29 mai 1997 pris en application de l'article 34 de la loi de finances rectificative pour 1995 (nº 95-1347 du 30 décembre 1995), article 5	4	0	0	0	2	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
10. Budget, comptes publics et réforme de l'État									
Commission nationale des impôts directs et taxes sur le chiffre d'affaires	Articles 1651 H du Code général des impôts et L. 59 du livre des procédures fiscales	8	0	0	1,68	0	7	14	*Le principe et le montant des vacations du président de la commission sont prévus par le décret n° 2009-1521 du 8 décembre 2009 et l'arrêté du même jour, à effet au 1er janvier 2010.*
Commission pour la désignation des agents des douanes des catégories A et B habilités à effectuer des enquêtes judiciaires	Articles 28-1 et R. 15-33-1 et 15-33-2 du code de procédure prénale	9	0	0	0	0	1	0	*Pas de dépenses spécifiques liées au fonctionnement de cette commission*
Commission pour la transparence et la qualité des cessions du domaine immobilier de l'Etat	Arrêté du 20 octobre 2005 portant création d'une commission pour la transparence et la qualité des cessions du domaine immobilier de l'Etat NOR: BUDL0500214A	3	0	2,5	2,6	2	2	2	
Commission relative à la procédure de dation de blocs de titres de sociétés cotées destinés à financer un projet de recherche	Article 384 A quater de l'annexe II au code général des impôts	non arrêtée	0	0	0	0	0	0	
Commission relative à la procédure de dation d'immeubles en nature de bois, forêts ou espaces naturels pouvant être incorporés au domaine forestier de l'Etat	Article 384 A ter de l'annexe II au code général des impôts Arrêté du 30 novembre 2007	4	0	0	0	1	0	1	
Commission relative à la procédure de dation d'immeubles situés dans les zones d'intervention du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	Article 384 A bis de l'annexe II au code général des impôts Arrêté du 3 septembre 1998	5	0	0	0	0	1	1	
Commission relative à la procédure de donation et de dation d'œuvres d'art à l'Etat	Article 310 G (II) et 384 A de l'annexe II au code général des impôts Arrêté du 6 avril 1982	5	2,3	0	0	4	4	3	
Conseil de l'immobilier de l'Etat	Décret nº 2006-1267 du 16 octobre 2006 instituant un Conseil de l'immobilier de l'Etat	15	19,84	21,13	24	9	6	10	*La consommation des crédits est assez stable depuis l'origine. Le nombre de réunions comprend les réunions plénières et restreintes. Ce nombre varie d'une année sur l'autre en fonction de l'actualité.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
10. Budget, comptes publics et réforme de l'État									
Conseil de normalisation des comptes publics	Loi nº 2001-1275 du 28 décembre 2001 de finances pour 2002 (article 136) Arrêté du 29 avril 2009 relatif au conseil de normalisation des comptes publics NOR: BCFZ0908780A	Collège : 19 Comité consultatif : 21 Commission « Etat et organismes dépendant de l'Etat » : 18 Commission « Collectivités territoriales et établissements publics locaux : 20 Commission « Sécurité sociale et organismes assimilés : 21	-		25,52	-	14	86	*L'installation du CNOCP fin 2009 et la montée en puissance de ses travaux au cours de l'année 2010, ainsi que son positionnement au niveau des instances internationales, l'IPSAS Board entre autres, a entraîné des dépenses de fonctionnement liées à ce démarrage. Les 86 réunions mentionnées se décomposent comme suit : Collège : 3 (3 en 2009) ; Comité consultatif : 1 ; Commission « Etat et organismes dépendant de l'Etat » : 8 (1 en 2009) ; Commission « Collectivités territoriales et établissements publics locaux » : 3 ; Commission « Sécurité sociale et organismes assimilés » : 4 (1 en 2009) ; Groupes de travail : 67 (9 en 2009).*
Conseil des études de l'école nationale du Trésor public	Arrêté du 18 février 2005 relatif au conseil des études de l'Ecole nationale du Trésor public NOR: ECOP0500138A	40	0		NC	1	1	1	*Suppression engagée avec l'arrêté du 4 août 2010, portant création du service national dénommé : « Ecole nationale des finances publiques ».*
Conseil d'orientation des finances publiques	Décret nº 2006-515 du 5 mai 2006 relatif à la conférence nationale des finances publiques et portant création du Conseil d'orientation des finances publiques (articles 2 à 10)	34	0	0	0	1	0	0	
Conseil d'orientation du service des achats de l'Etat	Décret nº 2009-300 du 17 mars 2009 portant création du service des achats de l'Etat (article 5)	17	-	-	0	-	-	3	
Conseils de scolarité de l'Ecole nationale du Trésor public	Arrêté du 18 février 2005 relatif aux conseils de scolarité de l'Ecole nationale du Trésor public NOR: ECOP0500139A	24	0	0	0	6	6	6	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
10. Budget, comptes publics et réforme de l'État									
Conseils d'établissements de la direction du recrutement et de la formation (ENI : école nationale des impôts) ; ENC (école nationale du cadastre) ; CNFP (centre national de formation professionnelle	Arrêté du 18 décembre 2006 portant organisation des structures de concertation au sein de la direction du recrutement et de la formation de la direction générale des impôts NOR: BUDL0600207A :	24/8/6	3,25/0/0	3,45/0/0	3,45/0/0	3/3/2	3/3/2	3/2/2	*Le coût de fonctionnement est estimatif et couvre les frais de déplacement qui sont déterminés de la façon suivante : déplacement d'environ 10 personnes par conseil d'établissement moyenne de 100 euros par trajet + 1 repas.* *Certaines instances se tiennent au sein de l'établissement sans déplacement de personnel.*
Haut conseil interministériel de la comptabilité des organismes de sécurité sociale	Article D. 114-4-3 du code de la sécurité sociale	33	1,6	-		2	-		*Suppression en cours .*
Observatoire des jeux	LOI nº 2010-476 du 12 mai 2010 relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard en ligne (article 3-III) Décret nº 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux (articles 7 à 9)	8	-	-		-	-		*Créé en 2010*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
11. Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire									
Comité consultatif de la protection des végétaux	Article L. 251-3 du code rural et de la pêche maritime Arrêté du 31 mars 2000 fixant la composition du conseil consultatif de la protection des végétaux	19	0	0	0	0	0	0	*Ce comité est appelé à fusionner avec le Comité consultatif de la santé et de la protection animales dans un comité national d'orientation de la politique sanitaire agricole.*
Comité consultatif de la santé et de la protection animales	Articles R. 221-1 et R. 221-2 du code rural et de la pêche maritime Arrêté du 11 février 2003 relatif à la composition du comité consultatif de la santé et de la protection animales NOR: AGRG0300336A	56	0	0	0	4	4	4	*Pas de budget spécifique. Ce comité est appelé à fusionner avec le Comité consultatif de la protection des végétaux dans un comité national d'orientation de la politique sanitaire agricole.*
Comité de la protection des obtentions végétales	Articles L. 412-1, R. 412-1 et suivants et D. 412-4 du code de la propriété intellectuelle	11	0	0	0	0	0	0	*Pas de budget spécifique*
Comité de liaison scientifique et technique des pêches maritimes et de l'aquaculture	Article L. 914-2 du code rural et de la pêche maritime Décret nº 2011-433 du 19 avril 2011 relatif à la composition et aux règles de fonctionnement du comité de liaison scientifique et technique des pêches maritimes et de l'aquaculture	20	-	-	0	-	-	0	*Comité mis en place le 12 juillet 2011*
Comité de politique forestière	Articles L. 3 et R. 3-7 et suivants du code forestier	20				1	0	1	*Pas de budget spécifique*
Comité de surveillance biologique du territoire (ex comité de biovigilance)	Articles L. 251-1et D. 251-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime	20	0		10	0		2	*Comité mis en place en 2010*
Comité national d'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)	Articles L. 323-11 et R. 323-5 et suivants du code rural et de la pêche maritime	14	0	0	0	4	3	2	*Pas de budget spécifique*
Comité national de gestion des risques en agriculture	Articles L. 361-8 et D. 361-8 et suivants du code rural et de la pêche maritime	18	1,8	1,2	1,2	5	7	6	*Ce comité prend le relais du Comité national de l'assurance en agriculture (CNAA), dont les attributions étaient limitées aux aléas climatiques. Les risques sanitaires et environnementaux entrent également désormais dans le champ du nouveau comité. Ce comité ayant été substitué en juin 2011 au CNAA, les informations données sur 2008, 2009 et 2010 se rapportent au CNAA.*

11. Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
Comité national pour la gestion des risques en forêt	Articles L. 261-4, D. 261-1 et D. 261-2 du code forestier	13	-	-		-	-		*Ce comité, qui vient d'être constitué, a tenu sa première réunion en juillet 2011.*
Comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées	Articles D. 661-1 à D. 661-11 du code rural	60	7			30	35	45	*Coûts de fonctionnements supportés par le GEVES (groupe d'études et de contrôle des variété et des semences)*
Commission consultative de la statistique agricole	Décret nº 57-178 du 15 février 1957 portant réorganisation de la statistique agricole	50	0	0	0	1	1	1	*Cette commission fonctionne sans moyens humains et financiers spécifiques: ses membres ne sont ni rémunérés ni défrayés; c'est le service de la statistique et de la prospective du ministère qui assure l'organisation et les présentations.*
Commission consultative paritaire nationale des baux ruraux	Article R. 414-5 du code rural et de la pêche maritime	22	0	0	0	0	0	0	*Cette commission peut être consultée à la demande des préfets s'il y a carence des commissions départementales sur la fixation des minima et maxima en matière de baux ruraux. La réactualisation en cours de ces minimas et maxima peut conduire à la réunir à nouveau prochainement.*
Commission consultative pour l'enseignement supérieur privé	Article R. 813-67 du code rural et de la pêche maritime	12				1	1	1	*Pas de budget spécifique*
Commission de conciliation dans les professions agricoles	Articles L. 2522-1et L. 2522-7 du code du travail	13	0	0	0	0	0		*La commission nationale est maintenue comme outil dont pourrait disposer le ministre pour tenter de régler un éventuel conflit. Les commissions régionales et départementales de conciliation, trop peu sollicitées, ont été supprimées par décret n° 2010-815 du 13/07/2010.*
Commission de conciliation des litiges dans le secteur du lait	Articles L. 654-34 et D. 654-94 et suivants du code rural et de la pêche maritime	7	0	0	0	0	0	0	*Le renouvellement des membres de cette commission, qui était prévu en 2010, est suspendu à l'expertise en cours par France AgriMer des dossiers qui pourraient lui être soumis prochainement.*
Commission de la prévention des accidents du travail des non-salariés agricoles	Articles L. 752-29 et R. 752-85 du code rural et de la pêche maritime Arrêté du 3 avril 2002 modifié fixant la composition d'une commission de la prévention des accidents du travail des non-salariés agricoles	23				1	1	1	*Pas de budget spécifique*
Commission des calamités agricoles des départements d'outre-mer	Article L. 362-22 du code rural et de la pêche maritime	18	0	0	0	0	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
11. Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire									
Commission des comptes de l'agriculture de la Nation	Décret nº 2001-863 du 14 septembre 2001 relatif à la commission des comptes de l'agriculture de la nation	22	2,6	2,4	2,5	2	2	2	*Cette commission fonctionne sans autres moyens spécifiques que des frais de réunion (sténotypie) : ses membres ne sont ni rémunérés ni défrayés; c'est le service de la statistique et de la prospective du ministère qui assure l'organisation et les présentations.*
Commission des produits phytopharmaceutiques, des matières fertilisantes et des supports de culture	Article R. 253-4 du code rural Arrêté du 10 mars 2010 fixant la composition de la commission des produits phytopharmaceutiques, des matières fertilisantes et des supports de culture NOR: AGRG1006912A	77	0		0	3	1	1	*Pas de budget spécifique*
Commission interministérielle des aides à la localisation des activités	Décret nº 2007-809 du 11 mai 2007 relatif à la prime d'aménagement du territoire pour l'industrie et les services (article 8) Décret nº 2007-1029 du 15 juin 2007 relatif à la prime d'aménagement du territoire pour la recherche, le développement et l'innovation (article 10) Arrêté du 3 mars 2010 fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission interministérielle des aides à la localisation des activités, les modalités de constitution et de dépôt des dossiers de demande de prime d'aménagement du territoire, les modalités de notification des décisions, la liste des sections de la nomenclature d'activités ou de produits éligibles à la prime et la date limite de dépôt des demandes de la prime NOR: EATM1003774A	11	0	0	0	7	5	6	*Pas de budget spécifique*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
11. Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire									
Commission liste d'aptitude aux conditions de nomination des agents de direction et des agents comptables des organismes de sécurité sociale	Article R. 123-46 du Ccde de la sécurité sociale Arrêté du 11 avril 2001 fixant les conditions d'inscription sur la liste d'aptitude aux emplois d'agent de direction et d'agent comptable des organismes de mutualité sociale agricole	10				2	2	2	*Pas de budget spécifique*
Commission nationale d'amélioration génétique, commissions et comités en dépendant	Articles D. 653-1 et D. 653-2 du Code rural	111	0	0	0	14	12	13	*Pas de budget spécifique*
Commission nationale de la certification environnementale	Articles L. 611-1 et D. 611-18 et suivants du code rural et de la pêche maritime	32	-	-	0	-	-	0	*La commission sera prochainement mise en place sur la base du décret n° 2011-694 du 20 juin 2011.*
Commission nationale de la négociation collective : Sous-commissions agricoles des conventions et accords	Articles L. 2271-1 R. 2272-1 et suivants du code du travail	13				5	7	6	*Pas de budget spécifique*
Commission nationale de l'agriculture raisonnée et de la qualification des exploitations	Décret nº 2002-631 du 25 avril 2002 relatif à la qualification des exploitations agricoles au titre de l'agriculture raisonnée (articles 12 à 15)	35	42,2	24,6	19,42	3	3	2	*Les données se rapportent à une seule des sections de la CNAR: la section des organismes certificateurs (SOC), section dont les coûts de fonctionnement, avec 13 organismes certificateurs (OC) couverts en 2010 , contre 16 en 2008, sont en baisse: plus de dossiers sont étudiés à chaque réunion, et le recours à une consultation électronique, annoncée dans le cadre de la simplification, a permis de tenir 2 réunions en 2010 au lieu de 3 les années précédentes.*
Commission nationale de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles	Article R. 751-154	28				1	1	1	*Pas de budget spécifique*
Commission nationale des enseignants chercheurs relevant du ministre chargé de l'agriculture	Décret nº 92-172 du 21 février 1992 relatif à la Commission nationale des enseignants-chercheurs relevant du ministre chargé de l'agriculture	10 sections de 24 membres				2	3	4	*2010 : 1 réunion plénière et 3 réunions de la commission permanente* *Pas de budget spécifique*
Commission nationale d'identification	Articles D. 212-13 et D. 212-14 du code rural et de la pêche maritime	54	0	0	0	2	4	2	*Pas de budget spécifique*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
11. Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire									
Commission paritaire nationale (personnel administratif des chambres d'agriculture)	Loi nº 52-1311 du 2/12/1952 relative à l'établissement obligatoire d'un statut du personnel administratif des chambres d'agriculture, des chambre de commerce et des chambres de métiers	13	0	0	0	2	1	1	*Pas de budget spécifique*
Commission professionnelle consultative des métiers de l'agriculture, de la transformation, des services et de l'aménagement des espaces	Décret nº 2007-950 du 15 mai 2007 relatif à l'institution d'une commission professionnelle consultative des métiers de l'agriculture, de la transformation, des services et de l'aménagement des espaces auprès du ministre chargé de l'agriculture	48				20	20	20	*Pas de budget spécifique.*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie	Arrêté du 1 décembre 1998 portant création et composition d'une commission spécialisée de terminologie et de néologie au ministère de l'agriculture et de la pêche NOR: AGRA9802340A	28				3 réunions plénières	3 réunions plénières	3 réunions plénières	*Pas de budget spécifique*
Commission supérieure des maladies professionnelles en agriculture	Articles R. 717-14 et D. 751-19 et suivants du code rural	31				4	1	3	*Pas de budget spécifique*
Commission supérieure du crédit maritime mutuel	Article L. 512-71 et R. 512-43 et suivants du code monétaire et financier	42	0	0	0	0	0	0	
Conférence de la ruralité	Loi nº 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux (article 1er) Décret nº 2005-1424 du 17 novembre 2005 relatif à la composition et au fonctionnement de la conférence de la ruralité	52	0	0	0	0	0	0	*La conférence de la ruralité n'a pas été réunie en tant que telle depuis 2007.*
Conseil d'orientation sur les conditions de travail : commission spécialisée chargée des questions relatives aux activités agricoles	Articles R. 4641-1 et R. 4641-2, R. 4641-2 et R. 4641-22 et suivants du code du travail	25	0	0	0		5	5	*Pas de budget spécifique*
Conseil national d'agrément professionnel en matière de produits phytopharmaceutiques	Article R. 254-11 et suivants du code rural	39	0	0	0	1	1	3	*Pas de budget spécifique*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
11. Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire									
Conseil national de l'enseignement agricole	Articles L. 814-1 et L. 814-2 et R. 814-1 à R. 814-9 du code rural et de la pêche maritime	64				7	8	6	*Pas de budget spécifique*
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche agricole, agroalimentaire et vétérinaire	Articles L. 814-3 et L. 814-4 et R.814-10 à R.814-30 du code rural et de la pêche maritime	45				9	7	4	*Pas de budget spécifique*
Conseil national de la montagne	Loi nº 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne (article 6) Décret nº 85-994 du 20 septembre 1985 relatif à la composition et au fonctionnement du conseil national de la montagne	59	0	0	0	0	1	0	*En l'absence de grandes questions à traiter, pas de réunion du Conseil en 2010. Réunion prévue au dernier trimestre 2011.*
Conseil national de la spécialisation vétérinaire	Article R. 814-32 du code rural et de la pêche maritime	24				1	2	1	*Pas de budget spécifique*
Conseil national de l'alimentation	Articles D. 541-1 et suivants du code de la consommation Arrêté du 12 mai 2010 fixant les modalités de fonctionnement du Conseil national de l'alimentation NOR: AGRG1010271A	49	90	140	200	5	4	6	*L'augmentation des coûts s'explique par le renforcement du rôle du CNA par la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche, qui l'associe notamment à l'élaboration et au suivi de la mise en oeuvre du nouveau Programme national pour l'alimentation. Pour 2010, outre les 6 séances plénières, le CNA a tenu 24 réunions des 6 groupes de travail et 26 réunions exceptionnelles pour l'élaboration du PNA. Les indications de coût pour 2008 et 2009 on été modifiées pour apparaître en milliers d'euros (et non plus en millions d'euros)*
Conseil national de l'aménagement du territoire et de développement du territoire	Loi nº 95-115 d'orientation sur l'aménagement du territoire du 4 février 1995 (article 3) Décret nº 2000-907 du 19 septembre 2000 relatif au Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire	70	1	0	0	1	0	0	*Instance consultative se réunissant à la discrétion de son président. Présidée par le Premier ministre, ou par délégation, par le ministre en charge de l'aménagement du Territoire. Ce conseil n'engendre aucun frais de fonctionnement ou de gestion. Il ne dispose pas de personnel dédié.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
11. Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire									
Conseil national du froid	Décret nº 59-1028 du 31 août 1959 Arrêté du 26 mai 1999 fixant la composition et le fonctionnement du Conseil national du froid NOR: AGRG9802295A	54				1	1	1	*Pas de budget spécifique*
Conseil stratégique de l'agriculture et de l'agro-industrie durables	Décret nº 2008-498 du 26 mai 2008	28	0	0	0	4	3	1	*Cette commission fonctionne sans moyens humains et financiers spécifiques: ses membres ne sont ni rémunérés ni défrayés; c'est le service de la statistique et de la prospective du ministère qui assure l'organisation et les présentations.*
Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire et commissions techniques	Articles L. 611-1 et R. 611-1 du code rural et de la pêche maritime	32 30 17	0 0 0	0 0 0	0	4 4 5	2 4 3	2 4 2	*Pas de budget spécifique. Les données ci-contre se rapportent, ligne par ligne: - 1/ aux réunions plénières du CSO, - 2/ à la Commission nationale technique chargée de donner son avis pour la reconnaissance des organisations de producteurs ; - 3/ à la Commission technique spécialisée du développement agricole et rural, consultée sur les orientations des programmes de développement agricole et rural mis en oeuvre par les instituts techniques de recherches et leurs organismes de développement agricole, et informée de la gestion des crédits du CAS-DAR ; Une 3ème commission technique spécialisée, créée en 2011, constituée de 32 membres, a pour attribution de rendre des avis sur la certification enviironnementale des exploitations agricoles (article D 611-18 à D 611-21 du CRPM).*
Conseil supérieur de la forêt, des produits forestiers et de la transformation du bois	Articles L. 3 et R. 3-1 et suivants du code forestier	62				2	1	1	*Pas de budget spécifique*
Conseil supérieur des prestations sociales agricoles	Articles R. 721-1, R. 721-2 et D. 721-3 et suivants du code rural	37				4	5	4	*Pas de budget spécifique*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
11. Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire									
Conseil supérieur d'orientation des politiques halieutique, aquacole et halio-alimentaire	Article L. 914-1 du code rural et de la pêche maritime Décret nº 98-1060 du 24 novembre 1998 relatif au Conseil supérieur d'orientation des politiques halieutique, aquacole et halioalimentaire	25	0	0	0	0	0	0	*La réunion des Assises de la Pêche en 2009, permettant de préparer, en associant sur le mode "Grenelle" le maximum de partenaires, la réponse de la France au livret vert de la CE sur la réforme de la Politique Commune de la Pêche, a été privilégiée par rapport à la formule d'une réunion classique de ce CSO.*
Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires	Articles L. 692-1 et D. 692-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime	35	-	-		-	-	1	*Installé en 2011*
Observatoire de l'alimentation	Articles L. 230-3 et D. 230-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime	13	450	450	450	4	6	5	*Les informations ci-contre se rapportent aux activités d'études de l'observatoire de la qualité de l'alimention (OQUALI), reprises par le nouvel observatoire de l'alimentation (l'information sur les coûts, libellée en milliers d'€ , est bien cohérente avec celle donnée les années précédentes en millions d'€)*
Observatoire des distorsions	Articles L. 691-1 et D. 691-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime	19	0	0	0	0	0	0	*Cet observatoire pourrait, en fonction des résultats d'un audit en cours sur d'éventuelles différences significatives d'application du droit communautaire entre Etats membres, être réactivé pour conduire des observations ou études plus précises sur ce sujet.*
Observatoire des territoires	Décret nº 2011-887 du 26 juillet 2011 portant renouvellement de l'Observatoire des territoires	22	51,3	15,9	35,7	2	1	2	*Le site Internet a été rénové en 2010 pour un coût de 35 000 euros.*
Observatoire national de l'enseignement agricole	Arrêté du 31 juillet 1996 relatif à l'Observatoire national de l'enseignement agricole NOR: AGRE9601567A	11	95	95	95	10	10	10	*L'information sur les coûts, libellée en milliers d'€ (95/an), est en cohérence avec celle donnée les années précédentes, libellée en millions d'€ (0,1/an).*
Observatoire national de la consommation des espaces agricoles	Articles L. 112-1 et D. 112-1-12 et suivants du code rural et de la pêche maritime	23	-	-	0	-	-	0	*Installé en 2011*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
12. Culture et communication									
Comité consultatif des prêts et dépôts d'oeuvres et d'objets d'art inscrits sur l'inventaire du fonds national d'art contemporain	Décret nº 2000-856 du 29 août 2000 relatif à la gestion des oeuvres et objets d'art inscrits sur l'inventaire du Fonds national d'art contemporain	12	0			11	11	11	
Comité consultatif du musée national Fernand Léger	Décret nº 45-2075 du 31 août 1945 portant application de l'ordonnance relative à l'organisation des musées des beaux-arts (article 2 bis)	20	0			0	0		
Comité d'experts	Articles 220 octies (IV) et 220 Q du code général des impôts Décret nº 2006-1764 du 23 décembre 2006 pris pour l'application des articles 220 octies et 220 Q du code général des impôts et relatif à l'agrément des productions phonographiques ouvrant droit au crédit d'impôt pour dépenses dans la production d'oeuvres phonographiques (article 9)	5	0	0	0	6	6	5	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
12. Culture et communication									
Comité d'experts du crédit d'impôt international	Article 220 quaterdecies (IV) du code général des impôts Décret nº 2009-1465 du 30 novembre 2009 pris pour l'application des articles 220 quaterdecies et 220 Z bis du code général des impôts et relatif à l'agrément des œuvres cinématographiques et audiovisuelles ouvrant droit au crédit d'impôt pour dépenses de production exécutive en France d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles étrangères (article 12) Arrêté du 1er décembre 2009 fixant la composition ainsi que les modalités d'organisation et de fonctionnement du comité d'experts prévu à l'article 12 du décret nº 2009-1465 du 30 novembre 2009 pris pour l'application des articles 220 quaterdecies et 220 Z bis du code général des impôts et relatif à l'agrément des œuvres cinématographiques et audiovisuelles ouvrant droit au crédit d'impôt pour dépenses de production exécutive en France d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles étrangères (NOR: MCCK0926316A)	6	-	0	0	-	1	8	
Comité d'orientation du fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale	Décret nº 99-79 du 5 février 1999 relatif au fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale (articles 4 à 7)	11	0,6	0,6	1,2	2	2	3	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
12. Culture et communication									
Comité d'orientation du fonds d'aide au développement des services de presse en ligne	Décret n° 2009-1379 du 11 novembre 2009 relatif au fonds d'aide au développement des services de presse en ligne	15	-	0	1,2	-	0	8	
Comité du patrimoine cultuel	Arrêté du 24 juin 2002 portant création d'un comité du patrimoine cultuel au ministère de la culture et de la communication NOR: MCCB0200546A	24	0			1	1		
Comité du soutien financier à la musique d'oeuvres cinématographiques et audiovisuelles	Décret nº 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique (article 76) Arrêté du 22 mars 1999 pris pour l'application des dispositions du chapitre III du titre III du décret no 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et concernant le soutien financier sélectif à la production et à la préparation des oeuvres cinématographiques de longue durée NOR: MCCK9900217A	5	0	0	0	3	3	3	
Comité national de l'action sociale	Arrêté du 8 février 1999 portant création du Comité national de l'action sociale du ministère de la culture et de la communication NOR: MCCB9900110A	15	0	0	0	2	2	2	*Instance de dialogue social et d'élaboration des politiques sociales mise en place au sein du ministère de la culture et de la communication*
Commission (octroi de subventions à l'écriture et réécriture de scénarios et développement de projets)	Décret nº 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique (article 52-3)	17	150	150	154	20	20	20	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
12. Culture et communication									
Commission chargée de donner un avis sur la pratique artistique de candidats aux concours d'accès au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art	Arrêté du 6 février 2003 portant création de la commission chargée de donner un avis sur la pratique artistique de candidats aux concours d'accès au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art NOR: MCCB0300099A	6	0,9	1		1	1		
Commission consultative d'aide à la création pour les compositeurs d'oeuvres musicales, lyriques ou chorégraphiques	Arrêté du 20 juin 1977 relatif à la commission consultative chargée de donner un avis sur l'attribution de bourses d'aide à la création à des compositeurs d'œuvres musicales, lyriques ou chorégraphiques (JO du 3 juillet 1977)	14	13	13		1	1		
Commission consultative de la commande publique	Arrêté du 22 janvier 1998 portant création d'une commission consultative de la commande publique NOR: MCCI9800032A	12	3,7	3,7	2,25	2	2	2	
Commission consultative de la création artistique (chargée de donner un avis sur les propositions d'achat d'oeuvres d'artistes contemporains dans le domaine des arts plastiques)	Arrêté du 8 janvier 1985 portant création d'une commission consultative de la création artistique (peinture, sculpture, arts graphiques) Version consolidée au 13 janvier 2010	12	5,6	9,2	4,5	2	4	2	
Commission consultative de la création artistique compétente en matière d'arts décoratifs et de métiers d'art	Arrêté du 19 décembre 1985 portant création d'une commission consultative de la création artistique compétente en matière d'arts décoratifs et de métiers d'art	8	3,6		3	2	2	1	
Commission consultative de la création artistique compétente en matière de photographie	Arrêté du 19 décembre 1985 portant création d'une commission consultative de la création artistique compétente en matière de photographie	8	3,6	0	3	2	2	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
12. Culture et communication									
Commission consultative des trésors nationaux	Article L. 111-4 du code du patrimoine Décret nº 93-124 du 29 janvier 1993 relatif aux biens culturels soumis à certaines restrictions de circulation	12 ou 13 (selon la procédure)	6,8	3,2	3,8	11	10	8	*Aucun membre ne demande le remboursement de frais de déplacement - Certaines années sont marquées par des déplacements des membres de la Commission (par ex à Montpellier en 2008), ce qui augmente le coût de fonctionnement dans l'année concernée ; - les coûts varient aussi en fonction du nombre de séances et de la valeur des œuvres présentées. Ils concernent principalement l'accueil des membres et l'assurance des œuvres présentées.*
Commission 'copie privée'	Articles L. 311-5, R. 311-1 et suivants et 311-8 du code de la propriété intellectuelle Arrêté du 15 décembre 2009 portant nomination à la commission prévue à l'article L. 311-5 du code de la propriété intellectuelle NOR: MCCB0928070A	25	83			24	5		
Commission d'arbitrage relative à la perception de la taxe fiscale sur les spectacles	Décret nº 2004-117 du 4 février 2004 pris en application des articles 76 et 77 de la loi de finances rectificative pourt 2003 définissant les catégories de spectacles et déterminant, pour l'Association pour le soutien du théâtre privé, les types d'aide et leus critères d'attribution (article 2)	8	0	0		1	2	1	
Commission d'évaluation scientifique des conservateurs du patrimoine	Décret nº 90-404 du 16 mai 1990 portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine (articles 5 et suivants)	10	2	2	3	3	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
12. Culture et communication									
Commission d'agrément relative à l'institution d'une garantie de l'État	Loi nº 93-20 du 7 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art Décret nº 93-947 du 23 juillet 1993 pris pour l'application de la loi nº 93-20 du 7 janvier 1993 relative à l'institution d'une garantie de l'Etat pour certaines expositions temporaires d'oeuvres d'art	5	0			2	2		
Commission d'aide à la production des pays en développement	Arrêté du 6 juillet 1992 relatif aux mesures d'aide en faveur de la production cinématographique des pays en développement NOR: MENK9200146A	6	85	70	50	4	4	4	
Commission de classification des oeuvres cinématographiques	Décret nº 90-174 du 23 février 1990 pris pour l'application des articles 19 à 22 du code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des oeuvres cinématographiques	31	146	130	132	60	70	70	
Commission de conciliation (droit d'exploitation des œuvres des journalistes)	Articles L. 132-44 et R. 132-18 et suivants du code de la propriété intellectuelle		-			-			
Commission de la rémunération équitable	Articles L. 214-4 et R. 214-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle. Arrêté du 2 mars 2006 portant composition de la commission prévue à l'article L. 214-4 du code de la propriété intellectuelle	31	15			9	13		
Commission de récolement des dépôts d'oeuvres d'art	Décret nº 96-750 du 20 août 1996 portant création d'une commission de récolement des dépôts d'oeuvres d'art	17	0			13	13		

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
12. Culture et communication									
Commission de sélection de l'oeuvre cinématographique choisie pour représenter le cinéma français pour l'attribution de l'Oscar du film en langue étrangère	Arrêté du 11 octobre 1993 relatif à la commission de sélection de l'oeuvre cinématographique choisie pour représenter le cinéma français pour l'attribution de l'Oscar du film en langue étrangère NOR: MCCK9300310A	5	0	0	0	1	1	1	
Commission des droits des artistes-interprètes et des producteurs pour la réalisation d'une oeuvre audiovisuelle	Articles L. 212-9 et R. 212-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.	0	0	0	0	0	0	0	
Commission du fonds de soutien à l'expression radiophonique locale	Décret nº 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi nº 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication	11	16	13	9	18	18	12	*La quasi-totalité des frais de fonctionnement de la commission correspondant au remboursement des frais de déplacement des membres, leur montant varie en fonction de leur origine géographique et du nombre de réunions.*
Commission du Fonds national pour l'archéologie préventive	Article L. 524-14 du code du patrimoine Décret nº 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive (articles 90 à 94)	18	1,5	0	0	1	0	0	*Les délais de renouvellement de la commission n'ont pas permis de tenir de session en 2009 et 2010.*
Commission emploi du Conseil national des professions du spectacle	Décret nº 93-724 du 29 mars 1993 relatif au Conseil national des professions du spectacle	30	0	0		5	4		
Commission générale de terminologie et de néologie	Décret nº 96-602 du 3 juillet 1996 relatif à l'enrichissement de la langue française	16	0			28	28	30	
Commission nationale consultative d'aide à la création pour les arts du cirque	Arrêté du 28 septembre 1995 relatif à la commission nationale consultative d'aide à la création pour les arts du cirque	10	0			1	1		
Commission nationale consultative d'aide à la résidence d'artiste et résidence de production d'arts de la rue	Arrêté du 15 mars 1999 relatif à la commission nationale consultative d'aide à la résidence d'artiste et résidence de production d'arts de la rue	10	0			1	1		

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
12. Culture et communication									
Commission nationale 'culture handicap'	Arrêté du 1er février 2001 portant création de la commission nationale « culture-handicap » NOR: MCCB0100045A	24	2,9			1	0	1	
Commission nationale de la sécurité dans le spectacle vivant et enregistré	Décret nº 93-724 du 29 mars 1993 relatif au Conseil national des professions du spectacle	20	0	0		12	32		
Commission nationale de reconnaissance des qualifications professionnelles d'architecte	Loi nº 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture (article 10-4) Décret nº 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte	8	2	2	2	2	2	2	*Commission redéfinie en 2009*
Commission nationale de validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels (architecture et patrimoine)	Décret nº 98-2 du 2 janvier 1998 fixant les conditions de validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels en vue de l'accès aux études d'architecture	13	0	0	0	0	0	0	
Commission nationale d'équivalence	Arrêté du 6 mars 1997 relatif à l'organisation des études conduisant au diplôme national d'arts et techniques et au diplôme national supérieur d'expression plastique NOR: MCCI9700163A	6	0	0		2	2		
Commission nationale des centres culturels de rencontre	Arrêté du 5 juillet 1996 portant création d'une Commission nationale des centres culturels de rencontre NOR: MCCJ9600341A	22	0			1	0	0	
Commission nationale des monuments historiques	Article L. 611-1 du code du patrimoine Décret nº 2007-612 du 25 avril 2007 relatif à la Commission nationale des monuments historiques	150	0		16,8	28	28	27	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
12. Culture et communication									
Commission nationale des secteurs sauvegardés	Article R. 313-18 et suivants du code de l'urbanisme	23	0		1,7	5	5	5	
Commission nationale d'évaluation (qualifications requises pour exercer les activités scientifiques d'un musée de France)	Décret nº 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi nº 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France (articles 10 à 12)	12	0,2			1	1		
Commission nationale d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur habilités dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque	Décret nº 2007-1678 du 27 novembre 2007 relatif aux diplômes nationaux supérieurs professionnels délivrés par les établissements d'enseignement supérieur habilités par le ministre chargé de la culture dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et à la procédure d'habilitation de ces établissements Arrêté du 22 février 2008 relatif à la procédure d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur dans les domaines de la musique, de la danse, du théâtre et des arts du cirque et au fonctionnement de la Commission nationale d'habilitation NOR: MCCH0804967A	10	0	0	0	1	1	1	
Commission permanente de contrôle des sociétés de perception et de répartition des droits	Articles L. 321-13 et R. 325-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle	6	0			12	12		
Commission pour l'expansion de la presse française à l'étranger	Décret nº 2004-1311 du 26 novembre 2004 relatif au fonds d'aide à la distribution et à la promotion de la presse française à l'étranger (article 8)	5	0	0	0	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€) 2008	Coût de fonctionnement (en milliers d'€) 2009	Coût de fonctionnement (en milliers d'€) 2010	Nombre de réunions 2008	Nombre de réunions 2009	Nombre de réunions 2010	Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement

12. Culture et communication

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût 2008	Coût 2009	Coût 2010	Réunions 2008	Réunions 2009	Réunions 2010	Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
Commission professionnelle consultative du spectacle vivant	Arrêté du 19 juin 2006 portant création de la commission professionnelle consultative du spectacle vivant. NOR: MCCB0600454A	32	0	0	0	1	0	2	
Commission relative aux demandes de changement d'affectation des salles de spectacles	Arrêté du 18 avril 1947 portant création d'une commission chargée de donner un avis sur les demandes de changement d'affectation des salles de spectacle	12	0	0		0	1		
Commission scientifique d'habilitation des restaurateurs	Article L. 452-1 du code du patrimoine Décret 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi nº 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux Musées de France (disposition ad hoc devenue l'article L. 452-1 du code du patrimoine)	11	5,2		0	8	8	0	
Commission scientifique des musées nationaux	Décret nº 2003-1303 du 26 décembre 2003 modifiant le décret nº 45-2075 du 31 août 1945 (article 2) modifié portant application de l'ordonnance relative à l'organisation provisoire des musées des beaux-arts	15	0	0	0	5	5	1	*L'organisation de cette commission n'occasionne aucun coût ni remboursement de frais de déplacement de ses membres.*
Commission scientifique nationale des musées de France	Articles L. 451-1 et L. 451-5 du code du patrimoine Décret nº 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi nº 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France (articles 16 et 22 à 25)	15	5			10	10		

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
12. Culture et communication									
Commission scientifique nationale des collections	Articles L. 115-1 et L. 115-2 du code du patrimoine LOI nº 2010-501 du 18 mai 2010 visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories à la Nouvelle-Zélande et relative à la gestion des collections (article 4) Décret nº 2011-160 du 8 février 2011 relatif à la commission scientifique nationale des collections	4 collèges de 22 membres (avec une partie commune d13 membres et 27 membres additionnels répartis selon les collèges)	-	-	0	-	-	0	
Commission spécialisée de terminologie et de néologie au ministère de la culture et de la communication	Arrêté du 2 mars 1998 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie au ministère de la culture et de la communication NOR: MCCB9800140A	36	0			9	9	9	
Conseil artistique des musées nationaux	Article L. 451-1 du code du patrimoine Décret nº 2003-1302 du 26 décembre 2003 relatif au conseil artistique des musées nationaux	23	2,79	8,5	3,8	10	10	8	*Aucun membre ne demande le remboursement de frais de déplacement. Le coût annuel varie selon la valeur des œuvres présentées qui est prise en compte pour l'assurance. Il comprend principalement l'accueil des membres et l'assurance des œuvres présentées. Les frais de fonctionnement répertoriés sont supportés complètement par la RMN.*
Conseil des Arts et Lettres	Décret nº 75-939 du 29 septembre 1975 modifiant le décret nº 57--549 du 2 mai 1957 portant institution de l'ordre des Arts et des Lettres (article 8 et suivants)	26	0	0	0	3	3	3	
Conseil des métiers d'art	Arrêté du 3 août 2004 relatif au Conseil des métiers d'art et à la mission des métiers d'art	30	12,8			6	6		
Conseil ministériel des études	Arrêté du 16 mars 2006 portant création du conseil ministériel des études. NOR: MCCB0600204A	23	0	0		1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
12. Culture et communication									
Conseil national de la recherche archéologique	Décret nº 2007-823 du 11 mai 2007 relatif au Conseil national et aux commissions interrégionales de la recherche archéologique	36	8	8	11	4	4	6	
Conseil national de l'inventaire général du patrimoine culturel	Décret nº 2005-835 du 20 juillet 2005 pris en application de l'article 95 de la loi nº 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et relatif au contrôle scientifique et technique de l'Etat en matière d'inventaire général du patrimoine culturel et au Conseil national de l'inventaire général du patrimoine culturel	15	1,2	1,5	0	1	1	0	*Les délais de renouvellement du conseil n'ont pas permis de tenir de session en 2010. En conséquence, 2 sessions sont prévues en 2011.*
Conseil national des parcs et jardins	Décret nº 2003-447 du 19 mai 2003 portant création du Conseil national des parcs et jardins Arrêté du 3 janvier 2007 (NOR: MCCBO601024A) renouvelant les membres pour 3 ans	28	0		1,3	3	3	3	
Conseil national des professions du spectacle	Décret nº 93-724 du 29 mars 1993 relatif au Conseil national des professions du spectacle	90	0			2	1		
Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire	Arrêté du 5 mai 1995 portant création d'un Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire NOR: MCCE9500249A	13	0,18	0,16	0,29	2	2	1	
Conseil scientifique de la recherche et des études à la délégation aux arts plastiques	Arrêté du 12 février 2001 portant création d'un conseil scientifique de la recherche et des études à la délégation aux arts plastiques NOR: MCCI0100097A	15	0,5	0		2	2		

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
12. Culture et communication									
Conseil scientifique du laboratoire de recherche des monuments historiques	Arrêté du 4 janvier 2000 érigeant le laboratoire de recherche des monuments historiques en service à compétence nationale – Arrêté du 20 avril 2001 relatif à la composition du conseil scientifique du laboratoire de recherche des monuments historiques	30	0		0	3	3	1	
Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique	Arrêté du 10 juillet 2000 portant création du Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique NOR: MCCB0000389A (JORF nº 217 du 19 septembre 2000)	93	50	15	12	2	1	0	
Conseil supérieur des archives	Article L. 211-2-1 du code du patrimoine Arrêté du 21 janvier 1988 portant création du Conseil supérieur des archives NOR: MCCC8800040A	50	0		0	1	2	3	*Le conseil ne dispose pas de personnel permanent et l'organisation de ses réunions plénières et des travaux des sous-commissions est assurée par les agents du Service interministériel des archives de France. Les membres des sous-commissions du conseil interviennent tous à titre bénévole, qu'il s'agisse de la prise en charge de leurs frais de déplacements ou de la réalisation de travaux scientifiques ou de rapports qui leur sont confiés.*
Haut Comité pour les célébrations nationales	Arrêté du 23 septembre 1998 portant création d'un Haut Comité des célébrations nationales auprès du ministre chargé de la culture NOR: MCCB9800695A	13	0	0	0	3	3	2	
Haut conseil de l'éducation artistique et culturelle	Articles L. 312-8 et D. 312-7 et suivants du code de l'éducation.	30				5	5	4	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
12. Culture et communication									
Haut conseil des musées de France	Articles L. 430-1 et L. 430-2 du code du patrimoine Décret nº 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi nº 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France	23	Remboursement frais de déplacement	Pas de remboursement de frais de déplacement ; 1972,92€ pour buffet-déjeuner	Pour la commission du 14 janvier 2011, pas de remboursement de frais de déplacement ; plateaux repas pour un montant de 947,	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
13. Solidarités et cohésion sociale									
Comité consultatif national de l'enseignement des jeunes sourds	Arrêté du 20 août 1987 instituant un comité consultatif national de l'enseignement des jeunes sourds NOR: ASEA8701226A	16	0	0	1,33	0	0	4	*Comité prorogé par décret du 06/06/09 ; nominations intervenues en 2010.*
Comité d'évaluation de l'impact du revenu de solidarité active	Loi nº 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion (article 32) Décret nº 2009-1112 du 11 septembre 2009 relatif à la composition du comité d'évaluation de l'impact du revenu de solidarité active		-	28	7,8	-	11	5	
Comité national de pilotage du centre national de relais chargé de la réception et de l'orientation des appels d'urgence des personnes déficientes auditives	Article D. 98-8-4 du code des postes et des communications électroniques Arrêté du 1er février 2010 relatif à la composition du Comité national de pilotage du centre national de relais chargé de la réception et de l'orientation des appels d'urgence des personnes déficientes auditives MTSA1000635A	21		0	8,5		0	10	*Frais de vélotypie et d'interprétariat LSF*
Comité national de soutien à la parentalité	Articles D. 141-9 et suivants du code de l'action sociale et des familles Arrêté du 6 décembre 2010 portant désignation des associations membres du Comité national de soutien à la parentalité NOR: SCSA1029849A	35	-	-	0	-	-	1	*Créé en 2010 (réunion d'installation du comité)*
Comité national de vigilance et de lutte contre la maltraitance des personnes âgées et des adultes handicapés	Articles D. 116-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	47	0	0	0	9 (2 plénières + 7 GT)	1 séance plénière	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
13. Solidarités et cohésion sociale									
Comité national des retraités et des personnes âgées	Articles D. 149-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	64	24	26,5	17,7	34	40	38	*La dépense ne concerne que les frais de missions (pris en charge par la DAFJS) et celle-ci a baissé sensiblement en 2010 du fait de la diminution des déplacements de personnes venant de province et utilisant l'avion.*
Commission nationale consultative des gens du voyage	Décret nº 2003-1120 du 24 novembre 2003 relatif à la Commission nationale consultative des gens du voyage	40	0		0,6	1	0	2	*2010 : année de renouvellement de la Commission. D'où un nombre restreint de réunions et peu de frais de fonctionnement*
Commission nationale contre les violences envers les femmes	Décret nº 2001-1240 du 21 décembre 2001 portant création d'une Commission nationale contre les violences envers les femmes Arrêté du 6 juillet 2011 relatif à la composition de la Commission nationale contre les violences envers les femmes NOR: SCSA1114380A	23	0	0	0	2	1	0	*Le format de la CNVF a été modifié en 2011 (modification du décret n° 2001-1240 du 21 décembre 2001 portant création d'une Commission nationale contre les violences envers les femmes) pour en faire un véritable organe de gouvernance de la politique de lutte contre les violences faites aux femmes ; à cet effet, elle s'est déjà réunie deux fois en 2011.*
Commission nationale d'agrément	Arrêté du 14 février 1997 relatif à l'habilitation des centres d'information sur les droits des femmes et portant création du Conseil national d'agrément NOR: EMPF9700002A	6	0	0		1	1	1	
Commission nationale de désendettement des rapatriés réinstallés dans une profession non salariée	Décret nº 99-469 du 4 juin 1999 relatif au désendettement des rapatriés réinstallés dans une profession non salariée	9	0			2			
Commission permanente chargée de la normalisation du braille français	Arrêté du 20 février 1996 créant une commission permanente chargée de la normalisation du braille français NOR: TASA9620766A	18	0	0	0	1	1	1	*La commission se réunit en audio ou visio- conférence via internet (aucune réunion « physique » en 2010) et communique par messagerie.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
13. Solidarités et cohésion sociale									
Commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale	Arrêté du 11 septembre 2002 relatif à la création d'une commission professionnelle consultative du travail social et de l'intervention sociale NOR: SOCA0222958A	40	1,09	4,5	0,701	3 réunions plénières	3 réunions plénières, 1 réunion inter CPC et 7 groupes de travail	Plénières : 2 Réunions de groupes de travail : 5	*Les coûts varient selon le nombre de réunions, demandes de remboursement et mode de transport utilisé (avion ou train).*
Commission sur l'image des femmes dans les médias	Arrêté du 24 mai 2011 portant création d'une Commission sur l'image des femmes dans les médias		-	-	-	-	-	-	*Créée en 2011*
Conseil national consultatif des personnes handicapées	Articles L. 146-1et D. 146-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles Arrêté du 5 octobre 2009 fixant la liste des associations ou organismes représentés au Conseil national consultatif des personnes handicapées NOR: MTSD0922627A	76	32,5	38,6	34,6	12	12	12	*Dépense 2010 conforme aux prévisions et en baisse du fait de la limitation des frais de logistique (recours aux salles de réunions du ministère en cours d'année, suppression des hôtesses d'accueil…) malgré une activité soutenue de l'organisme.* *NB : Ne sont mentionnées que les réunions de l'assemblée plénière. La commission permanente = 12 réunions annuelles et les instances techniques (+ de 60 réunions/an).*
Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Articles L. 143-1, R. 143-1 et suivants et D. 143-6 à D. 143-8 du code de l'action sociale et des familles	54	1,563	1,07	1,671	18	20	9	*2010 a été une année de renouvellement du CNLE. Il y a eu moins de réunions, mais des frais de déplacement de nouveaux membres ont fait augmenter les coûts.*
Conseil national pour l'accès aux origines personnelles	Articles L. 147-1 et suivants et R. 147-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	17		3,44	0,706	2	4	5	*Les chiffres indiqués sont issus du rapport IGAS 2011 d'audit du CNAOP.*
Conseil supérieur de l'adoption	Articles L. 148-1et D. 148-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	30	1,5	2,4	3,7	3	7	5	*Les frais ont augmenté entre 2010 et 2011, car les membres sollicitant les remboursements ont été plus présents aux réunions du conseil supérieur de l'adoption. Par ailleurs, au cours de l'année 2010, deux groupes de travail ont été institués, engendrant 6 réunions complémentaires.*
Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	Articles D. 1145-1 et suivants du code du travail	37	0	0	0	3	2	2	
Conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale	Articles L. 2312-2 à L 2312-5 et R. 2312-1 et suivants du code de la santé publique	62		0			1	8	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
13. Solidarités et cohésion sociale									
Conseil supérieur de la coopération	Décret nº 76-356 du 20 avril 1976 relatif au Conseil supérieur de la coopération modifié par le décret nº 97-228 du 11 mars 1997.	30	0	0		13	1	4	
Conseil supérieur du travail social	Article D. 142-1 du code l'action sociale et des familles Arrêté du 7 juillet 2010 relatif à la composition du Conseil supérieur du travail social (NOR: MTSA1017134A)	69	9,671	6,88	2,418	4	1 réunion plénière, 17 réunions de groupes de travail et 1 séminaire	Plénière : 1 Groupes de travail : 5	*Les coûts varient selon le nombre de réunions, le nombre de demandes de remboursement et le mode de transport. La 6ème mandature a commencé en décembre 2007 et s'est achevée en juin 2009. Cela explique la faible activité du CSTS en 2009 par rapport à 2008. La 7ème mandature a débuté le 29 septembre 2009.*
Conseil technique des clubs et équipes de prévention spécialisée	Arrêté du 11 mars 1986 relatif au conseil technique des clubs et équipes de prévention spécialisée	24	20,454	6,801	6,879	24	12	12	
Haut conseil de la famille	Article D. 141-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	52	-	4	5,7	-	6	11	*Le HCF a fonctionné en « année pleine » avec une assiduité plus suivie de ses membres qui bénéficient en dehors des membres institutionnels d'une indemnité de présence et d'une prise en charge de frais de déplacement.*
Haut conseil des rapatriés	Décret nº 2002-1479 du 20 décembre 2002 portant création du Haut Conseil des rapatriés	40	0			2			
Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes	Décret nº 95-1114 du 18 octobre 1995 portant création d'un Observatoire de la parité entre les femmes et les hommes	33	0	0	0	13 (dont 4 plénières)	6 (dont1 plénière)	9 (dont 2 plénières)	
Observatoire interministériel de l'accessibilité et de la conception universelle	Décret nº 2010-124 du 9 février 2010 portant création de l'observatoire interministériel de l'accessibilité et de la conception universelle	57	-	-	4,76	-	-	52 réunions (4 plénières et 48 réunions de GT)	*Frais de vélotypie. Frais de déplacement assumés par le MEDDTL (co-secrétariat de l'observatoire).*
Observatoire national de la formation, de la recherche et de l'innovation sur le handicap	Articles L. 114-3-1 et D. 114-4 et suivants du code de l'action sociale et des familles	53	23	21	22	27	25	26	
Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale	Article L. 144-1 et R. 144-1 à R. 144-4 du code de l'action sociale et des familles	24	577,548	405,489	211,147	15	17	5	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
14. Fonction publique									
Comité de programmation et de pilotage de la formation interministérielle	Décret nº 2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'Etat				0	2	2	2	
Comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'État et ses 4 commissions permanentes : logement et restauration ; famille, enfance, culture, loisirs, sports, vacances et retraités ; pilotage des SRIAS ; budget	Décret nº 2006-21 du 6 janvier 2006 relatif à l'action sociale au bénéfice des personnels de l'Etat Arrêté du 29 juin 2006 fixant la composition et le fonctionnement du comité interministériel consultatif d'action sociale des administrations de l'Etat NOR: FPPA0600069A	22	45	45	40	26	30	24	
Comité technique de l'observatoire de l'emploi public	Décret nº 2000-663 du 13 juillet 2000 portant création de l'Observatoire de l'emploi public (articles 4 et 5)	0	0	0		0	0		*Voir infra : OEP* *L'OEP sera abrogé par le décret du Conseil commun de la fonction publique*
Commission chargée d'apprécier l'aptitude à exercer les fonctions d'inspecteur général ou de contrôleur général	Loi nº 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public (article 8) Décret nº 94-1085 du 14 décembre 1994 relatif aux modalités de nomination au tour extérieur dans certains corps d'inspection et de contrôle de la fonction publique de l'Etat	6	0	0	0			6	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
14. Fonction publique									
Commission d'accueil des ressortissants de l'Union européenne ou d'un autre partie à l'accord sur l'Espace économique européen	Décret nº 2010-311 du 22 mars 2010 relatif aux modalités de recrutements et d'accueil des ressortissants des Etats membres de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la fonction publique française Décret nº 2010-629 du 9 juin 2010 relatif au fonctionnement de la commission d'accueil des ressortissants de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans la fonction publique	3	41	40	20	8	6	4	*Cette commission, créée en 2010, remplace la commission d'équivalence pour le classement des ressortissants communautaires instituée par le décret n°2002-759 du 2 mai 2002. Les chiffres indiqués pour 2009 sont donc ceux concernant la commission d'équivalence. La commission d'accueil a tenu sa première séance le 23 juin 2010.*
Commission d'équivalence pour les candidats titulaires d'un diplôme ou d'un titre spécifique portant sur une spécialité de formation précise	Décret nº 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique		0	0	0	2	2	2	*Application d'une disposition du statut général des fonctionnaires et de la directive 2005-36 CE) : le décret 2007-196 (art. 24) a abrogé les 3 décrets relatifs à l'assimilation des diplômes délivrés dans les Etats membres de la CE + EEE pour l'accès aux concours de chacune des fonctions publiques. Les commissions dites d'assimilation pour chacune des fonctions publiques ne se réunissent donc plus depuis 2007. Le décret 2007-196 institue en son chapitre III, le principe d'examen de la demande d'équivalence par une commission dans des conditions très restrictives : pour les seuls concours ouverts aux titulaires d'un diplôme spécifique et hors professions réglementées pour lesquelles les règles sont fixées par des dispositions législatives et réglementaires ad hoc. Dans ces conditions, pour la fonction publique d'Etat, la commission ne se réunit qu'une ou deux fois par an pour un ou deux corps de fonctionnaires.*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
14. Fonction publique									
Commission interministérielle d'examen des candidatures des fonctionnaires internationaux	Décret nº 85-1271 du 27 novembre 1985 portant application des articles 19 et 26 de la loi nº 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (article 2)	5	0	0		0	0	0	*Commission en cours de suppression.*
Commission permanente de la modernisation des services publics auprès du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat	Décret nº 99-691 du 30 juillet 1999 portant création d'une commission permanente de la modernisation des services publics auprès du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat	24	0			3		0	
Commission relative à la dérogation aux règles d'accès au corps des attachés d'administration centrale	Décret nº 95-888 du 7 août 1995 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux attachés d'administration centrale (article 7)	0	0	0	0	0	0	0	*Suppression annoncée Les dispositions du décret 95-888 sont rendues caduques par le décret 2005-1215 du 26 septembre 2005. Les commissions de dérogation n'existent plus. La commission dont il est question dans le décret attaché est celle qui est visée par le décret 2007-196 du 13 février 2007. S'agissant des attachés, les dispositions du décret du 13 février 2007 rendent cette saisine inutile. La recevabilité des demandes est effectuée directement par les services. C'est en grande partie l'objet du décret 2007-196 que de rendre inutile la saisine d'une commission et de ne la réserver qu'à des cas très limités.*
Commissions administratives de reclassement	Ordonnance nº 45-1283 du 15 juin 1945 (articles 17 et 18) Loi nº 82-1021 du 3 décembre 1982 relative au règlement de certaines situations résultant des évènements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la seconde guerre mondiale	12	125	0	0	11	0	0	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
14. Fonction publique									
Conseil commun de la fonction publique	Loi nº 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires (article 9 ter)		-	-		-	-		*Créé par la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010. Le décret d'application sera présenté au conseil supérieur de la fonction publique en début de dernier trimestre. Le conseil devrait être opérationnel en janvier 2012.*
Conseil supérieur de la fonction publique de l'État	Loi nº 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (article 13) Décret nº 82-450 du 28 mai 1982 relatif au Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat	120	220	220	220	25	25	15	
Observatoire de l'emploi public	Décret nº 2000-663 du 13 juillet 2000 portant création de l'Observatoire de l'emploi public	45	0	0	0	0	0	0	*L'OEP sera abrogé par le décret relatif au Conseil commun de la fonction publique*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
15. Enseignement supérieur et recherche									
Comité consultatif pour l'enseignement supérieur privé	Arrêté du 21 octobre 2003 portant création du comité consultatif pour l'enseignement supérieur privé NOR: MENS0302309A	12		0		5	2	0	
Comité consultatif sur le traitement de l'information en matière de recherche dans le domaine de la santé	Loi nº 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (article 54) Décret nº 2005-1309 du 20 octobre 2005 pris pour l'application de la loi nº 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (articles 20 à 26)	15	32,669	42,48	39,42	13	12	12	
Comité de concertation pour les données en sciences humaines et sociales	Décret nº 2001-139 du 12 février 2001 portant création du comité de concertation pour les données en sciences humaines et sociales	8 + 2	15	16	10	2	2	1	*En 2010, le secrétariat général du Comité a été très impliqué dans la création des équipements d'excellence(Equipex) et un projet d'infrastructure européenne « Council of European Social Science Data Archives » (CESSDA). Priorité a été donnée aux investissements d'avenir plus qu'à la réunion du Comité : les enjeux du CCDSHS sont repris dans trois Equipex retenus lors de la 1ère vague.*
Comité de suivi associant le CNESER et des représentants des établissements et secteurs de formation concernés… et Comité de suivi associant le CNESER, des représentants des universités et des secteurs de formation …	Arrêté du 17 novembre 1999 relatif à la licence professionnelle (article 15) NOR: MENS9902515A Arrêté du 23 avril 2002 relatif aux études universitaires conduisant au grade de licence (article 32) NOR: MENS0201070A	94	29	14,5	8,7	6	3	3	*Suite au renouvellement partiel du CNESER, le nombre de membres du comité de suivi a été réduit.*
Comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités	Loi nº 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités Décret nº 2008-72 du 23 janvier 2008 instituant le comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités	14	6	7,5	9	10	12	10	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
15. Enseignement supérieur et recherche									
Comité de suivi du cursus 'master'	Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master (article 18) NOR: MENS0200982A	30	5,1	3,4	4	7	9	5	
Comité national de biologie médicale	Décret nº 2003-76 du 23 janvier 2003 fixant la réglementation du diplôme d'études spécialisées de biologie médicale (article 10)	19	1,4		0	1	0	0	*Le comité de biologie médicale a été prorogé par le décret 2009-628 du 6 juin 2009. Pas d'activité recensée au niveau du MESR depuis 2010.*
Commission chargée d'émettre un avis sur les diplômes étrangers dont les titulaires demandent l'autorisation de faire usage professionnel du titre de psychologue, placée auprès du ministère de l'enseignement supérieur	Décret nº 90-255 du 22 mars 1990 fixant la liste des diplômes permettant de faire usage professionnel du titre de psychologue en France et arrêté du 26 décembre 1990 fixant la composition de la commission	18	5,2	5,4	5,4	4	4	4	*Cette commission consultative ne s'est pas réunie depuis 2007. Il est prévu qu'elle se réunisse en 2012.*
Commission consultative (TEF)	Décret nº 71-376 du 13 mai 1971 relatif à l'inscription des étudiants dans les universités et les établissements publics à caractère scientifique et culturels indépendants dans les universités (article 16)	9	0	0	0	0	0	0	*Cette commission consultative ne s'est pas réunie depuis 2007. Il est prévu qu'elle se réunisse en 2012.*
Commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie (IUT) et des instituts universitaires professionnalisés (sous-commission relative aux IUT)	Arrêté du 19 avril 1995 relatif à la commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie et des instituts universitaires professionnalisés NOR: RESK9500613A	34	15,1	8,1	6,5	13	5	4	
Commission consultative permanente d'oenologie	Décret nº 82-681 du 29 juillet 1982 modifiant la loi nº 55-308 du 19 mars 1955 relative à la protection du titre d'oenologue.	23	6	0	3,9	1	0	2	
Commission consultative pour la formation professionnelle des experts-comptables, placée auprès du ministère chargé de l'enseignement supérieur	Décret nº 81-536 du 12 mai 1981 modifié relatif au diplôme d'expertise comptable	21	1,5	3,4	2,2	5	5	4	
Commission consultative pour le diplôme de géomètre expert placée auprès du ministre chargé de l'enseignement supérieur	Décret nº 97-242 du 17 mars 1997 relatif au diplôme de géomètre expert foncier délivré par le Gouvernement.(article 12)	10	0	0,3	0,5	1	1	1	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
15. Enseignement supérieur et recherche									
Commission consultative restreinte pour la formation professionnelle des experts-comptables, placée auprès du ministère chargé de l'enseignement supérieur (formation restreinte)	Décret nº 96-352 du 24 avril 1996 relatif à l'accès à la profession d'expert-comptable des personnes mentionnées aux articles 26 et 27 de l'ordonnance nº 45-2138 du 19 septembre1945.	9	0,345	0	0	1	2	3	
Commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion, dite 'commission Helfer'	Décret nº 2001-295 du 4 avril 2001 portant création de la commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion.	16	120	60	0	10	5	9	*Les ordres de mission ont été transformés en ordres de mission sans frais.*
Commission des titres d'ingénieurs	Articles L. 642-3 et L. 642-4 du code de l'éducation	32	180	100	100	44	35	35	
Commission d'examen des conventions de valorisation de la recherche	Décret nº 2008-510 du 28 mai 2008 portant création de la commission d'examen des conventions de valorisation de la recherche	8		0	0	1	1	1	
Commission nationale chargée de l'agrément de services formateurs pour l'internat en odontologie et de la répartition des postes dans les services	Décret nº 94-735 du 19 août 1994 relatif au concours et au programme pédagogique de l'internat en odontologie Arrêté du 4 janvier 1999 fixant la composition de la commission nationale chargée de l'agrément des services formateurs pour l'internat en odontologie et de la répartition des postes dans les services NOR: MESP9920128A	12	0,399	0,399	NC	1	1	NC	*Cette commission est également dans le champ du ministère de la santé.*
Commission nationale d'expertise de la licence professionnelle	Arrêté du 17 novembre 1999 relatif à la licence professionnelle (article 12)	0	6,9	10,6	11,4	3	3	4	
Commission nationale de labellisation des structures de transfert et de diffusion de technologies	Décret nº 2008-50 du 15 janvier 2008 portant création de la Commission nationale de labellisation des structures de transfert et de diffusion de technologies	20	163,1	56,21	79,48	2	2	2	*Le coût dépend du nombre de dossiers examinés (60 dossiers en 2010). Il correspond à celui de la prestation réalisée par l'AFNOR, qui comprend l'expertise des dossiers, une enquête auprès des clients de la structure candidate et des frais d'organisation.*
Commission nationale de l'expérimentation animale	Articles R. 214-116 et suivants du code rural	21	0,8	0,8	0,8	2	2	2	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
15. Enseignement supérieur et recherche									
Commission nationale d'évaluation de la formation des maîtres	Décret nº 2007-643 du 30 avril 2007 relatif à la Commission nationale d'évaluation de la formation des maîtres	20	16,3	0	0	8	0	0	
Commission pédagogique nationale des études de santé	Décret nº 2010-762 du 7 juillet 2010 relatif à la commission pédagogique nationale des études de santé	42	-	-	8,09	-	-	3	*Cette commission, qui s'est substituée aux commissions des études odontologiques, médicales et pharmaceutiques, se réunit en séances plénières ou en réunions de sous-commissions selon l'objet.* *En 2010 :* *2 réunions plénières* *1 réunion de la sous-commission de médecine*
Commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et techniques spatiales	Arrêté du 17 décembre 2001 portant création de la commission spécialisée de terminologie et de néologie des sciences et techniques spatiales	21	5	5	5	5	5	5	
Commissions pédagogiques nationales (IUT)	Arrêté du 4 juin 1992 relatif à la commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie et aux commissions pédagogiques nationales.	336	80,6	79,9	38,8	70	68	33	*Le nombre de réunions est réduit du fait de la fin du mandat des commissions en juillet 2010. Leur renouvellement n'a eu lieu qu'en juin 2011.*
Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche	Articles L. 232-1et D. 232-1 et suivants du code de l'éducation	68		42	45	0	15	18	
Conseil supérieur de la recherche et de la technologie	Décret nº 82-1012 modifié du 30 novembre 1982 relatif au conseil supérieur de la recherche et de la technologie	44	30	33	38	37	39	34	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
15. Enseignement supérieur et recherche									
Haut conseil de la science et de la technologie	Décret nº 2006-698 modifié du 15 juin 2006 relatif au Haut conseil de la science et de la technologie	20		1,48	219,8		0	5	*Les frais de fonctionnement 2009 correspondent à ceux du précèdent Haut Conseil qui à cette époque était en baisse de charge. En 2010, plusieurs raisons expliquent l'augmentation significative des frais de fonctionnement : 1) l'octroi d'indemnités aux membres du Haut Conseil comme le prévoit le décret n° 2011-65 du 17 janvier 2011 relatif aux indemnités susceptibles d'être allouées aux membres du Haut Conseil de la science et de la technologie 2)le lancement d'études 3) l'organisation de 5 séances plénières et de réunions des groupes de travail 4) des frais de mission plus élevés eu égard à la présence de membres basés à l'étranger comme le prévoit l'article 3 du décret n° 2006-698 du 15 juin 2006, modifié par le décret n° 2009-309 du 19 mars 2009.*
Observatoire des métiers et des compétences	Arrêté du 22 décembre 1998 relatif à l'Observatoire des métiers et des compétences. NOR: MENA9803060A	26	3,8		0		0	0	*Cette instance ne s'est plus réunie depuis 2008. Sa suppression est en cours.*
Observatoire national de la vie étudiante	Arrêté du 14 février 1989 relatif à l'Observatoire de la vie étudiante NOR MENU8802163A	21	411,6	411,6	411,6	3	NC	0	*Le coût correspond à la subvention annuelle.* *Pas de réunion en 2010*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
16. Ville									
Conseil national des villes	Décret nº 2009-539 du 14 mai 2009 relatif aux instances en charge de la politique de la ville	55			233	10	5	8	
Observatoire national des zones urbaines sensibles	Loi nº 2003-710 du 1 août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine (article 3) Décret nº 2011-628 du 1er juin 2011 relatif à l'Observatoire national des zones urbaines sensibles	40			713	2	4	3	

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
17. Sports									
Comité des médaillés de la jeunesse et des sports	Décret nº 69-942 du 14 octobre 1969 relatif au mérite sportif et à la médaille d'honneur de la jeunesse et des sports (article 5) Arrêté du 5 janvier 1982 fixant la composition du comité	26	0	0	0	2	2	2	
Commission consultative des arts martiaux et des sports de combat	Articles D. 142-32 et A. 142-1 et suivants du code du sport	22	0	0	0	1	1	1	
Commission de reconnaissance des qualifications	Articles R. 212-84 et A. 212-175-1 et suivants du code du sport	8	0	0	8	5	4	12	*La commission de reconnaissance des qualifications a succédé à la commission nationale des équivalences en 2010 au regard de l'évolution de la réglementation européenne. Le nombre de membres est passé de 15 à 8, mais le nombre de réunions a beaucoup augmenté (1 par mois) pour respecter les délais très contraints fixés par le droit européen et transposé en droit national).*
Commission d'examen des règlements fédéraux relatifs aux équipements sportifs	Articles R. 142-1 et suivants du code du sport	19	0	0	38,5	1	1	4	
Commission nationale de sécurité des enceintes sportives	Article R. 312-22 et suivants du code du sport	13	0	0	0	1	1	1	
Commission nationale du sport de haut niveau	Articles L. 221-1 et R. 221-27 et suivants du code du sport	33	0	0	0	7	4	3	
Commission professionnelle consultative des 'métiers du sport et de l'animation'	Article D. 142-33 à D. 142-38 et A. 142-20 à A. 142-32 du code du sport	38	8		8	5		5	
Conseil supérieur des sports de montagne	Articles D. 142-26 et suivants du code du sport	43	60		56	10		1+7	*Commission plénière : 1 réunion ; commission de la formation et de l'emploi : 7 réunions*

Instance	Texte institutif	Nombres de membres	Coût de fonctionnement (en milliers d'€)			Nombre de réunions			Justification de l'évolution des coûts de fonctionnement
			2008	2009	2010	2008	2009	2010	
18. Banque de France									
Comité de la médiation bancaire	Articles L. 615-2, R. 615-9 à R. 615-12 du code monétaire et financier	5	2,7	2,7	2,4	2	2	2	
Observatoire de la sécurité des cartes de paiement	Articles L. 141-4, R. 141-1 et R. 141-2 ; R. 142-22 à R. 142-27 du code monétaire et financier	35	5,5	3,4	70,9	3	3	3	*Réalisation de deux sondages à l'appui des travaux de l'Observatoire dans le domaine de la sécurisation des paiements par carte sur internet. Les résultats de ces études ont été présentés dans le rapport annuel 2009.*

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2012

LISTE DES COMMISSIONS ET INSTANCES CONSULTATIVES OU DÉLIBÉRATIVES SUPPRIMÉES (48)

Nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
Affaires étrangères et européennes	Commission coopération-développement	Arrêté du 21 février 2006 portant modification de la commission coopération-développement NOR: MAEG0640028A	Décret n° 2011-1073 du 8 septembre 2011 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire	Commission consultative de la formation des paysagistes DPLG	Article D. 812-30 du code rural et de la pêche maritime Arrêté du 15 novembre 2006 relatif à la commission consultative de la formation des paysagistes DPLG NOR: AGRE0602632A	Décret n° 2011-1073 du 8 septembre 2011 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire	Conseil supérieur des exportations agricoles et alimentaires	Loi nº 99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole (article 73) Articles R. 613-1 et R. 613-2, D. 613-3 à D. 613-7 du code rural et de la pêche maritime	Abrogé par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (article 67) ; Décret n° 2011-1073 du 8 septembre 2011 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire	Observatoire économique des prix des produits agricoles et alimentaires	Articles D. 611-9 à 13 du code rural	Abrogé par Décret n°2010-1301 du 28 octobre 2010 - art. 2
Budget, comptes publics et réforme de l'État	Comité consultatif pour la mise en oeuvre de la politique d'encadrement des jeux et du jeu responsable	Décret nº 78-1067 du 9 novembre 1978 relatif à l'organisation et à l'exploitation des jeux de loterie autorisés par l'article 136 de la loi du 31 mai 1933 et de l'article 48 de la loi nº 94-1163 du 29 décembre 1994 (article 19) Décret nº 85-390 du 1 avril 1985 relatif à l'organisation et à l'exploitation des jeux de pronostics sportifs autorisés par l'article 42 de la loi de finances pour 1985 (article 19) - Arrêté du 22 février 2006 pris en application du décret nº 78-1067 du 9 novembre 1978 relatif à l'organisation et à l'exploitation des jeux de loterie autorisés par l'article 136 de la loi du 31 mai 1933 et par l'article 48 de la loi nº 94-1163 du 29 décembre 1994 et du décret nº 85-390 du 1er avril 1985 relatif à l'organisation et à l'exploitation des jeux de pronostics sportifs autorisés par l'article 42 de la loi de finances pour 1985 (NOR: BUDB0610015A)	Décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux (article 24)
Budget, comptes publics et réforme de l'État	Comité des administrations utilisatrices des informations de la comptabilité générale de l'Etat	Décret nº 81-371 du 15 avril 1981 relatif à la tenue automatisée des comptabilités de l'Etat (article 6)	Décret n° 2011-1073 du 8 septembre 2011 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Budget, comptes publics et réforme de l'État	Commission interministérielle relative à tout projet de système informatique élaboré pour la tenue de comptabilités générale, analytique ou de gestion	Décret nº 81-371 du 15 avril 1981 relatif à la tenue automatisée des comptabilités de l'Etat (article 5)	Décret n° 2011-1073 du 8 septembre 2011 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Budget, comptes publics et réforme de l'État	Conseil d'orientation de la simplification administrative	Loi nº 2003-591 du 2 juillet 2003 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit Décret nº 2003-1099 du 20 novembre 2003 portant création d'un conseil d'orientation de la simplification administrative.	Abrogé par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (article 67) ; Décret n° 2011-1073 du 8 septembre 2011 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Culture et communication	Commission de rémunération des auteurs en publicité	Articles L. 132-32 et R. 132-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle	Abrogé par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (article 67) ; Décret n° 2011-1073 du 8 septembre 2011 relatif à la suppression de commissions et instances administratives

Nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
Culture et communication	Commission d'habilitation des officiers du ministère de la défense autorisés à exercer, pour les travaux de la défense nationale, les missions imparties aux architectes	Décret nº 78-69 du 20 janvier 1978 pris pour l'application des dispositions de l'article 36 de la loi nº 77-2 du 3 janvier 1977	Décret n° 2011-825 du 7 juillet 2011 pris pour l'application de l'article 36 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture (article 5)
Culture et communication	Commission nationale pour le diplôme de professeur de danse	Article L. 362-1 du code de l'éducation Arrêté du 11 avril 1995 pris en application de l'article 1er de la loi nº 89-468 du 10 juillet 1989 relative à l'enseignement de la danse portant composition de la commission nationale prévue audit article et relat	Abrogé par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (article 67)
Culture et communication	Conseil supérieur des musiques actuelles	Arrêté du 4 janvier 2006 portant création du Conseil supérieur des musiques actuelles NOR: MCCB0500915A	Décret n° 2011-1073 du 8 septembre 2011 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Défense et anciens combattants	Comité de coordination des études prospectives de défense à caractère politico-militaire, économique et social	Arrêté du 4 juillet 1997 portant création au sein du ministère de la défense d'un comité de coordination des études prospectives de défense à caractère politico-militaire, économique et social NOR: DEFD9701694A	Abrogé par arrêté du 15 octobre 2010 portant création au sein du ministère de la défense d'un comité de cohérence de la recherche stratégique et de la prospective de défense (article 12)
Défense et anciens combattants	Conseil scientifique de la division de la recherche et de la documentation	Article D. 4152-11 du code de la défense - Arrêté du ministre de la défense du 4 mars 2009 fixant la composition, les attributions et les modalités de fonctionnement des conseils de l'enseignement militaire supérieur NOR : DEFD0830903A	Abrogé par Décret n°2010-1220 du 15 octobre 2010 - art. 3 Abrogé par Arrêté du 15 octobre 2010 - art. 8
Écologie, développement durable, transports et logement	Comité consultatif relatif à l'utilisation de l'énergie hydraulique (ou comité consultatif des forces hydrauliques)	Loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique	Abrogé par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (article 67)
Écologie, développement durable, transports et logement	Comité national de facilitation	Arrêté du 19 décembre 1977 composition et fonctionnement du comité national de facilitation	Décret n° 2011-1073 du 8 septembre 2011 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Écologie, développement durable, transports et logement	Comité national de suivi de la décentralisation des services voyageurs d'intérêt régional	Loi nº 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (article 137) Décret nº 2001-1116 du 27 novembre 2001 relatif au transfert de compétences en matière de transports collectifs d'intérêt régional.	Abrogé par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (article 67) ; Décret n° 2011-1073 du 8 septembre 2011 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Écologie, développement durable, transports et logement	Commission centrale des servitudes aéronautiques	Articles D. 241-1 et suivants du code de l'aviation civile	Décret n° 2011-1073 du 8 septembre 2011 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Écologie, développement durable, transports et logement	Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires	Décret nº 73-278 du 13 mars 1973 portant création d'un conseil supérieur de la sûreté nucléaire et d'une direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection (articles 1 à 4)	Décret n° 2011-1073 du 8 septembre 2011 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Écologie, développement durable, transports et logement	Conseil supérieur de l'Infrastructure et de la navigation aérienne	Décret nº 48-1812 du 29 novembre 1948 portant organisation du conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aérienne (modifié).	Décret n° 2011-1073 du 8 septembre 2011 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Économie, finances et industrie	Comité stratégique du service commun des laboratoires	Arrêté du 14 mars 2006 portant création d'un service à compétence nationale dénommé " Service commun des laboratoires du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie " (article 5) NOR: ECOP0600173A	Supprimé par arrêté du 6 juillet 2011 relatif à la suppression de commissions administratives des ministères économique et financier (article 2)
Économie, finances et industrie	Commission de sécurité du transport, de la distribution et de l'utilisation du gaz	Décret nº 2006-28 du 4 janvier 2006 instituant une commission de sécurité du transport, de la distribution et de l'utilisation du gaz	Décret n° 2011-80 du 20 janvier 2011 supprimant la commission de sécurité du transport, de la distribution et de l'utilisation du gaz
Économie, finances et industrie	Commission nationale de concertation des professions libérales	Décret nº 2003-15 du 3 janvier 2003 portant création de la Commission nationale de concertation des professions libérales	Décret n° 2011-200 du 21 février 2011 portant création de la Commission nationale des professions libérales

Nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
Économie, finances et industrie	Conseil d'établissement de l'Ecole nationale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes	Arrêté du 12 décembre 2001 relatif à l'organisation de l'Ecole nationale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (article 5)	Supprimé par arrêté du 6 juillet 2011 relatif à la suppression de commissions administratives des ministères économique et financier (fusion des conseils d'orientation et d'établissement et création d'un nouveau conseil d'orientation)
Économie, finances et industrie	Conseil d'orientation de l'Ecole nationale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes	Arrêté du 12 décembre 2001 relatif à l'organisation de l'Ecole nationale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (article 5)	Supprimé par arrêté du 6 juillet 2011 relatif à la suppression de commissions administratives des ministères économique et financier (fusion des conseils d'orientation et d'établissement et création d'un nouveau conseil d'orientation)
Économie, finances et industrie	Conseil pour la diffusion de la culture économique	Arrêté du 14 octobre 2008 relatif au conseil pour la diffusion de la culture économique NOR: ECEZ0824081A	Renouvelé pour 2 années par arrêté du 14 octobre 2008 publié au JO du 8 novembre 2008 : supprimé à compter du 9 novembre 2010
Education nationale, jeunesse et vie associative	Conseil national de la vie associative	Décret nº 2003-1100 du 20 novembre 2003 relatif au Conseil national de la vie associative	Décret n° 2011-773 du 28 juin 2011 relatif au Haut Conseil à la vie associative (article 10)
Education nationale, jeunesse et vie associative	Observatoire national de la lecture	Arrêté du 3 avril 2001 portant création de l'Observatoire national de la lecture NOR: MENE0100754A	Décret n° 2011-1092 du 9 septembre 2011 modifiant le décret n° 2009-627 du 6 juin 2009 relatif à certaines commissions administratives à caractère consultatif relevant du ministère de l'éducation nationale ; Arrêté du 9 septembre 2011 portant suppression
Enseignement supérieur et recherche	Comité stratégique du calcul intensif	Arrêté du 28 juin 2007 portant création du comité stratégique du calcul intensif. NOR: ESRR0757401A	Créé pour une durée de quatre ans - Supprimé au 12 juillet 2011
Enseignement supérieur et recherche	Conseil national pour le développement de la mobilité internationale des étudiants	Arrêté du 9 octobre 2003 portant création du Conseil national pour le développement de la mobilité internationale des étudiants. NOR: MENC0302151A	Décret n° 2011-1073 du 8 septembre 2011 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Intérieur, Outre-mer, collectivités territoriales et immigration	Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisation de jeux	Décret nº 2009-334 du 26 mars 2009 portant création d'une commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation et de renouvellement d'autorisation de jeux	Décret n° 2011-252 du 9 mars 2011 relatif au comité consultatif des jeux (article 24)
Intérieur, Outre-mer, collectivités territoriales et immigration	Commission nationale de la vidéosurveillance	Décret nº 2007-916 du 15 mai 2007 portant création de la Commission nationale de la vidéosurveillance	Décret n° 2011-877 du 25 juillet 2011 relatif à la Commission nationale de la vidéoprotection (article 7)
Justice et libertés	Commission consultative sur les taux des prêts d'argent	Article L. 313-6 du code de la consommation Arrêté du 8 août 1967 fixant la composition de la commissionconsultative prévue à l'article 7 de la loi nº 66-1010 du 28 décembre 1966 relative à l'usure, aux prêts d'argent et à certaines opérations de démarch	Abrogé par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (article 67) ; Décret n° 2011-1073 du 8 septembre 2011 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Justice et libertés	Commission nationale d'indemnisation des commissaires priseurs, huissiers et notaires	Loi no 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (article 45). Décret nº 2001-652 du 19 juillet 2001 relatif aux modalités de l'indemnisation prévue par la loi nº 2000-642 du 10 juillet 2	LOI n° 2011-850 du 20 juillet 2011 de libéralisation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (article 39)
Justice et libertés	Observatoire des carrières de la justice	Arrêté du 21 août 2003 relatif à la création d'un observatoire des carrières de la justice. NOR: JUSA0300299A	Décret n° 2011-1073 du 8 septembre 2011 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Solidarités et cohésion sociale	Comité national de la coordination gérontologique	Articles L. 113-2 et D. 113-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles	Abrogé par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (article 67) ; Décret n° 2011-1073 du 8 septembre 2011 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Solidarités et cohésion sociale	Comité national du parrainage	Arrêté du 26 mai 2003 portant création d'un Comité national du parrainage. NOR: FAMA0321920A	Décret n° 2010-1308 du 2 novembre 2010 portant création du Comité national de soutien à la parentalité (article 2)

Nom du ministère	Nom de l'instance	Texte institutif	Texte d'abrogation
Travail, emploi et santé	Comité de pilotage des évènements indésirables graves	Arrêté du 25 avril 2006 relatif aux modalités de l'expérimentation de déclaration des événements indésirables graves liés à des soins réalisés lors d'investigations, de traitements ou d'actions de prévention autres que des infections nosocomiales NOR: S	Arrêté du 14 juin 2011 relatif à la commission de suivi des programmes de prévention des infections associées aux soins en établissements de santé et en secteur des soins de ville (article 9)
Travail, emploi et santé	Comité de suivi du programme de lutte contre la tuberculose en France	Arrêté du 31 janvier 2008 portant création du comité de suivi du programme de lutte contre la tuberculose en France NOR: SJSP0769715A	Arrêté du 14 juin 2011 relatif à la commission de suivi des programmes de prévention des infections associées aux soins en établissements de santé et en secteur des soins de ville (article 9)
Travail, emploi et santé	Commission nationale de toxicovigilance	Article R. 1341-14 du code de la santé publique	Décret n° 2011-1073 du 8 septembre 2011 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Travail, emploi et santé	Commission nationale des épithésistes	Article D. 4364-10-1 du code de la santé publique Arrêté du 23 février 2007 relatif aux conditions ouvrant droit à l'exercice de la profession d'épithésiste et aux règles de bonne pratique que ces professionnels doivent respecter NOR: SANP0621236A	Abrogé par Arrêté du 1er février 2011 - art. 28
Travail, emploi et santé	Commission nationale des ocularistes	Article D. 4364-10-1 du code de la santé publique Arrêté du 23 février 2007 relatif aux conditions ouvrant droit à l'exercice de la profession d'oculariste et aux règles de bonne pratique que ces professionnels doivent respecter NOR: SANP0621237A	Abrogé par Arrêté du 1er février 2011 - art. 28
Travail, emploi et santé	Commission nationale des orthopédistes-orthésistes	Article D. 4364-10-1 du code de la santé publique Arrêté du 23 février 2007 relatif à la définition des appareillages réservés aux orthopédistes-orthésistes, aux conditions ouvrant droit à l'exercice et aux règles de bonne pratique qu'ils doivent respect	Abrogé par Arrêté du 1er février 2011 - art. 28
Travail, emploi et santé	Commission nationale des orthoprothésistes	Arrêté du 23 février 2007 relatif à la définition des appareillages réservés aux orthoprothésistes, aux conditions ouvrant droit à l'exercice et aux règles de bonne pratique qu'ils doivent respecter NOR: SANP0621233A	Abrogé par Arrêté du 1er février 2011 - art. 28
Travail, emploi et santé	Commission nationale des podo-orthésistes	Article D. 4364-10-1 du code de la santé publique Arrêté du 23 février 2007 relatif aux conditions ouvrant droit à l'exercice de la profession de podo-orthésiste et aux règles de bonne pratique que ces professionnels doivent respecter NOR: SANP0621235A	Abrogé par Arrêté du 1er février 2011 - art. 28
Travail, emploi et santé	Conseil national de la chirurgie	Décret nº 2008-525 du 3 juin 2008 relatif au Conseil national de la chirurgie Arrêté du 3 juin 2008 fixant la composition du Conseil national de la chirurgie NOR: SJSH0805925A	Créé pour 3 ans. Supprimé à compter du 5 juin 2011
Travail, emploi et santé	Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés	Articles L. 5214-5 et R. 5214-2 et suivants du code du travail	Abrogé par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (article 67) ; Décret n° 2011-1073 du 8 septembre 2011 relatif à la suppression de commissions et instances administratives
Travail, emploi et santé	Groupe de pilotage du programme national de lutte contre les infections nosocomiales	Arrêté du 14 novembre 2005 portant création du groupe de pilotage du programme national de lutte contre les infections nosocomiales NOR: SANH0524243A	Remplacé par la commission de suivi des programmes de prévention des infections associées aux soins en établissements de santé et en secteur des soins de ville (Arrêté du 14 juin 2011)